L'EXPRESS

INSTITUT FRANÇAIS DU ROYAUME-UNI
BIBLIOTHÈQUE
0 823
... PLACE, LONDON, S.W.7

21 JUIN 1957. — N° 313. 100 FR. ALGERIE, TUNISIE MAROC : 100 FR.

L'entretien de "L'Express"

BOURGUIBA PROPOSE...

Une enquête historique

LE 18 JUIN heure par heure

Où ils en sont :

Stravinsky et la musique
Sartre et le marxisme
Rostand et l'hérédité

(Charpentier - L'Express.)

L'HOMME DU 18 JUIN
« Dis-moi la vérité ? Quand donc est-il parti ? Avec quel équipage ? »
(Homère. L'Odyssée.)

★★★★★

MARDI 18 JUIN

La lettre de « L'EXPRESS »

Il n'y a pas un Français adulte qui n'ait gardé béant, le souvenir de cette semaine de juin où il se retrouva, fils d'une nation soudain agenouillée. Mais, le 18 qui s'en souvient plus précisément que du 17 ou du 19 ?

Les journées historiques ont ceci de particulier qu'elles ne sont pas ressenties comme telles par ceux qui les vivent.

Un écrivain américain remporte en ce moment un vif succès dans son pays avec des ouvrages entièrement consacrés à une journée historique.

C'est à lui que nous avons emprunté l'idée de retracer, heure par heure, le 18 juin 1940.

Aucun journal de France ou de l'étranger (à l'exception du « Times ») n'a fait savoir à ses lecteurs, en ce jour, qu'au cours d'une brève émission de la B.B.C. un certain Charles de Gaulle avait refusé l'armistice sollicité par un maréchal de France.

C'est la remise en perspective de l'histoire qui, d'une journée, fait une date, et d'une date un symbole.

Tous les éléments d'information connus et inconnus qui nous ont permis de reconstituer la physionomie singulière de cette journée concourent à donner la même impression : il y a de par le monde trois sortes d'hommes. Ceux qui, dans une situation dramatique donnée, ont une vision aiguë de ce qu'il faut faire pour se trouver en accord à la fois avec sa morale, ses convictions et son intelligence de la situation. Et qui le font.

Ce sont les aristocrates de l'humanité, à quelque classe qu'ils appartiennent, en ce sens qu'ils font régner, sur la foule de leurs instincts, l'élite.

Les hommes de cette race peuvent se retrouver dans des camps opposés mais ils ne lanternent pas.

La deuxième espèce est riche en hommes clairvoyants mais qui se servent de leur intelligence pour édulcorer leur résolution. Il n'y a pas de certitude que l'on ne puisse accepter de laisser ébranler lorsqu'on redoute l'action et ce qu'elle comporte de risque.

Généralement, ils appellent cela : réfléchir. Comme si la réflexion n'était le plus souvent l'ajournement de la décision de ne pas décider.

La troisième espèce, enfin, cherche et trouve l'attitude la plus conforme à ses intérêts immédiats.

Affaires publiques ou affaires privées, il semble, avec le recul, toujours surprenant que les hommes soient si rares à pressentir que l'on ne peut pas remettre au 19 ce qu'il fallait faire le 18. Aucun signe mystérieux ne marque donc d'une croix de lumière ces jours où s'infléchit le destin.

Quelle femme, quel chien, quel objet précieux, quelle migraine, quelle secrète impuissance a paralysé en France, le 18 juin, tant qui donnèrent ensuite maintes preuves de courage... Mais le difficile n'est pas d'atteler son char à une étoile. C'est de la voir.

L'histoire du 18 juin n'est pas uniquement celle d'un homme seul riche de sa seule foi. Elle est aussi — il est étrange qu'on l'oublie — l'histoire d'un homme qui avait une vision politique et qui, pendant des mois, ne fut pas suivi.

Françoise GIROUD.

Les vrais copains

Bravo Domenach ! pour avoir aussi fortement exprimé le dégoût que les militants fidèles ressentent de cet esprit d'arrivisme et de copinage qui ne sévit pas seulement, hélas ! dans les seuls milieux parlementaires.

— Ceux qui avaient plein la bouche de Mendès et qui l'ont renié, parce qu'il ne leur était plus « utile »;

— Ceux qui ont fait de la restriction mentale leur exercice favori (voir affaire Ceccaldi-Reynaud);

C'est nous cependant qui avons raison de maintenir ce refus de parvenir, qui fut jadis l'honneur du socialisme.

On a parlé de « cercles » largement ouverts à toute la gauche qui se veut libre.

D'accord ! Il faut que, sans distinction de nuances, comme sans esprit de chapelle, tous ceux qui travaillent à la promotion humaine se retrouvent pour de saines confrontations. Plus de cette distinction entre « manuels » et « intellectuels ». Un homme ne vaut que pour ce qu'il est capable de faire, en vue d'une action immédiate ou future. Les efforts s'additionnent.

Les vrais copains sont ceux qui vont à l'idéal. Sans oublier les dures réalités de l'effort quotidien, dans les tâches parfois les pl is humbles.

Laissons les petits arrivistes à leurs intrigues. Laissons-les se gausser et ricaner. Continuons !

C. Chevigny,
Saint.Etienne.

Mon idéal demeure intact...

Vous avez raison, il suffit qu'un homme sur cinq soit honnête et courageux pour qu'il soit interdit de douter des hommes.

A 68 ans, malgré les vicissitudes d'une vie laborieuse et obscure, mon idéal de justice demeure intact. Remerciez, je vous prie, J.-M. Domenach pour la joie qu'il m'a apportée en disant sa foi dans le socialisme de demain (...).

Suzanne Haasen,
Paris.

J'aimerais vous voir répondre...

Depuis quelques semaines, les colonnes de votre « Courrier des Lecteurs » s'enrichissent de propos désabusés ou cyniques : « L'heure de Mendès France est passée... », « Le parti radical a trahi... », « La France court au fascisme... », etc. Il est bien las, le bel enthousiasme de 1954 qui apporta au parti radical des milliers de jeunes adhérents !

J'aimerais vous voir répondre ceci :

« Sous prétexte que le Front Républicain n'a pas obtenu aux élections la victoire improbable que vous espériez, sous prétexte que, depuis le 2 janvier 1956, quarante représentants d'une réaction imbécile siègent à l'Assemblée Nationale, parce que le chef du parti radical a dû quitter la tête de ce parti, pour en mieux défendre l'idéal, parce qu'un gouvernement de Front Républicain a fait, durant seize mois, avec la bénédiction de nos « élus », ce que jamais n'aurait pu (ou osé) faire M. Laniel, enfin, parce que, malgré votre désir de tout changer, rien n'a changé.

« Vous abandonnez la partie avant d'avoir joué.

« Une vie d'homme dure 50 ans et, au bout d'un, voire deux ans, vous vous mettez à crier qu'on vous a trahis, que vous ne voulez pas être englués dans un parti inerte... Et vous parlez déjà de regrouper la gauche en un mouvement travailliste. Ne vous faites pas d'illusion. La création de ce parti sera aussi pénible que peut l'être la restauration du parti radical; au bout d'un ou deux ans, vous chercherez autre chose... Poussé à ce point, le désir de changement n'est que de l'instabilité. Vous vous croyez activistes, vous êtes velléitaires.

« Lorsqu'en 1954 vous avez répondu à l'appel du président Mendès-France, vous n'espériez tout de même pas que celui-ci vous offrirait le parti radical de vos rêves. Il vous demandait de le faire avec lui, patiemment, d'accepter les petites victoires, de supporter les défaites. L'Histoire est une chose pesante, douée d'inertie : il est possible de faire varier son cours, mais il faut y mettre le poids et le temps. De juin 1954 à février 1955, vous avez cru que c'était arrivé. Il paraît que non. Eh bien ! il n'y a plus qu'à recommencer. La jeunesse finit toujours par avoir raison : le temps travaille pour elle. »

F. C.,
Etudiant,
Grenoble.

J'ai le regret de vous informer...

J'ai été péniblement surprise de vous voir accorder dans votre dernier numéro la grande vedette à M. Céline, dont je ne mets pas en cause le talent littéraire (...).

Ce dernier aurait d'ailleurs trouvé aisément ailleurs que dans vos colonnes la possibilité d'exprimer ses seuls regrets d'avoir « joué et perdu » et de répandre ses confidences (...).

En conséquence, j'ai le regret de vous informer que je cesse à partir de ce jour la lecture de votre journal.

D. Dreyfus,
Agrégée de l'Université,
Paris.

Je suis non-conformiste

Céline dans *L'Express* !

Je conçois très bien le non-conformisme, j'en suis. Je pensais que les colonnes de *L'Express* s'ouvraient à des hommes qui avaient quelque chose à proposer, à construire. Et j'y trouve Céline.

Il est un fait qu'un Céline peut apporter de nouveaux lecteurs à *L'Express*. Il n'en est pas moins certain qu'il peut en faire perdre.

M. Miodovnik,
Mâcon.

Ils seront nombreux...

Vous allez être insultés, mal compris, c'est pourquoi j'éprouve le besoin de vous dire : Bravo ! Bravo ! d'avoir publié Céline...

Ce faisant, vous avez superbement répondu au mépris dont Céline accable ce personnage, *le lecteur* auquel il ne conviendrait de donner que ce qu'il absorbe sans s'en apercevoir. De la purée qui, en aucun cas, ne peut le troubler, le faire réfléchir, ou l'éclairer sur ce qu'il est plus confortable d'ignorer.

Je me demande combien d'entre eux apprécieront la confiance que vous faites à leur degré d'intelligence, de civilisation, de non-ressemblance avec tous les Céline du monde, mais je suis prêt à croire qu'ils seront nombreux (...).

Jean Weinberger,
Paris.

J'étais prévenu...

Je n'ai lu que le *Voyage* de Céline. J'avais vingt-cinq ans (j'en ai trente actuellement). Le bouquin m'était tombé par hasard entre les mains chez un bouquiniste. A l'époque sa lecture m'avait coupé le souffle. Cette formidable franchise, ce comique féroce, cette philosophie de la rancœur et de l'amertume m'avaient littéralement séduit. Ce livre, énorme chambouIement de toutes les valeurs, m'a fait prendre une conscience aiguë de ce qu'est la guerre réelle sans périphrases, parce qu'il constitue un diagnostic extrêmement lucide et impitoyable « d'assassiné en sursis » (...).

J'étais donc prévenu ! Le destin de l'homme était d'être malheureux et de ressasser son malheur. Mais de là à ce déballement calculé, à ce cynisme effroyable qui se veut provocateur tel qu'il se dégage, par exemple, des extraits de son livre publiés par vous et la N.R.F., quelle marge !

Et quand je lis la réponse de Céline à la question de *L'Express* : « Vous n'imaginez pas qu'on puisse trouver mieux que l'ordre de la guerre ? », je suis sûr que l'homme est un menteur fanfaron et qu'il veut scandaliser sciemment (ça rapporte). Je le comprends un peu tard. Je retrouve avec stupeur un de ces vieux jetons de 1914-1918 comme il en existe tant, qui trouvent qu'à ce moment-là tout était bien et que depuis il n'y a plus rien !

Enfin quand je pense que moi, simple « assuré social » nous trimons avec ma femme pour nous payer un aspirateur que M. Céline possède déjà pour nettoyer « sa » piaule (Céline dixit), je rigole de sa prétendue misère.

M. Ortega,
Nimes.

Exceptionnellement, les mots croisés sont en page 19.

La prochaine réunion de travail de l'Amicale des lecteurs de « L'Express » à Toulouse, aura lieu le vendredi 28 juin, à 21 heures, au café Borios, place du Capitole.

Tous les lecteurs de « L'Express » y sont cordialement conviés.

★

Nous informons nos lecteurs de la constitution officielle de l'Amicale de « L'Express » à Strasbourg.

Le bureau de l'Amicale est présidé par le professeur Beaudiffier. Le siège social et le secrétariat de l'association sont fixés chez M. David, 80, avenue des Vosges.

Tirage des I.P.R. (R. Séguin) 10, r. du Faub.-Montmartre, PARIS

Composition de TYPO-ELYSEES
91, avenue des Champs-Elysées - PARIS

« L'EXPRESS »
91, *Champs-Elysées, Paris* (8)
Téléphone : *ELYsées* 88-61

DIRECTION :
Françoise GIROUD
J.-J. SERVAN-SCHREIBER

REDACT. EN CHEF ET AFF. POLITIQUES : Pierre VIANSSON-PONTE, Jean DANIEL
ACTUALITES : Sylvain ZEGEL
PARIS EN PARLE : Jean-Pierre VIVET
LETTRES : François ERVAL
PAGES AU FEMININ : Christiane COBLENCE
SEC. DE REDACTION : Robert NAMIA

REDACTION :
Michel BOSQUET, K.-S. KAROL, J.-F. CHABRUN, Dienane CHAPPAT, Madeleine CHAPSAL, André DIEBOLD, André GOBERT, Léone GEORGES-PICOT, Claude KRIEF, Serge LAFAURIE, Thomas LENOIR, Maurice LEROUX, Michèle MANCEAUX, Liliane MARQUAND, Evelyne REYRE, Anne-Marie de VILAINE.

COLLABORATEURS :
Robert BARRAT, Jean BLOCH-MICHEL, J.-L. BORY, Michel DESBRUERE, Jean DUVIGNAUD, Antoine GOLEA, Alfred GROSSER, Dorel HANDMAN, René HERICOTTE, Robert KANTERS, René LEIBOWITZ, Georges LESER, Clara MALRAUX, Raymond THEVENIN, Gabriel VENAISSIN.

DIRECTEUR DE LA REDACTION :
Philippe GRUMBACH

LES PETITES ANNONCES DE L'EXPRESS
700 francs la ligne,
(+ taxes 8,52 %)
minimum 5 lignes (encadrées)
sont reçues 37, Champs-Elysées.

CAPITAUX

GROS BENEFICES
CONFIRMES PAR RESULTATS !...
Sans changer de situation
Nombreuses références
Nécessaire disposer 1 à 10 millions
Ecrire journal n° 709 en précisant disponibilités
Discrétion assurée

MARIAGES

L'ŒUVRE FAMILIALE
MARIAGES 1er ordre. Sélection. Hte réputation (23e année) de RUSSEL, 53, rue Legendre, Paris

ISRAELITES TOUS AGES TOUTES CONDITIONS
Ecrivez avec timbre pour réponse : GOLD, Boîte postale n° 14 - Paris (10e)

PROPRIÉTÉS

URGENT - Recherchons
Propriétés rapport ou agrément
LAGRANGE 34, rue Pasquier - PARIS

VACANCES

CAMP JEUNESSE JUIVE St. Palais s/Mer près Royan, 11 juillet-20 août, 20 jours Paris-Paris : 21.500 francs. CENTRE DES JEUNES, 4, rue N.-D.-des-Victoires - CENtral 25-09

OFFRES D'EMPLOIS

J. F. 25-35 ans, formation psychologique sérieuse, expér. tests publicit., motivation, pour assurer enquêtes et interviews auprès public. Ecr. Bureau Psychologique Appliquée Justet, 60, Faubourg-Poissonnière, Service X

OFFRES D'EMPLOIS (cadres)

Importante Société Industrielle recherche
INGENIEUR
RADIO-ELECTRICIEN pour service approvisionnements. Envoyer curriculum vitae au n° 911 PUBLYNOR, 2, sq. d'Aquitaine (19e) qui transm.

Importante Société ch. pour gr. ville de l'Ouest
INGENIEUR Grande Ecole
25 à 30 ans env. Situation d'avenir. Réf. et C.V. demandés. Ec. HAVAS-RENNES n° 780 qui transm.

LE CENTRE MODERNE DU SECRÉTARIAT
OUVERT RECEMMENT PAR
L'ÉCOLE NORMALE DE STÉNOTYPIE
annonce qu'il organise pendant la période de vacances un
COURS PAR CORRESPONDANCE
DE STENOTYPIE ET DE DACTYLOGRAPHIE
Cet enseignement dure 4 MOIS et donne accès :
soit : aux cours complémentaires par correspondance
soit : à partir de novembre, aux cours oraux du Centre (8, rue Saint-Augustin, PARIS)
Dans les deux cas, l'élève acquiert les vitesses professionnelles et son placement est assuré dans le courant de l'année scolaire
Demandez documentation n° 157 : 8, rue Saint-Augustin - RIC. 66-24 (Bourse)

INGÉNIEUR organisation confirmé
28 - 35 ans
diplômé Grande Ecole (X, Centrale) ayant pratiqué dans Service ou Cabinet spécialisé recherché pour situation stable - Etudes d'Organisation générale pour très grosse firme lyonnaise - Situation très intéressante - Discrétion assurée
Envoyer C. V. au Journal n° 708 - 33, Champs-Elysées - PARIS (8e)

LES AFFAIRES FRANÇAISES

LES AVENTURES DES PIEDS NICKELES *(à suivre)*

GOUVERNEMENT

● Ce n'était qu'un gouvernement de vacances. Mais l'inquiétude a reparu. Trois mois, c'est bien long. Les événements attendront-ils ?

Une chance sur deux

« NOUS n'acceptons pas que la carence du pouvoir soit masquée par une apparence de gouvernement tandis que se préparerait dans l'ombre le « vrai » gouvernement, et qu'au jour dit, le ministère en place s'écroulerait comme un château de cartes. Nous avons refusé d'entrer dans un gouvernement frappé de précarité dès sa naissance par ses deux parrains : MM. Mollet et Duchet. »

En formulant la semaine dernière ce jugement sévère sur le ministère Bourgès-Maunoury, le bulletin officiel du M.R.P. traduisait les sentiments amers de ce parti devant le dénouement de la crise ministérielle.

Car si la crise ministérielle a été résolue, la crise politique se poursuit et une inquiétude sérieuse succède déjà à l'amertume des premières heures.

L'approbation équivoque, mais large et constante, donnée en principe par tous les partis, des socialistes aux modérés, à la politique algérienne de MM. Mollet et Lacoste, avait permis, la lassitude aidant après trois longues semaines de controverses et négociations, de passer le gué. A peine le nouveau gouvernement en place, les partis qui avaient appuyé la politique suivie depuis seize mois, puis approuvé, sur leur lancée, le successeur, se reprennent et commencent à déplorer tout haut que rien ne soit changé.

Agissant à la façon d'un révélateur, la crise a permis d'apercevoir la gravité du problème algérien et de la situation financière. Dans presque tous les groupes, les mêmes députés qui disaient : *« Bah ! c'est un gouvernement de vacances. Il passera l'été. On verra en octobre »*, déclarent maintenant : *« Peut-être la situation est-elle trop grave. Pouvons-nous prendre la responsabilité de perdre trois mois sans initiative ?... »*

Dernière caution

Déjà le laborieux dosage des 45 portefeuilles ministériels distribués par M. Bourgès-Maunoury — ce qui porte à la proportion d'un sur trois le nombre de parlementaires qui ont droit au titre d'ancien ministre — avait donné à réfléchir. A certaines heures, les négociations ont été tendues au point que la vie même du gouvernement a paru dépendre d'une seule réponse, et en particulier de celle de M. Houphouet-Boigny, ministre d'Etat. Le leader noir du Rassemblement Démocratique Africain était la dernière caution libérale au sein de la nouvelle équipe ; or il menaçait de s'en retirer.

Au président du Conseil, M. Houphouet-Boigny rappela qu'il avait écrit en février dernier une lettre à M. Guy Mollet, manifestant son désaccord total sur la politique algérienne de son gouvernement. S'il restait au pouvoir désormais, ce n'était plus que pour surveiller lui - même, M. Defferre n'étant plus là, l'application de la loi-cadre en Afrique noire.

Achetez français

Ces discussions n'étaient pas encore terminées que surgissait, avec les premières mesures et les préparatifs du gouvernement pour remédier à la crise financière, une autre cause — d'ailleurs très prévue — d'inquiétude et de déception. L'échéance de fin juin s'annonce critique. Plus de francs dans les caisses : il faut donc demander de nouveaux impôts. Réserves de devises épuisées : il faut suspendre les mesures de libération des échanges, c'est-à-dire rétablir le contrôle total des importations qui avait été progressivement supprimé, préludant ainsi bien mal au futur « marché commun » européen.

Simples mesures conservatoires minima, d'ailleurs, permettant tout juste d'obtenir un répit avant d'aborder un jour les vraies causes de la crise.

Il fallait donc prévoir, dès le vote des impôts demandés au Parlement, une nouvelle avance de la Banque de France à l'Etat et prélever 100 milliards sur le maigre stock d'or qui garantit la monnaie.

« Achetez français », conseillait donc, contraint et forcé, le cabinet le plus européen que la France ait jamais eu.

Quant aux impôts, une délégation socialiste, puis M. Gazier, vinrent mercredi rappeler au président du Conseil les exigences formulées par la S.F.I.O. dans son programme de Puteaux. Il fallut en passer par leur volonté et inscrire l'impôt sur les stocks dans la liste, risquant ainsi d'irriter dangereusement les modérés (qui ont renversé pour cette raison le gouvernement Mollet).

Mardi, à son premier contact avec l'Assemblée, le gouvernement ne dut alors son salut qu'au vote des communistes en faveur de l'ordre du jour qu'il proposait ; les modérés et le M.R.P. ayant voté contre.

Le gouvernement dit « de vacances » commence mal. Dans les partis, avant même l'ouverture du grand débat financier et fiscal, les tiraillements, les doutes se manifestent.

Troubles socialistes

A la S.F.I.O., en particulier, huit jours avant son congrès national, tandis que les « minoritaires » des Congrès précédents (dont les leaders sont MM. Depreux, Verdier, Mayer, etc.). paraissent accroître sensiblement leur zone d'influence (ils disposeraient à Toulouse la semaine prochaine d'environ six fois plus de mandats que l'année dernière), de vives alarmes politiques sont exprimées dans des fédérations et des milieux jusque-là fidèles au secrétaire général, et qui continuent de l'être à son égard sur le plan personnel, mais qui se séparent de lui politiquement.

L'appui croissant que reçoit dans les Fédérations, au cours de débats préparatoires au Congrès, la motion Defferre sur l'Algérie, en est le symptôme le plus net. Pour qu'il n'y ait aucune équivoque, M. Defferre et ceux qui partagent ses vues ont clairement posé qu'ils voteraient le « rapport moral » (c'est-à-dire le soutien à M. Guy Mollet comme secrétaire général) mais qu'ils combattraient à fond la politique algérienne définie par le gouvernement précédent et suivie par son successeur.

Une autre indication vient d'être fournie : le chef de file des Fédéralistes européens, M. Henry Frenay, héros de la résistance et ancien ministre, vient de déposer en vue du congrès un rapport sur l'Algérie où il conclut à l'échec de la politique Lacoste et à la nécessité d'admettre un Etat national algérien.

La crainte de ce que pourrait faire l'équipe au pouvoir pendant les vacances parlementaires crée, de plus, chez les socialistes un sujet très répandu de préoccupations.

« C'est un gouvernement dont on peut tout attendre », déclarait mardi, dans les couloirs du Palais-Bourbon, un député socialiste pourtant proche de M. Guy Mollet. Et il ajoutait : *« Pourquoi ne profiterait-il pas par exemple d'un incident, cet été (attentats, sabotages, manifestations, etc.) pour proclamer l'état de siège en France comme en Algérie et se lancer dans l'arbitraire ?... »*

L'état de siège, c'est aussi la crainte des communistes et l'une des explications sans doute de leur surprenant vote de mardi ainsi que de l'extrême précaution avec laquelle leurs porte-parole abordent la question algérienne.

Dans l'opinion enfin, l'inquiétude se traduit par des interventions spectaculaires, parfois excessives pour des négociations avec les nationalistes et l'indépendance de l'Algérie, inévitables aux yeux de beaucoup après l'échec de la pacification.

Dans l'ensemble la situation du nouveau gouvernement paraît, dès cette première semaine, encore amoindrie. On a l'impression que la crise, qui s'était terminée dans la résignation apparente à un « gouvernement de vacances » qui ferait « le pont » jusqu'à la rentrée, a marqué les esprits plus profondément. Ayant aperçu la détérioration galopante en Algérie, et la nature de la banqueroute de devises, un grand nombre de parlementaires s'interrogent maintenant, semble-t-il, sur la responsabilité qu'il y aurait à laisser en place pour trois mois, sans contrôle, un gouvernement qui leur paraît à la fois impuissant et inquiétant. Il y a une chance sur deux qu'il n'arrive pas aux vacances.

(*Suite en page 5.*)

OH... PARDON!

● La réaction a mis fin au gouvernement Guy Mollet. Elle n'a pu renverser sa politique.

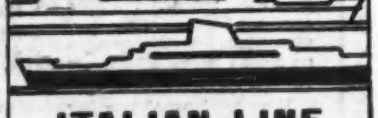
(Titre du Populaire Dimanche du 16 juin 1957.)

Pour New York sur la route du soleil

Confort de grande classe
Cuisine exquise et raffinée
Cordiale hospitalité sur les bateaux

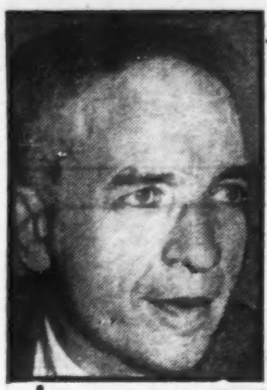
DEPARTS DE CANNES
C. COLOMBO
GIULIO CESARE
AUGUSTUS

DEPARTS DE TRIESTE ET VENISE
SATURNIA
VULCANIA



ITALIAN LINE
"ITALIA" SOC. DI NAVIGAZIONE

AGENCES MARITIMES RÉUNIES
Agents Généraux Passagers pour la France
49, avenue de l'Opéra - PARIS - Tél. RIC. 79-79



Alfred Sauvy

Le président et l'arithmétique

Les sujets de profonde affliction sont souvent aussi d'une haute valeur éducative. C'est, du moins, le cas pour la parole historique (?) prononcée par M. Bourgès-Maunoury au Comité Cadillac, avant son investiture : « La guerre d'Algérie ne coûte pas plus cher que le déficit de la S.N.C.F. »

Tout d'abord, l'affliction : on admet certes qu'un président du Conseil, même de haute valeur intellectuelle, ne puisse tout savoir et notamment, connaître le coût de la guerre d'Algérie à 100 milliards près. Mais enfin, il ne lui serait pas inutile de savoir que cette dépense a été évaluée à 378 milliards par le gouvernement précédent et que ce chiffre est loin de comprendre toutes les dépenses qui en découlent.

Le déficit de la S.N.C.F. est inférieur au tiers de ce montant. En sollicitant les chiffres à l'extrême de leur complaisance, en y faisant entrer les libéralités accordées à des groupes sociaux et à d'autres... moins sociaux, et avec toutes les tortures possibles, on aboutirait, le rouge au front, à 230 milliards. Mais qui pourrait dire à quel total parviendrait le coût de la guerre d'Algérie, soumis au même procédé ?

Peut-être aussi serait-il opportun de rappeler cette phrase, plus sérieuse que la précédente : «Si la France était dirigée comme la S.N.C.F. la S.N.C.F. ne serait pas en déficit » (et la France non plus, naturellement). Mais les féodalités routières font bonne garde. Sur cette question sacrée, il y a des faits qu'aucun quotidien ne reproduira. Nous sommes en régime de liberté de la presse et il faut que le déficit des services publics subsiste, pour alimenter les feuilles « libérales ».

Mais laissons ces comptes et ces mécomptes, pour nous attacher à l'état d'esprit que révèle l'étourdissante comparaison, citée plus haut.

Gouvernés et gouvernants n'ont évidemment pas la même optique. Le gouverné dit volontiers : « Puisque vous dépensez 1.300 milliards pour les militaires, vous pouvez bien prévoir telle dépense de 20 milliards en faveur des... (ici s'ajoute un titre d'une liste extrêmement variée). Placé devant un guichet récalcitrant, qui lui opposait gentiment le manque d'argent, un Labrige 1957 s'est même écrié, il y a deux ans : « Alors, à quoi sert-il ce fameux déficit, dont on nous rabat les oreilles ? »

Mais le gouvernement doit avoir une optique différente : « Puisque j'ai dépensé (à tort ou à raison) 400 milliards à tel objet, pourrait-il dire, je ne les ai plus pour répondre à d'autres objectifs. »

> *« La guerre d'Algérie ne coûte pas plus cher que le déficit de la S.N.C.F. »* a déclaré M. Bourgès-Maunoury.

L'opposition est classique, on la retrouve dans le ménage et les dessins humoristiques la soulignent à chaque occasion : « Puisque tu t'es payé un bateau de 500.000 francs, dit la femme, tu peux bien m'offrir un manteau de fourrure. » « Ayant payé le bateau, répond le mari, je n'ai plus rien de disponible. »

Ce conflit entre l'arithmétique et le souci d'équité est probablement de tous les temps, mais il a pris de nos jours une forme aiguë. Toute faiblesse sur un point ne peut aujourd'hui se justifier, s'absoudre que par le consentement d'autres faiblesses. Ce n'est pas seulement le « maintenant que la vertu a rompu le barrage, elle peut bien cascader un peu », mais le principe le plus strict de l'égalité devant l'hémorragie. L'arithmétique n'a qu'à faire comme tout le monde, s'adapter aux circonstances.

Le plus curieux, c'est qu'elle le fait un peu ; tout au moins disparait-elle dans un nuage. Mais de la ténébreuse complexité des comptes finit un jour par surgir un nombre vengeur, odieusement plein et fier de sa valeur négative.

Le comble de la stupéfaction, c'est quand le gouvernant fait chorus avec le gouverné : « La guerre d'Algérie, il ne faut pas nous en faire une histoire ; après tout, la S.N.C.F. aussi est en déficit et nous n'en sommes pas morts », tel est, en somme, le sens de la puissante comparaison faite par notre chef-pilote.

Le Français de 1957 a pour souci essentiel de n'avoir rien de commun avec ce monstre gonflé et vide qu'on appelle l'Etat. S'il lui demande de l'argent à l'occasion, cela n'implique aucun devoir de reconnaissance, loin de là. Comme dans la colonie de Port-Tarascon, nous nous plaignons tous de « l'état de choses ». Et l'on voit aujourd'hui des ministres, voire des chefs de gouvernement, hausser les épaules, devant telle malfaçon nationale, et soupirer : « Qu'est-ce qu'on attend pour mettre fin à cette stupidité ? » On croirait entendre les invectives de Croquebol et La Guillaumette contre « ILS ». Imaginez le curieux reportage que pourrait faire un journaliste étranger qui rencontrerait un ministre, sans le reconnaître, car il annoncerait une « sensationnelle interview du chef de l'opposition ».

Peut-être le profond psychologue qui dirige notre vaisseau a-t-il voulu nous faire entendre que, dans le tourbillon des faiblesses nationales, la guerre d'Algérie n'ajoute qu'une légère contrariété. Nous lui proposons alors une nouvelle version, plus exacte, du reste, dans les chiffres : « La guerre d'Algérie, après tout, cela ne coûte guère plus que toute l'éducation nationale. »

Alfred SAUVY.

(Copyright « L'Express »)

Jean Daniel

Des vacances algériennes...

Les appels au cessez-le-feu n'ayant pas été entendus, la pacification ayant échoué, le nouveau gouvernement a décidé de mettre en place en Algérie un « statut provisoire ». M. Bourgès-Maunoury a même précisé qu'il entendait faire promulguer une « loi-cadre algérienne ».

L'expression est intentionnelle. Du succès de son application en Afrique noire elle tire une résonance libérale. C'est désormais une expression magique qui permet de croire que l'on tient une solution à la situation algérienne la plus alarmante qu'un gouvernement ait trouvée depuis le début de l'insurrection.

Les promoteurs de cette solution croient-ils à son efficacité ? On ne peut pas le penser.

En Afrique noire, l'événement a été devancé et la loi-cadre a été promulguée avant l'éventuelle insurrection. En Algérie, où l'on est en pleine guerre, chacun sait déjà qu'il faudra tout imposer au besoin par la violence comme on l'a vu avec netteté pour les essais de réformes municipales. C'est-à-dire qu'il s'agit ici exactement du contraire de la loi-cadre dont l'esprit s'inspirait d'un accord mutuel et dont le succès est venu de ce qu'elle a été plébiscitée par les populations. La décentralisation — qui eût paru en d'autres temps audacieuse — prévue par le projet de M. Bourgès-Maunoury sera combattue avec acharnement par les rebelles et ne pourra être acceptée, de ce fait, par les musulmans modérés. Aussi en parlant d'une loi-cadre algérienne, il est clair qu'on se paie de mots.

Si M. Bourgès-Maunoury ne croit pas à son entreprise, pourquoi la tente-t-il ? Au mieux parce que lui ne peut rien faire d'autre. Il est prisonnier des engagements formulés au temps où il était ministre de la Défense nationale. Il pense sans doute aussi que c'est la politique réclamée par l'opinion, puisqu'on a fini par convaincre celle-ci que « l'Algérie c'est la France ». Or, la guerre maintient les fictions vivantes. Pendant sept ans, on a bien réussi à faire croire que l'Indochine était en voie de pacification...

Il se peut aussi que le président du Conseil tire sa conclusion personnelle d'une constatation que l'on peut faire tous les jours : une opinion bafouée accepte sans révolte qu'on envisage de confier un gouvernement aux responsables de Dien-Bien-Phu tandis que sont injuriés ceux qui ne furent appelés que pour réparer les dégâts causés par d'autres.

M. Bourgès-Maunoury veut sans doute, selon l'expression de M. Lacoste, être « le Montcalm de l'Algérie », c'est-à-dire non pas le « bradeur » ou le chirurgien qui risque d'être associé dans l'avenir à une amputation même légère, mais le guérisseur, le faux médecin qui donne l'impression de lutter jusqu'au bout, considérant qu'il n'y a plus rien à faire.

Mais n'y a-t-il plus rien à faire ? Est-il déjà trop tard ? Certains, comme M. Raymond Aron, du « Figaro », le pensent, qui vont jusqu'à préconiser le rapatriement immédiat des Français d'Algérie dont il lui paraît impossible qu'ils vivent dans un Etat algérien indépendant. M. Aron accuse de lâcheté ou d'hypocrisie ceux qui ne se résignent pas à de telles « évidences ». Le passage du conservatisme au défaitisme est décidément toujours le même. Car enfin, si en 1955 « Le Figaro » avait fait campagne en faveur du plan proposé par M. Ferhat Abbas avec l'accord du F.L.N. et qui prévoyait l'autonomie interne de l'Algérie, M. Aron ne serait sans doute pas contraint de préconiser le rapatriement massif des Français d'Algérie.

> « Le drame de l'Algérie ce n'est plus qu'on ne sache pas la vérité, c'est qu'on ne veuille pas la dire...

Cependant, au point où en est la situation, ce pessimisme total est-il justifié ? Oui sans aucun doute si la politique de MM. Bourgès-Maunoury, Lacoste et Mollet maintient cette diabolique persévérance dans l'erreur. Non, mille fois non, si la prise de conscience de l'opinion française arrivait soudain à imposer une modification spectaculaire des conditions locales de toute nouvelle politique algérienne et plus généralement si la France pouvait enfin prendre l'initiative d'une confédération franco-nord-africaine dynamique. Il faudrait simplement que la France retrouve, pour décoloniser, la force et l'imagination qu'elle eut au temps où elle colonisait.

De toutes façons, la France, qui a bouleversé toutes les structures de l'ancien Etat aglérien, a en Algérie plus de devoirs que partout ailleurs ; et ces devoirs doivent survivre, même à la constitution d'un nouvel Etat. L'Algérie a plus besoin de la France que la France de l'Algérie. Le défaitisme économique qui consiste à préconiser l'abandon d'un territoire, lorsque, le pacte colonial ne pouvant plus jouer, la colonie n'est plus « une bonne affaire », est aussi grave dans le cas de l'Algérie que le pire colonialisme. Et le courage consiste dès aujourd'hui à dire aux Français qu'ils ne seront pas délivrés de leurs charges algériennes par l'octroi de l'indépendance.

Les chefs algériens, certains d'entre eux au moins, le savent et c'est pourquoi une négociation est possible. Une négociation précisément pour l'établissement d'un statut qui sera alors une vraie loi-cadre parce que les bénéficiaires l'auront approuvée.

La France, dans cette négociation, saurait qu'en cas d'échec il ne resterait que la guerre. Et les Algériens sauraient aussi que l'éventuelle indépendance qu'ils pourraient obtenir au bout de cette guerre les laisserait seuls pour reconstruire leur pays.

Il est un point enfin que l'on néglige avec une déroutante légèreté : il y a maintenant des centaines de victimes quotidiennes. Les communiqués officiels l'affirment.

Le terrorisme et la répression ont atteint une dimension dans l'horreur dont la France qui s'apprêt à partir en vacances ne paraît plus avoir une notion exacte. On s'habitue à l'horreur comme aux faits divers. Et de chaque côté on nous promet que cela va continuer. Avec une tranquille franchise, M. Yazid convient depuis New-York qu'il y a « des excès des deux côtés » ; il ajoute, prometteur, que « la violence est inévitable et devra continuer ». M. Lacoste de son côté nous avertit « que sa politique ne subira aucun changement »... Voici l'été béni que l'on propose à tous ceux qui vivent en Algérie. D'autres Wagram, d'autres Melouza, d'autres ratissages et bombardements par « cent avions ».

Les vacances de la France seront, cette année, plus qu'avant des vacances algériennes. Et l'on peut se demander jusqu'à quand peut durer cette danse sur le volcan.

Jean DANIEL.

(Copyright « L'Express »)

CE JOUR - LA...

● *Tout le monde croyait, ce jour-là, que le destin des Français se jouait à Bordeaux ou à Munich. Il se jouait à Londres.*

Le mardi 18 juin 1940

« QUOI qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas.

« Demain, comme aujourd'hui, je parlerai à la radio de Londres. »

Avec les derniers mots, la voix retombe, assourdie. C'est une voix blanche et heurtée, façonnée par la sécheresse des commandements militaires, mais brisée par l'émotion. L'homme qui parle est général de brigade à titre temporaire depuis un mois ; il a 49 ans ; avant-hier encore, il était membre du gouvernement français, mais sa carrière politique n'a duré, en tout, que onze jours ; aujourd'hui, il n'est plus rien, qu'un proscrit et un rebelle. C'est le général de Gaulle. A son appel, une grande aventure commence : la France libre est née.

Au même instant, ce mardi 18 juin 1940, sur le sol de France, un grand drame s'achève.

Dès l'aube, des millions de réfugiés traînant avec eux les enfants, les vieillards et les malades, piétinent sur les routes de l'exode, pêle-mêle avec ce qui reste de l'armée française qui reflue dans le désordre et la panique, sous le chaud soleil d'été.

Il y a cinq semaine que la foudre est tombée, le 10 mai, après huit mois d'une « drôle de guerre » immobile. Cinq semaines que les terribles divisions cuirassées allemandes, les panzers, ont soudain déferlé sur l'Europe du Nord et de l'Ouest, enfonçant toutes les défenses, brisant toutes les armées, tournant en quelques heures la ligne Maginot réputée imprenable. Il y a trois semaines, c'était la tragédie de Dunkerque, puis l'invasion. Vendredi dernier 14 juin, les fifres aigres des musiques de la Wehrmacht résonnaient sur les Champs-Elysées, dans Paris désert, comme frappé de stupeur.

Le jour se lève

Quand le jour se lève, le 18 juin, la bataille de France est terminée. Parvenu à l'aube près de La Haye-du-Puits, à 45 kilomètres de Cherbourg, le général Rommel profite d'une halte pour rédiger son journal de marche. Il écrit : « J'ai couvert 240 kilomètres d'une seule traite, croisant et doublant sans cesse sur les routes des troupes françaises en retraite ou en débandade. Je n'ai pas entendu un seul coup de feu. » Tandis qu'il trace ces lignes, les éléments avancés de son armée parviennent à 20 kilomètres du grand port normand où s'effectue le rembarquement des dernières forces du corps expéditionnaire anglais. Il est 8 heures du matin. Les dernières défenses de Belfort viennent d'être submergées.

A Londres, où il est arrivé exactement vingt-quatre heures plus tôt, le général de Gaulle est déjà assis à sa table de travail. C'est son troisième voyage officiel dans la capitale anglaise. Le premier ne remonte qu'au début de la semaine précédente, au dimanche 9 juin.

Trois jours plus tôt, le 6, Paul Reynaud, remaniant le gouvernement qu'il avait formé en mars, après la chute du ministère Daladier, avait nommé de Gaulle sous-secrétaire à la Défense Nationale. Le général avait quitté sa 4e division cuirassée qui venait d'infliger à l'ennemi, sur la Somme, de lourdes pertes, et le seul recul de toute la campagne : un repli tactique de 14 kilomètres. Depuis dix ans qu'il plaidait par ses livres — « Au fil de l'épée », « Vers l'armée de métier » — et par d'incessantes démarches auprès des chefs militaires et des gouvernements, la cause de l'arme blindée, il n'avait rencontré qu'un appui de poids : celui de Paul Reynaud.

Par une amère revanche, c'était en pleine retraite devant les blindés ennemis et à la veille du désastre, que le seul homme politique qui ait cru en lui faisait ainsi appel à celui que, dès 1934, Hitler et Goering eux-mêmes citaient au journaliste Philippe Barrès comme le spécialiste français n° 1 de l'emploi des chars.

(O.F.I.C.)

LE GÉNÉRAL DE GAULLE ET LE LIEUTENANT DE COURCEL (1)
« Moi, général de Gaulle, actuellement à Londres... »

9 heures : L'homme du destin

Membre du gouvernement, de Gaulle reçoit aussitôt une ingrate mission : persuader l'allié anglais de l'entière résolution d'une France qui a déjà perdu courage ; obtenir de lui qu'il lance son aviation dans la bataille, qu'il renforce un corps expéditionnaire qu'il ne songe plus qu'à rapatrier.

A Downing Street, le dimanche 9, de Gaulle rencontre pour la première fois Winston Churchill. Le mardi 11 à Briare, où Churchill est venu conférer avec Pétain, Weygand et Reynaud, de Gaulle est son voisin de table. Le jeudi 13, à la préfecture de Tours où se tient une nouvelle conférence interalliée, le premier ministre lui murmure au passage : « Voici l'homme du destin ». Ils ont encore déjeuné ensemble, le dimanche 16, au Carlton Club, pour étudier une spectaculaire « déclaration d'union » des nationalités, des territoires, des armées, des gouvernements et des parlements de leurs deux pays. De Gaulle, arrivé le matin même de Bordeaux où s'était réfugié le gouvernement, devait y rapporter cette déclaration le même soir.

Pour le moment « l'homme du destin », à sa table de travail, écrit depuis deux heures. Il est 10 heures du matin.

A Rennes, les blindés allemands pénètrent dans les faubourgs. Déjà, des détachements foncent vers Brest.

A Paris, les écriteaux de l'occupant transforment la place de la Concorde en carrefour de l'invasion. Aucun journal n'a paru depuis quatre jours. Le 18, voici la première feuille au service de l'occupant, « Le Matin ». Quelques cinémas ont rouvert leurs portes. On signale des queues devant les magasins d'alimentation mais c'est parce que les Parisiens, affirme « Le Matin », « font des provisions par crainte de la hausse des prix ». Un arrêté des préfets de la Seine et de Police décide : « Les menus des restaurants ne comporteront plus qu'un maximum de trois plats. »

10 heures : Rendez-vous à Alger

La radio entre d'un seul coup dans le mensonge qui se prolongera durant quatre années : d'une voix vibrante, le nouveau ministre de l'Intérieur, M. Pomaret, donne « à tous les Français civils, hommes et femmes, vieillards et enfants, l'ordre de rester là où ils sont en ce moment ». Il poursuit : « Je dis aux fonctionnaires que, s'ils quittent leur résidence, quel que soit leur grade, ils seront aussitôt chassés de l'administration. » Consignes et menaces : l'ordre nouveau approche. Aussitôt après le discours du ministre, un communiqué fait connaître que la radio ne diffusera plus désormais que de la musique classique et les informations, toute musique légère étant exclue des ondes. Un disque suit cette lecture : « Viens poupoule », chanté par Maurice Chevalier.

A Londres, devant sa table de travail, le général de Gaulle rature toujours les feuillets couverts de sa fine écriture. Quand il lève la tête, il aperçoit les frondaisons d'Hyde Park. C'est Jean Laurent, son chef de cabinet civil, qui lui a remis hier, à Bordeaux, la clef de ce petit appartement meublé — deux chambres, une salle de bains, living-room et une petite terrasse — au dernier étage d'une maison de Seamore Place, adossée à l'hôtel Dorchester.

Dans la pièce voisine, le général entend aller et venir son seul compagnon, le lieutenant de Courcel, un jeune attaché d'ambassade que Weygand lui a envoyé comme aide de camp le jour où de Gaulle a pris ses fonctions ministérielles. Comme le général ne parle pas anglais, Courcel fait office d'interprète.

Depuis douze jours, Courcel n'a pratiquement pas quitté de Gaulle. Il dînait avec lui, vendredi dernier 14, dans la salle à manger de l'Hôtel Splendide, à Bordeaux, quand le général, quittant la table, salua au passage le maréchal Pétain qui lui serra la main, sans un mot. Les deux hommes ne devaient plus se revoir, jamais.

Le même soir, le général et son aide de camp prenaient encore une fois la route de l'exode, mais à contre-courant. Aucun avion n'était disponible à Bordeaux. Il leur fallait gagner Londres pour régler les problèmes d'évacuation des forces encore disponibles en passant par la Bretagne pour voir sur place quelles troupes pouvaient être embarquées. « *Où vous retrouverai-je ?* » avait demandé de Gaulle à Paul Reynaud. Le président du Conseil avait répondu : « *Vous me retrouverez à Alger.* »

11 heures : Départ « sans romantisme »

Dans la nuit, les deux voitures qui emmenaient, avec d'autres officiers de l'état-major, le général et le lieutenant roulèrent vers la Bretagne. On fit halte à l'aube à l'entrée de Rennes ; les voyageurs se rasèrent dans les lavabos d'un café avant d'aller s'entretenir hâtivement avec les généraux Altmayer et Guitry et le préfet d'Ille-et-Vilaine. Puis ce fut Brest, une nouvelle conférence avec les amiraux Traub et de Laborde et l'embarquement à bord du « Milan », un contre-torpilleur qui appareillait pour transporter en Angleterre le stock d'eau lourde. Au petit matin, le dimanche 16, Plymouth, puis Londres. Et le soir, retour à Bordeaux dans un avion anglais.

A l'arrivée, le colonel Humbert, chef du cabinet militaire du général de Gaulle, l'attendait à l'aérodrome, pour lui annoncer que, deux heures plus tôt, Paul Reynaud avait remis au Président de la République la démission de son gouvernement et que M. Albert Lebrun avait aussitôt désigné

→

(1) Photographiés à Londres, quittant le bureau de San Stephen's House le 19 juin 1940.

OH... PARDON!

● **Ce 18 juin 1940, quelles qu'aient été plus tard les positions de chacun de nous, que nous ayons couru vers le général de Gaulle, que nous ayons rallié le maréchal Pétain, ou que nous soyons passés de l'un à l'autre à mesure que la victoire changeait de camp, tous, ce 18 juin, nous avons entendu, le cœur soudain desserré, l'appel qui nous venait de Londres.**

(Robert Bony, dans « L'Aurore », 18 juin 1957.)

HOLMES
La classe anglaise et la fantaisie italienne adaptées au bon goût français.
FRAIS ET LEGERS, telles sont les qualités des vêtements qu'HOLMES a sélectionnés pour votre confort et votre plaisir
22, AV. VICTOR-HUGO - PARIS - PAS. 57-03

comme chef du gouvernement le maréchal Pétain. Le chef de file des partisans de l'arrêt immédiat et total des hostilités était au pouvoir. A midi trente, la radio avait diffusé l'appel où le maréchal Pétain annonçait qu'il « *faisait à la France le don de sa personne pour atténuer son malheur* » et qu'il avait sollicité de Hitler un armistice « *entre soldats et dans l'honneur* ».

De Gaulle et la « déclaration d'union » arrivaient deux heures trop tard.

Dans cette dramatique soirée, de Gaulle avait confié ses craintes et ses intentions à l'ambassadeur d'Angleterre, sir Ronald Campbell. Le général avait dit fermement que, pour sa part, il n'accepterait pas l'armistice qui allait être demandé. Il répétait : « *Non, le dernier mot n'est pas dit. La France n'est pas seule. Elle n'est pas seule.* » Sur sa demande, des instructions furent données au pilote anglais pour son départ du lendemain matin. Tard dans la nuit, il fit prévenir Paul Reynaud de son projet et l'ancier président du Conseil lui fit porter une somme de 100.000 francs prélevée sur les fonds secrets. A la même heure, le général anglais Spears rendit visite à Georges Mandel, ministre de l'Intérieur du cabinet démissionnaire, pour tenter de le décider à gagner Londres avec eux. Mandel refusa : « *Je n'aimerais pas qu'on pût croire que j'ai eu peur* », dit-il.

Le lendemain 17, très tôt, de Gaulle a téléphoné au lieutenant de Courcel pour lui dire : « Je retourne à Londres. Voulez-vous m'accompagner ? » Courcel acceptait aussitôt. Une heure plus tard, ils roulaient vers l'aérodrome, avec le général Spears, qui les accompagnait à Londres, dans la voiture ministérielle du général de Gaulle. Un long moment, le lieutenant de Courcel erre dans le camp d'aviation à la recherche d'une corde pour attacher leurs deux valises. L'avion prend l'air. Le départ, notera de Gaulle, a été « sans romantisme », démentant ainsi la version d'un rocambolesque « enlèvement » donné par Spears dans ses Mémoires. Escale à Jersey. Arrivée à Londres, très officielle : le général Lelong, attaché militaire français, venu saluer de Gaulle à l'aérodrome, l'invite à déjeuner.

Aujourd'hui 18, le living-room du pied-à-terre de Seamore Place se transforme en bureau: trois collaboratrices de la mission française d'achats sont venues, apportant une machine à écrire, assurer le secrétariat du général. L'une d'elles est Elisabeth de Miribel, qui fait ainsi son entrée dans l'aventure.

Midi : où ira la flotte ?

Big Ben sonne les douze coups de midi. A Munich, à cette heure, Hitler et son ministre von Ribbentrop accueillent Mussolini, le comte Ciano et le maréchal Badoglio. La discussion est brève. Un communiqué annonce que les deux dictateurs se sont fixé une ligne de conduite commune touchant les demandes d'armistice. L'Allemagne, après neuf mois de guerre, l'Italie huit jours après son entrée dans le conflit, décident que « l'entrée en vigueur de tout armistice signé avec l'un des deux pays ne pourra s'effectuer qu'après sa signature par l'autre ». Cette disposition retardera de deux jours le cessez-le-feu sur le front français, augmentera d'autant le butin et le terrain conquis.

A Tanger, le drapeau espagnol est hissé dans la zone internationale sur laquelle France vient, le matin, de faire main basse.

Rommel, parvenu à dix kilomètres de Cherbourg, ordonne la mise en place de son artillerie pour bombarder le port. Le général Laure, dans son P.C. de Gérardmer, trace sur la carte le cercle de fer qui vient de se refermer autour de sa 8e Armée. Les camions de la Wehrmacht défilent dans la grand-rue de Villefranche-sur-Saône.

(Keystone)

LE GÉNÉRAL ET MME DE GAULLE EN 1940 (1)
Par le dernier bateau de Brest...

A Bordeaux, le maréchal Pétain préside le Conseil des ministres. A M. Rollin, ministre des Colonies du gouvernement Reynaud, qui lui demande son sentiment sur la farouche volonté de poursuivre le combat qu'affiche Churchill, il a tout à l'heure répliqué : « Avant le 15 août, les Allemands seront à Londres. Cela ne fait aucun doute. »

Le Conseil s'est réuni pour trancher un grave problème : doit-on accepter de livrer à l'ennemi, s'il l'exige, une épée bien trempée qui n'a pas encore été sortie du fourreau : la flotte française ? Au Premier Lord de l'Amirauté A.V. Alexander et au Premier Lord Naval, Sir Dudley Pound, l'amiral Darlan a dit : « Je n'ai pas créé une flotte pour en faire cadeau aux Anglais. » Des instructions secrètes et détaillées concernant le sabordage éventuel sont préparées.

Au Conseil, une note est rédigée, déclarant inacceptable la livraison de la flotte « quelque graves que puissent être les conséquences d'un refus ». On laisse entendre que si la flotte doit rester dans les eaux métropolitaines, c'est pour continuer la lutte jusqu'à la signature de l'armistice. Ensuite, elle cinglera vers les ports anglais ou se sabordera. L'amiral Darlan préférerait toutefois qu'elle appareille pour les Etats-Unis. Les ambassadeurs anglais et américain câblent ces réponses à Londres et à Washington.

15 heures : D'abord, hisser les couleurs

Peu après midi, de Gaulle quitte avec Geoffroy de Courcel la petite maison de Hyde Park. Il a rendez-vous dans un club pour déjeuner avec

(1) Photographiés dans le jardin de leur résidence de Londres.

il a raison...

...ce jeune lad qui pour se mettre en train, déguste un bon NESCAFÉ 100 % pur café.

Un peu d'eau chaude lui suffit pour réaliser instantanément un café savoureux qu'il dose exactement comme il l'aime. Son arôme révèle l'extraordinaire richesse des cafés de choix qui font de NESCAFÉ le meilleur des cafés.*

** Ceux qui redoutent le café du soir choisiront NESCAFÉ "décaféiné" : un café noir sans nuit blanche !*

Les Cahiers de la République

SOMMAIRE DU NUMERO 7
(MAI-JUIN)

LA FRANCE ET LES T.O.M.
Articles de Paul MUS, L. SENGHOR, KOSCIUSKO-MORIZET, Léo HAMON, P. LAMPUE.

ASSISTANCE TECHNIQUE ET SOUS-DEVELOPPEMENT par Robert BURON

PROBLEMES SOCIOLOGIQUES D'AFRIQUE NOIRE par Georges BALLANDIER

PROBLEMES FRANÇAIS ET INTEGRATION EUROPEENNE par A. CHAMBRAY

Radicalisme et Socialisme, Herriot et la Ruhr, etc.

●

Le numéro : 250 fr. - Abonnement : 1.250 fr. - Etranger : 1.800 fr. - Soutien : 3.000 fr.
Administration, rédaction : 1 bis, place de Valois Paris (1er)
C.C.P. Paris 13.653.80

EN 2 MOTS

par Brigitte GROS

LES anciens compagnons du général de Gaulle, réunis le 18 juin au Mont Valérien, ont été indignés par un incident qui s'est produit quelques minutes avant l'arrivée du général. Au moment où le général Catroux entrait dans l'enceinte réservée aux personnalités, quelques membres du service d'ordre se sont permis de le siffler. Quelques instants plus tard, les mêmes ont cherché à transformer en ovation les applaudissements qui saluaient l'arrivée du maréchal Juin.

Les membres du service d'ordre avaient été recrutés par les anciens responsables du service d'ordre R.P.F. Parmi eux, se trouvaient un certain nombre d'adhérents de « Paix et Liberté » et des « Volontaires de l'Union française » de Me Biaggi.

Le général Paris de Bollardière, qui vient de quitter les arrêts de forteresse après 60 jours de solitude, était présent au Mont Valérien. Les compagnons du général de Gaulle, André Malraux en tête, ont tenu à venir lui serrer chaleureusement la main.

★

LE journal tunisien « L'Action » publie cette semaine un entretien que son envoyé spécial à Alger a eu avec M. Robert Lacoste.

La conclusion de son article est humainement très émouvante, et politiquement très inquiétante. La voici : « Sur le pas de la porte de son bureau, le ministre résidant veut conclure notre entretien et le résumer. Il s'exclame, dans un éclat de rire très long — nerveux — d'homme fatigué : « Voyez-vous mon vieux, je suis un vieux c... qui aime la France, son pays : un nationaliste, quoi ! Il ne reste plus qu'à me tuer... ».

★

AU cours d'un récent dîner-débat, le jeune député poujadiste Le Pen a déclaré qu'il avait procédé en Algérie où il vient de passer six mois comme officier volontaire, à des « interrogatoires » de musulmans.

« Les interrogatoires auxquels il a été procédé dans ma compagnie, **a-t-il souligné,** ont tous été effectués par moi. Nous faisions nous-mêmes les arrestations. C'était pénible ! Mais j'ai obtenu des résultats... »

M. Le Pen a conclu, qu'ayant eu l'occasion d'étudier ainsi les problèmes que posaient l'instruction criminelle et la répression en Algérie, il avait l'intention de proposer de modifier la législation pour autoriser légalement certaines méthodes d'interrogatoire dont l'emploi lui paraît salutaire et même obligatoire dans la guerre révolutionnaire.

★

M. ANDRE DULLIN, sénateur radical-socialiste de Charente-Maritime, était, dans le gouvernement Mollet secrétaire d'Etat à l'Agriculture. Avec M. Bourgès-Maunoury, il est devenu ministre des Anciens Combattants.

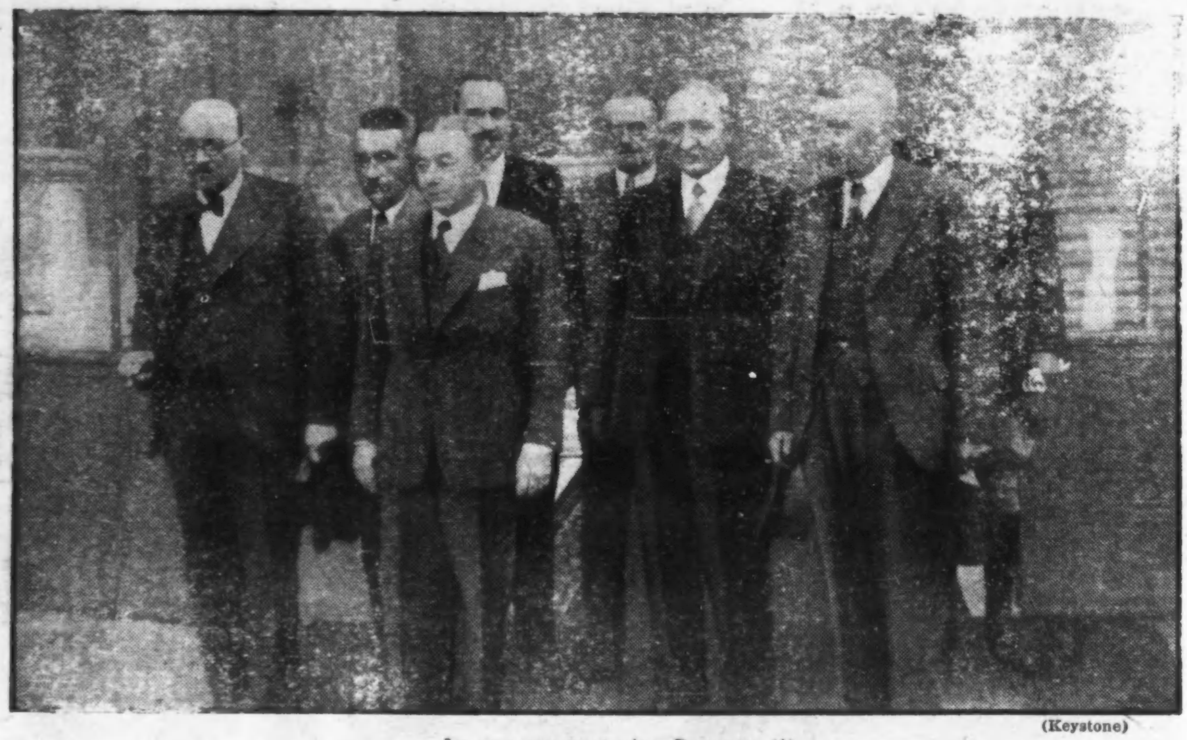
Voici comment il a expliqué dimanche dernier à ses électeurs ce transfert imprévu : « J'ai regretté que la nouvelle structure gouvernementale n'ait pas permis de transformer le secrétariat d'Etat à l'Agriculture en ministère de plein exercice.

Mais j'ai pensé que, siégeant au Conseil des ministres, je pouvais associer l'action que j'ai l'intention de mener en faveur des anciens combattants et des victimes de guerre, à celle de la défense des agriculteurs, qui représentent la grande masse des anciens combattants de ce pays. C'est dans ces conditions que j'ai accepté de devenir ministre ».

★

EN un an, la presse parisienne a augmenté son tirage global de près de 5 %.

Trois journaux du matin accusent une progression assez nette : « Le Parisien Libéré », « L'Aurore » et « L'Humanité » et trois du soir : « France-Soir », « Le Monde » et « La Croix ». B. G.



(Keystone)

LE DERNIER MINISTÈRE REYNAUD (1)
« Le monde, qui nous regarde, jugera... »

M. Duff Cooper, ministre de l'Information, et le général Spears.

La veille au soir, de Gaulle et son aide de camp ont diné chez le président du Comité franco-britannique pour les achats de matériel, M. Jean Monnet, en compagnie de son adjoint, M. René Pleven. C'est M. Monnet qui, avec l'ambassadeur de France à Londres, M. Corbin, est à l'origine du projet d'union des deux pays alliés, adopté par Churchill. Au cours du dîner, de Gaulle a expliqué franchement sa position : Pétain, dit-il, sera conduit à céder chaque jour davantage aux exigences allemandes ; il finira par tout abandonner ; au bout de sa route, il n'y a que la trahison.

« Je ne veux pas y croire », dit Jean Monnet, qui a grande confiance dans le maréchal. La discussion a été tendue ; elle a révélé pour la première fois le fossé qui séparera si longtemps deux conceptions du rôle de Pétain, traître ou sauveur. Au milieu du dîner, les quatre homme ont appris par la radio la demande d'armistice. De Gaulle y a vu la confirmation de ses craintes. Il est rentré fermement décidé à lancer son appel.

Dans l'après-midi du lundi, reçu par Churchill, le général a précisé les moyens qu'il comptait employer. *« La première chose à faire est de hisser les couleurs. »* Le premier ministre a mis aussitôt la B.B.C. à sa disposition.

Aujourd'hui, le déjeuner avec le ministre de l'Information a pour but de régler le rendez-vous de la radio, qui est fixé à 18 heures. On aborde aussi la question des émissions en français de la B.B.C. De Gaulle réclamera qu'elles soient entièrement assurées par des Français placés sous son autorité, il n'acceptera aucun contrôle, aucune censure. On se sépare rapidement, vers 14 heures.

15 heures :
« Jean-Bart » et « Richelieu »

Au même moment, à Saint-Nazaire, le « Jean-Bart », cuirassé de 35.000 tonnes qui est sorti de sa forme de construction le 11 et n'a pas terminé ses essais, franchit les portes du bassin, sous les bombes des Stukas. Sans compas, sans loch, naviguant avec deux hélices sur quatre, il gagne la haute mer. Il arrivera à Casablanca le 24.

A Brest, le « Richelieu », de même tonnage, qui vient, lui, d'achever ses essais, prend aussi la mer. Il ralliera Dakar.

A Bordeaux, le maréchal Pétain sacrifie à l'usage en se rendant auprès de son prédécesseur à la tête du gouvernement, le président Paul Reynaud, qu'il fera l'année suivante déférer devant la cour de Riom. Il lui propose avec insistance le poste d'ambassadeur de France à Washington, offre qui est déclinée.

Sur la Loire, le général de la Laurencie, qui a réussi à replier en ordre une partie de son IIIe Corps d'armée, prépare la défense des ponts de Saumur et de Tours. De durs combats s'y dérouleront demain, mais la Loire sera franchie à Nantes.

De Gaulle a repris place devant sa table de travail. Dans un état d'extrême tension et de fatigue, il corrige et remanie encore le texte qu'il lira tout à l'heure au micro de la B.B.C. Il est 15 heures. La séance s'ouvre au Parlement anglais.

M. Churchill monte à la tribune de la Chambre des Communes. Il expose froidement, sans rien farder, la situation. Il répète avec énergie : « L'Angleterre combattra, s'il le faut, pendant des années. » **Et il indique ses raisons d'espérer, conclut :** « Regardant le péril sans illusion, je ne vois pas de raison de panique ou de désespoir... La bataille de France est finie. Celle d'Angleterre va commencer. Tout notre avenir est en jeu. »

A 16 heures, le dernier soldat anglais quitte à Cherbourg le sol de France. 156.000 hommes ont été rembarqués dans le port que bombardent maintenant les canons lourds du général Rommel. Les premiers blindés allemands roulent dans les faubourgs.

17 heures :
M. Laval entre en scène

La confusion s'accroît encore dans Bordeaux. Toute la ville est bloquée par un gigantesque embouteillage. Les parlementaires sont démoralisés, incertains. Une question les tourmente comme elle angoisse certains des ministres, le président de la République, les présidents de la Chambre et du Sénat : faut-il partir pour continuer la guerre depuis l'Afrique du Nord ? Faut-il rester pour assumer l'armistice et les souffrances du pays ? Depuis deux jours, dans leurs réunions au cinéma de la rue Judaïque ou à l'école primaire de la rue Anatole-France, députés et sénateurs discutent, hésitent, s'opposent. Un paquebot armé, le « Massilia », qui doit évacuer le parlement et le gouvernement, cingle vers l'estuaire de la Gironde.

Le Conseil des ministres n'a pu trancher le débat. Le maréchal Pétain a pris position : il restera et il s'oppose à tout départ. M. Albert Lebrun n'est pas moins formel : il faut partir et il partira. Le général Weygand, hier commandant en chef, aujourd'hui ministre de la Défense, appuie le maréchal. Un clan puissant, à l'extérieur du gouvernement, fait pression dans le même sens. C'est une véritable « Commune de Bordeaux » qui s'organise autour du maire de la ville, Adrien Marquet, et de son ami Pierre Laval. Par contre, les présidents [illegible] (Chambre) et Jeanneney (Sénat) approuvent M. Lebrun et réclament le départ.

MM. Herriot et Jeanneney se rendent chez le président de la République pour l'encourager dans sa décision. M. Lebrun fait état de l'insistance en sens inverse du maréchal Pétain et du général Weygand. Le maréchal, chef du gouvernement, est prié de se joindre aux trois présidents. Après discussion, un compromis est trouvé : le président de la République, ceux des deux Assemblées, le vice-président du Conseil M. Chautemps et la moitié des ministres partiront pour l'Afrique du Nord. Le maréchal Pétain, le général Weygand et le reste du gouvernement demeureront dans la métropole. M. Chautemps emportera une délégation de pouvoirs du maréchal. Mais des nouvelles du front, inexactes, peut-être fabriquées pour les besoins de la cause, sont apportées, laissant entendre que l'avance allemande se ralentit. Le départ est renvoyé au lendemain, mercredi 19.

(1) Les nouveaux ministres présentés le 6 juin au Président de la République à l'issue du remaniement ministériel.

De g. à dr. : MM. Frossard (Trav. publ.), Chichery (Commerce), Paul Reynaud (prés. du Conseil), Prouvost (Inf.), Février (s.-secrét. Trav. publ.), Delbos (Econ. Nat.), Pernot (Famille) et le général de Gaulle (s.-secrét. Déf. Nat.).

A peine la conférence à quatre est-elle terminée qu'un groupe de parlementaires fait irruption chez le maréchal Pétain. A leur tête, Pierre Laval qui n'est pas encore entré dans la débâcle avant de faire, cinq jours plus tard, son entrée au gouvernement. Accepter le départ du chef de l'Etat, du parlement, c'est, déclare-t-il, préparer le rejet, la rupture de l'armistice, la poursuite de la guerre. C'est abandonner la France à l'occupant pour tomber sous l'influence anglaise. « Ceux qui partiront seront des traîtres. »

18 heures :
« La Résistance française »

Vingt-cinq parlementaires, décidés à continuer la lutte par tous les moyens, s'embarqueront deux jours plus tard à bord du « Massilia » qui gagnera le Maroc en vertu d'un ordre écrit de l'amiral Darlan et avec l'accord de Pétain. Internés à leur arrivée à Casablanca, ils seront ramenés en France et bientôt emprisonnés et jugés au milieu d'un déchaînement officiel d'effroyables calomnies. L'un d'eux, Georges Mandel, sera livré aux Allemands et exécuté par leurs complices de la Milice.

Pendant que ces discussions dramatiques se nouent à Bordeaux, le général de Gaulle quitte Seamore Place avec le lieutenant de Courcel. Ils emportent plusieurs copies du texte que dactylographient sans relâche, à l'intention de toutes les personnalités françaises de Londres, des journaux anglais, des correspondants étrangers, Elisabeth de Miribel et ses collaboratrices.

Arrivés à la B.B.C. où le général Spears les attend en compagnie du directeur, les deux hommes se séparent. Un technicien anglais conduit le général dans un studio. Aucun Français, aucune autre personne que cet employé de la B.B.C. n'assistera à l'émission. Spears et Courcel sont installés dans le bureau du directeur avec un collaborateur de M. Duff Cooper. Ils écoutent, à 18 heures précises, de Gaulle lire son appel qui est diffusé en direct, et dont il ne demeure donc aucun enregistrement. Le technicien qui l'assiste a fait faire au général deux essais de voix. L'émission achevée, de Gaulle sort du studio, solennel et raide comme à son habitude. Il est pâle, mais impassible. En cinq minutes, il vient de rompre avec le gouvernement et les lois de son pays, avec l'armée, avec tout son passé de discipline et d'obéissance. Deux petits mots ont retenti pour la première fois sur les ondes : « Résistance française ».

Le général prend congé. Il dînera rapidement en tête à tête avec le lieutenant de Courcel, dans un hôtel proche de la B.B.C., puis ils regagneront Seamore Place.

Dans la soirée, Mme de Gaulle et ses trois enfants — son fils Philippe, âgé de 17 ans, et ses deux filles, Elisabeth, 15 ans, et Anne, 12 ans — débarquent à Falmouth.

→

→

La famille du général était réfugiée en Bretagne, à Carantec. A son passage à Brest, le samedi 15, de Gaulle avait fait prévenir sa femme de s'efforcer de gagner l'Angleterre avec ses enfants. Le dimanche soir, à Bordeaux, il avait prié le chef de cabinet diplomatique du président du Conseil, M. Roland de Margerie, de faire parvenir à Mme de Gaulle les passeports nécessaires. Le lendemain, comme il avait fait part de son inquiétude au général Spears, un hydravion de liaison anglais fut envoyé à leur recherche, sans succès. On sut seulement qu'ils avaient réussi à s'embarquer sur un bateau canadien qui fut le dernier à quitter Brest. A Falmouth, Mme de Gaulle apprend par les journaux le rôle que joue son mari et le rejoint à Londres avec leurs enfants.

Dans son dernier voyage vers l'Angleterre, l'avion qui emmenait le général avait survolé la forêt de Paimpont « toute fumante des dépôts de munitions qui s'y consumaient ». A Paimpont résidait sa mère, alors très malade. Mme de Gaulle devait mourir quelques jours plus tard et son fils recevrait à Londres, d'un expéditeur anonyme, la photographie d'une tombe couverte de fleurs chaque jour renouvelées.

A l'heure où, après cette journée décisive, le général regagne son petit appartement, la radio française annonce qu'aucun train ne circulera plus à partir de minuit au nord de la ligne Bordeaux - Toulouse - Sète - Avignon.

Un seul journal signalera dès demain l'appel du général de Gaulle : c'est le « Times » de Londres, qui en publiera le texte sans le commenter, l'accompagnant d'une brève biographie de son auteur.

Minuit : la vague est lancée

Très rares sont les Français qui ont réellement entendu l'appel du 18 juin à la B.B.C. Certains mémorialistes s'en vanteront, mais faute d'avoir su que l'affiche placardée à Londres quelques jours plus tard constituait une synthèse, entièrement différente dans la forme de l'appel radiodiffusé, citeront en guise de preuve une phrase qui n'a pas été prononcée (« *La France a perdu une bataille, elle n'a pas perdu la guerre* »). Les services d'écoute officiels, à Bordeaux, l'avaient toutefois relevé et, signalant à Paul Reynaud l'incartade de son protégé, un ministre de Pétain précisait qu'il s'agissait « *d'un discours injurieux pour le maréchal* ».

Le départ, l'appel, l'entrée en dissidence du général de Gaulle font peu de bruit à Bordeaux. A peine sait-on vaguement qu'il s'efforce de constituer à Londres un Comité français pour poursuivre la guerre. A cette nouvelle, les pro-nazis haussent les épaules ; ceux qui croient sincèrement à la possibilité d'un armistice « dans l'honneur » s'en soucient peu ; et parmi les hommes importants qui estiment que la partie n'est pas jouée, aucun ne veut gagner Londres par crainte d'être taxé de lâcheté.

Autour de lui, dès le lendemain, de Gaulle ne devait pas trouver que des concours et des approbations. « *Vous avez tort,* lui écrivait Jean Monnet, *ce n'est pas de Londres que peut partir l'effort de résurrection.* » René Mayer lui faisait dire : « *Je dois rentrer en France pour ne pas séparer mon sort de celui de mes coreligionnaires* ». « *La dissidence, c'est trop pour moi !* » déclarait l'ambassadeur Corbin.

Une semaine plus tard, quelques centaines de volontaires campés dans la salle de l'Olympia constituent encore toute la force militaire de la France Libre. Aucune voix ne s'est élevée, en dehors de celle du général, pour condamner l'armistice. Aucune réponse n'est venue aux télégrammes pressants adressés aux chefs des principaux territoires d'outre-mer contrôlés par la France en, particulier au général Noguès au Maroc, à l'ambassadeur Peyrouton à Tunis, à M. Puaux au Levant. Seul, d'Indochine, le général Catroux a fait connaître son adhésion. Il n'est pas toujours vrai que le sentiment général soit le sentiment juste. Et le rôle très difficile, très noble, des hommes responsables devrait être de savoir ne pas composer, de rester fidèles publiquement à leur vision intérieure.

La leçon demeure vivante.

Pierre VIANSSON-PONTE.

(U.F.P.)

M. BENOIT FRACHON A LA TRIBUNE DU CONGRÈS DE LA C.G.T.
Par où passe la route de l'Unité ?

SYNDICATS

● ***Au congrès de la C. G. T., M. Le Brun ouvre le vrai débat...***

Le problème de fond

LUNDI dernier, devant quelques centaines de délégués attentifs, malgré la chaleur accablante, un homme qui ressemble plus à un magistrat qu'à un dirigeant syndicaliste, traversait une tribune ornée de drapeaux gigantesques pour s'adresser au 31e congrès de la C. G. T., réuni à Ivry.

Chacun attendait avec impatience l'allocution de M. Pierre Le Brun, leader de la minorité « réformiste » de la grande centrale ouvrière.

Il y a deux ans, lors du précédent congrès de la C. G. T., M. Le Brun avait déjà défendu des thèses contraires à celles de M. Benoît Frachon qui est à la fois secrétaire général de la C. G. T. et l'un des principaux dirigeants du parti communiste. Ce dernier avait facilement triomphé.

Cette année, après les événements de Hongrie qui ont provoqué un remous considérable au sein de la C. G. T., il ne s'agit plus, comme en 1955, de savoir si la paupérisation de la classe ouvrière est ou non fatale en régime capitaliste. Il s'agit d'un désaccord pratique sur une question moins théorique : l'unité syndicale.

Hommage à Jouhaux

M. Frachon, porte-parole officiel du P. C. dans ce débat, estime que l'unité d'action, de plus en plus pratiquée dans les conflits locaux, amènera fatalement les trois grandes centrales syndicales françaises à s'unir organiquement sans qu'il soit nécessaire de « réformer la C. G. T. ».

M. Le Brun, au contraire, estime que l'unité organique n'est possible que si les tendances existant dans les rangs de la C. G. T. sont tout d'abord « libérées ».

A M. Frachon qui a maintes fois répété qu'il y avait dans la C. G. T. plus d'ouvriers socialistes qu'à la C. G. T.-F. O. et plus de chrétiens qu'à la C. F. T. C., M. Le Brun, soutenu par MM. Ehni (Livre), Rouzaud (Contributions indirectes), Aimé Pastre (Administration pénitentiaire), répond : « *Si nous garantissons, démocratiquement, chez nous, le principe du pluralisme de l'opinion ouvrière, un grand pas sera fait dans la voie de l'unité. Rien ne s'opposerait alors, en effet, à ce que la grande masse des ouvriers des autres centrales rejoigne nos rangs.* »

C'est à eux surtout, qu'à travers le micro d'Ivry, M. Le Brun s'adressait. En se réclamant de l'amitié et en évoquant élogieusement la mémoire de Léon Jouhaux, considéré par l'ensemble des « responsables » cégétistes comme un « traitre » coupable d'avoir provoqué la scission de 1947 d'où est née la C. G. T. - F. O., M. Le Brun n'agissait pas au hasard.

La C. G. T. a rétrogradé de 6 millions d'adhérents en 1946 à 4 millions après la scission de 1947, et à 1 million 500.000 en 1956. Elle compterait à peine 1 million de cotisants aujourd'hui, après les événements de Hongrie.

Mais cette chute spectaculaire d'effectifs ne correspond que dans une très faible mesure aux progrès des deux autres centrales. La proportion demeure sensiblement la même : la moitié des travailleurs syndiqués sont inscrits à la C. G. T.; l'autre moitié, à peu près, à la C. F. T. C. et à F. O. Les éléments perdus par la C. G. T. ont donc été perdus pour le syndicalisme qui s'en trouve dangereusement affaibli. C'est là le principal argument en faveur de la réunification.

Certes, la « libération de tendances » réclamée par M. Le Brun et ses amis n'est pas encore à la veille d'être réalisée. Mais c'est là le problème de fond qui ne concerne pas seulement les syndicats, mais l'ensemble du mouvement ouvrier français.

DOCUMENT

● ***Une lettre bien polie, un faux témoignage, une visite imprévue. L'histoire, édifiante, n'est pas terminée.***

Histoire d'un mensonge (suite) (1)

L'AFFAIRE Ceccaldi-Raynaud continue. Le secrétaire de la Fédération socialiste d'Alger, auteur du rapport à M. Guy Mollet sur l'échec de la politique Lacoste en Algérie, s'obstine à nier l'authenticité du document publié intégralement par *L'Express*. M. Henry Doumenc, démissionnaire de la S.F.I.O., en présence duquel ce document avait été lu par son auteur, persiste à en garantir l'authenticité. Deux autres personnes étaient présentes : M. William Lévy et M. Mosca. M. William Lévy, le 18 juin, a pris position : il affirme, avec M. Ceccaldi-Raynaud, que ce document est un faux pur et simple. Mais le 12 juin, M. William Lévy avait rendu visite à son vieil ami Henry Doumenc. On parla des événements et surtout du terrorisme. M. Lévy était effondré : il n'avait pas fini de pleurer la mort de son fils abattu par les terroristes lorsque l'attentat de la Corniche fit une nouvelle victime dans sa famille, sa nièce qu'on dut amputer. Henry Doumenc chercha à apaiser son ami ; il avait condamné toute sa vie la violence et aujourd'hui ce terrorisme aveugle le révoltait. Comme le révoltent toutes les lâchetés, toutes les injustices. On en vint à parler de l'affaire Ceccaldi.

(1) Cf. *L'Express* nos 311 et 312.

Contre le parti

— *Je ne peux pas être contre le parti, c'est-à-dire contre Robert Lacoste. Lacoste en Algérie, c'est la France devant les horreurs du terrorisme ; nuire à Lacoste, c'est nuire à la France, c'est servir le terrorisme. Tu es mon ami, mais je pense à la France et, comme disait Clemenceau : « J'ai des trésors de silence à mettre au service de ma patrie. »*

La position qu'allait donc prendre William Lévy, Henry Doumenc ne pouvait l'accepter. Il dit que pour lui un mensonge était un mensonge et qu'il laissait aux staliniens le triste privilège de « mentir pour le parti ».

Lorsque le 18 juin, Henry Doumenc eut connaissance de la lettre par laquelle William Lévy, renonçant au silence, confirmait le mensonge du secrétaire fédéral de la S.F.I.O., il déclara : « *M. William Lévy m'a rendu visite le mercredi 12 juin. Au cours de sa visite, il m'a déclaré que, pris entre ses amitiés et son parti, il était placé, bien malgré lui, au centre d'un drame qu'il a qualifié de « cornélien ». Il m'a cité ces mots qu'il attribue, à tort ou à raison, à Clemenceau : « J'ai des trésors de silence à mettre au service de ma patrie. » C'est bien autre chose que M. Lévy vient de mettre au service de son parti.* »

« La faveur de me permettre »

De son côté, M. Ceccaldi-Raynaud, dont nous étions obligés de dire la semaine dernière qu'il mentait, nous a adressé la lettre suivante :

« *Dans le dernier numéro de votre journal, vous me mettez longuement en cause. Je ne viens pas vous demander de publier toutes les lettres et mises au point que j'ai adressées au journal* Le Monde. *Cependant, je vous serais reconnaissant de me faire la faveur de me permettre de préciser un point unique.*

« *Vous expliquez en partie mon attitude par des considérations subalternes tirées de mon appartenance à*

la fonction publique. J'aimerais que vos lecteurs sachent qu'étant élève administrateur, en stage à l'Igamie d'Alger, je n'attends aucun avantage de carrière qui pourrait m'être donné par M. le ministre résidant.

« D'autre part, l'an dernier, en janvier, alors que j'étais fonctionnaire d'autorité et donc dépendant étroitement de l'Administration, je n'ai pas hésité à présider à Alger la réunion de M. le député Hernu, ce qui m'a valu quelques ennuis.

« Je regrette vivement que vous n'ayez pas trouvé un seul mot pour signaler cet acte courageux.

« J'ajoute que je ne vois pas pourquoi je ne me sentirais pas libre d'exprimer aujourd'hui mon opinion face à une Administration qui ne peut rien contre moi, alors que j'en ai eu le courage lorsque le gouvernement pouvait exiger de moi un certain conformisme. »

Pas un mot dans cette lettre sur le rapport signé par M. Ceccaldi-Raynaud. Au reste, l'authenticité de ce document est établie, surtout pour celui qui l'a rédigé, pour celui qui l'a porté à Paris et pour tous ceux qui l'ont lu. La seule question qui demeure posée aujourd'hui est la suivante : Comment, par quelles voies, par quelles pressions peut-on, en France, aujourd'hui, à l'intérieur d'un grand parti de gauche, étouffer des consciences pour essayer de masquer quelques jours de plus une vérité qui, de toute manière, ne manquera pas finalement d'être établie ?

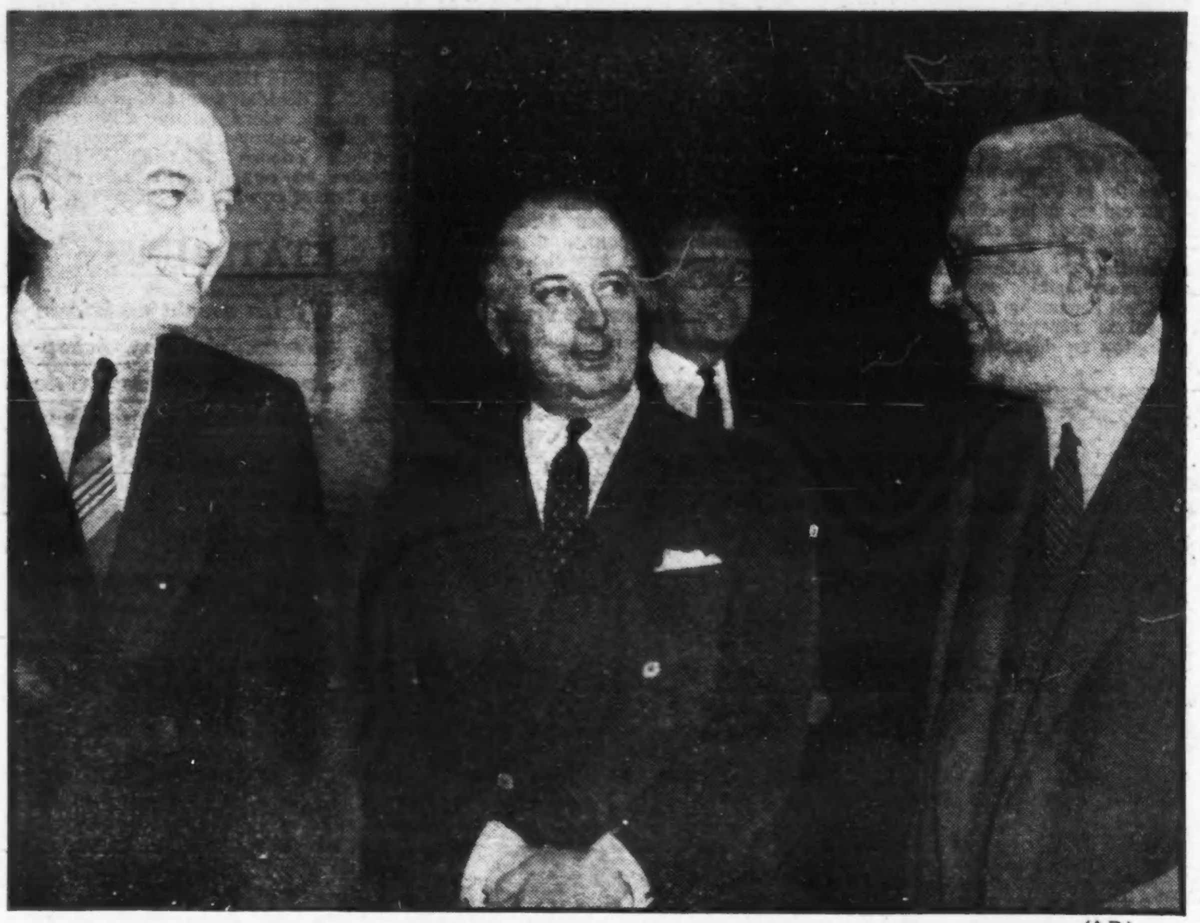
La réponse à cette question sera donnée un jour, peut-être plus proche qu'on ne le croit.

OH... PARDON!

● M. Kadar veut développer le tourisme.

(Titre du Monde daté du 15 juin 1957.)

chez votre Tailleur :
Jeunesse
de
LAJEUNESSE
la draperie qui tient



LES DÉLÉGUÉS OCCIDENTAUX A LONDRES (1)
Pour un homme neuf un vieux problème

(A.P.)

EST-OUEST

● ***Accusé d'aller « trop vite, trop loin et trop seul » sur la voie du désarmement, M. Stassen voit se dresser toute l'Europe contre lui.***

L'Europe contre M. Stassen

DEPUIS plus de quinze jours les membres du ministère américain des Affaires étrangères spécialisés dans les affaires européennes, sont surchargés de travail. Pas un jour ne passe qu'ils ne reçoivent de Bonn, de Rome, de Londres, mais surtout de Paris, des notes ayant trait au problème du désarmement. Simultanément, les ambassadeurs de Grande-Bretagne, d'Allemagne occidentale, d'Italie et de France multiplient les démarches auprès des membres du Département d'Etat. Tous viennent parler du même problème : le désarmement.

Pendant des années pourtant le problème du désarmement a été une « tarte à la crème » de la diplomatie. On en parlait de temps en temps par habitude, les organismes *ad hoc* des Nations Unies en discutaient laborieusement, mais sans grande conviction car même les plus optimistes admettaient qu'il n'y avait guère de raison pour qu'un jour un accord devienne possible.

Changement de climat

Deux événements simultanés devaient modifier la situation : l'expédition de Suez, et la révolte hongroise.

Qu'arriverait-il, se demanda-t-on au Département d'Etat, si des conflits comme celui qui opposa la France et l'Angleterre à l'Egypte impliquaient demain des pays possédant des armes atomiques ? Qu'arriverait-il, se demandait-on encore, si une révolte à la hongroise se déclenchait en Allemagne de l'Est ?

Le président Eisenhower était particulièrement sensible au caractère effrayant qu'aurait demain une guerre mondiale. Autour de lui un grand nombre de ses conseillers reconnaissaient que la situation était suffisamment explosive pour exiger une initiative diplomatique qui tende à réduire la tension internationale. Mais sur quels problèmes particuliers fallait-il porter ses efforts ? Après l'affaire de Suez, la situation des Occidentaux au Moyen-Orient était trop précaire pour qu'on puisse songer à négocier sur ce problème avec les Russes. Il fallait d'abord reprendre en main les pays amis, isoler l'Egypte et la Syrie. Le problème de la sécurité européenne ? Rien ne paraissait possible puisque le nœud de ce problème demeurait la question de la réunification allemande et que là-dessus les Russes refusaient purement et simplement toute négociation, prétendant qu'il ne s'agissait là que d'une affaire proprement allemande. Restait donc le problème du désarmement.

Un homme neuf

Les experts du Département d'Etat, les diplomates de carrière, étaient peu enthousiastes pour se livrer à cette gymnastique harassante qu'est toute négociation avec les diplomates soviétiques. D'autant qu'ils étaient persuadés de la vanité de tout effort dans ce domaine. Un homme, cependant, accepta le risque : Harold Stassen. Depuis quinze ans qu'il fait de la politique, on prédit régulièrement la fin de sa carrière. On le dit naïf, idéaliste, visionnaire et certaines de ses initiatives de politique intérieure ont semblé parfois justifier ces critiques. Mais, pour le président Eisenhower, il avait une qualité qui primait tout : c'était un homme neuf dans le domaine de la politique étrangère et le Président avait pu se convaincre à de nombreuses reprises que son idéalisme ne troublait jamais la rigueur de son analyse politique et que sa naïveté ne diminuait en rien ses qualités de négociateur.

Une lutte sourde s'engagea rapidement entre M. Stassen et les ultras du Département d'Etat qui demeuraient figés dans leur attitude négative, comme accablés par la fatalité d'une guerre froide dont ils ne peuvent imaginer qu'elle se termine un jour. Plus habile, plus souple que ces ultras M. Foster Dulles, le secrétaire d'Etat, adopta une position d'attente. La conjoncture ne jouait pas en sa faveur : la malheureuse affaire de Suez, il s'en sentait un peu responsable, lui qui avait décidé de faire cesser le « bluff » de Nasser ; les manifestations anti-américaines de Formose venaient d'être douloureusement ressenties par une opinion publique à laquelle on explique depuis si longtemps que les Chinois de Tchang Kaï-chek demeurent les alliés les plus sûrs de l'Amérique en Asie. Enfin, la déter-

→

(1) De g. à dr. : M. Harold Stassen, le commandant Alan Noble et M. Jules Moch représentant respectivement les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France.

mination du président Eisenhower lui paraissait difficile à fléchir.

Paris donne l'alarme

De nouvelles négociations sur le désarmement s'engagèrent donc à Londres et bientôt MM. Stassen pour les Etats-Unis et Zorine pour l'U.R.S.S. découvrirent, peut-être avec autant d'étonnement l'un que l'autre, qu'ils avaient affaire à un interlocuteur décidé à aboutir. Tenu à l'écart de la négociation directe, M. Stassen se bornant à les informer de ses progrès, les représentants de la France et de l'Angleterre ne purent qu'informer leur gouvernement des perspectives d'accord qui semblaient se dessiner sur une inspection aérienne partielle des zones d'influence des Deux Grands et sur une suspension contrôlée des expériences atomiques et thermo-nucléaires.

Ce fut Paris qui donna l'alarme. On découvrit au Quai d'Orsay que les accords projetés risquaient à plus ou moins court terme, de placer militairement la France — et l'Europe — dans une situation jugée périlleuse. Ce qui se profilait à l'horizon diplomatique c'était une retraite progressive des troupes étrangères en Europe, de part et d'autre, et la France risquait un jour de perdre un élément essentiel de sa sécurité : les soldats américains stationnés en Europe, gage d'une intervention directe américaine en cas d'agression soviétique. Circonstance aggravante : on allait simultanément à Londres vers une interdiction de la fabrication d'armes atomiques. Si bien qu'un jour la France, privée déjà de la couverture américaine, n'aurait même plus la possibiilté d'assurer elle-même sa sécurité en fabriquant ses propres armes atomiques.

Une première décision secrète fut alors prise : celle de demander aux spécialistes de l'énergie atomique de hâter la préparation de la première bombe A française. En réalité, la France ne peut envisager la fabrication de la bombe A avant environ deux ans, faute du plutonium nécessaire. Jusque-là, tous les travaux faits pour préparer la fabrication de la bombe sont « réversibles », c'est-à-dire que si l'on renonçait à cette fabrication, ils pourraient tout aussi bien servir au développement des centrales ou de véhicules atomiques, bateaux, sous-marins, etc. Ce n'est donc pas avant deux ans que la France devra se décider pour ou contre la fabrication de la bombe, qui demanderait alors un an de travaux. Or, un accord sur l'interdiction de la fabrication des armes atomiques malgré les progrès réalisés à Londres ne pourrait guère intervenir avant ce délai. Ainsi la première réaction du gouvernement français, après réflexion, ne parut guère suffisante.

Le Quai d'Orsay prit alors l'initiative de multiplier les consultations avec les alliés européens de la France. Les uns et les autres partageaient les craintes de la France, les Allemands en particulier, à la veille d'élections périlleuses pour le chancelier Adenauer qui a joué sa carrière sur une réunification de l'Allemagne obtenue par un marchandage sur le désarmement. C'est l'ensemble de leurs démarches qui se répercuta finalement à Washington au début de la semaine dernière, apportant aux ultras du Département d'Etat et à M. Foster Dulles un renfort inattendu. Le résultat fut immédiat. Rappelé en consultation à Washington, M. Stassen, mis en présence de l'imposant dossier des protestations européennes, se vit vertement admonester pour avoir négligé les alliés de l'Amérique en cherchant à aller « trop vite, trop loin et trop seul ». Il lui est désormais interdit de rencontrer M. Zorine face à face et un fidèle fonctionnaire du Département d'Etat est reparti pour Londres avec lui, avec mission de le surveiller étroitement.

Il reste que M. Stassen est déterminé à réussir, ce qui explique qu'il ait accepté les blessures d'amour-propre qui lui ont été infligées quasi publiquement. M. Zorine, de son côté, a prouvé, semble-t-il, la volonté du gouvernement soviétique de poursuivre la négociation jusqu'au bout. Il est donc probable qu'un accord sera conclu assez rapidement pour une suppression provisoire des expériences thermo-nucléaires.

La carence française

Ce premier accord, toutefois, risquerait de demeurer sans suite si les alliés européens des Etats-Unis s'obstinaient dans une opposition purement négative. L'affaire de Londres éclaire brutalement la faiblesse actuelle de la diplomatie française, son manque de confiance en elle-même. Il ne faut pas en chercher les causes très loin. Lorsque la paix fut conclue en Indochine, le gouvernement français put retrouver dans l'arène internationale la voix forte qui lui avait fait défaut pendant près de sept ans : il put proposer la conférence des Quatre Grands qui s'est réunie à Genève en 1955 ; il put aussi prévoir dans le traité de l'U.E.O. des clauses qui, si elles avaient été appliquées, auraient permis de faire des progrès importants dans le domaine du désarmement. Il s'agissait en effet de chercher à donner aux pactes militaires hostiles qui se faisaient face en Europe une structure militaire semblable. Les limitations d'armement et d'effectifs adoptées librement par l'U.E.O. auraient pu permettre à une diplomatie dynamique de proposer aux membres du Pacte de Varsovie des mesures similaires. De ce point de départ il était possible d'aller jusqu'à l'établissement d'organismes communs de contrôle. Rien n'empêchait d'espérer, sur cette voie, aboutir un jour à la suppression pure et simple des dits pactes. Mais la guerre d'Algérie, qui contraint la France à rechercher la neutralité bienveillante du monde entier, fige à nouveau la diplomatie française au point de la rendre totalement négative, même lorsqu'il s'agit d'initiatives tendant au désarmement.

Le pire est sans doute que cette carence actuelle laisse les Etats-Unis et l'U.R.S.S. décider face à face du sort du monde, alors qu'une diplomatie française courageuse et imaginative pourrait encore aujourd'hui faire prendre en considération des solutions tenant compte des intérêts de la nation.

M. William K. Sherwood
La démocratie est un combat

ETATS-UNIS

● *Un savant américain s'est suicidé pour échapper aux chasseurs de sorcières. Quelques heures plus tard, il aurait pu être sauvé.*

Le dernier suicide

(*Correspondance de Washington*)

Il y a cinq ans, un éminent juriste américain, fonctionnaire de l'O.N.U., se donnait la mo. pour échapper à une enquête publique. Il y a deux mois, le ministre du Canada au Caire se suicidait pour le même motif. Lundi dernier, c'était le tour du savant américain William Sherwood, spécialiste de la recherche sur le cancer. Cet intellectuel brillant et timide ne pouvait supporter l'idée d'un interrogatoire public, sous les projecteurs de la télévision. Il avala du poison pour se soustraire à l'épreuve.

Réaction

Le jour même du suicide de Walter Sherwood, la Cour suprême, par deux verdicts, infligeait aux « chasseurs de sorcières » leurs cinquième et sixième défaites en quelques semaines. Elle jugea que le Département d'Etat avait renvoyé à tort, il y a six s, M. John Service, expert des questions chinoises, sacrifié par M. Acheson au sénateur McCarthy et au « China lobby », dont Service était l'une des cibles favorites.

D'autre part, la Cour suprême cassa, pour « manque de preuves », le jugement qui, en 1952, avait condamné cinq dirigeants communistes californiens à cinq ans de prison et à 10.000 dollars d'amende. Elle ordonna la réouverture du procès de neuf autres leaders communistes.

L'actuelle Cour suprême, la plus « à gauche » des trente-cinq dernières années, ne laisse subsister aucun doute sur sa volonté de protéger les citoyens contre le règne de la peur, de la délation et du soupçon. La liste de ses récents arrêts en témoigne.

Des arrêts décisifs

● Elle a mis fin par un non-lieu aux poursuites engagées contre le professeur Lattimore, collègue de John Service, objet depuis six ans d'une étroite surveillance policière.

● Elle a dénié au Département d'Etat le droit de refuser un passeport aux citoyens « suspects ».

● Elle a décidé que l'avocat d'un inculpé devait avoir accès au dossier du F.B.I. (police secrète), si ce dossier servait de base à l'accusation. En cas de refus, les poursuites seront arrêtées. Par cet arrêt, la Cour suprême s'attaque à la prérogative même du F.B.I. qui avait permis l'essor du maccarthysme : l'anonymat garanti aux délateurs et l'impunité assurée aux diffamateurs.

● Enfin, la Cour suprême vient de casser la condamnation pour « outrage au Congrès » du syndicaliste John Watkins, qui avait refusé d'incriminer des collègues devant la Commission parlementaire des activités anti-américaines. Ce précédent fait prévoir la cassation du jugement du dramaturge Arthur Miller, qui fut condamné récemment, après des dizaines d'autres, pour le même motif.

L'opinion libérale, aux Etats-Unis, commence à pousser un soupir de soulagement, tout en se demandant pourquoi la Cour suprême a mis si longtemps pour s'apercevoir que la Constitution américaine était violée par les « chasseurs de sorcières ». Dans une autre fraction de l'opinion, cependant, les récents arrêts de la Cour (y compris celui pris contre Du Pont de Nemours, aux termes de la loi antitrusts) sont hautement impopulaires. Une campagne s'organise au Congrès pour limiter les pouvoirs de la Cour et tourner ses décisions par des mesures législatives et administratives. Il se confirme ainsi qu'une

HOTEL
du
MONT
D'ARBOIS
Megève
PREMIER HOTEL
DE MONTAGNE
DE FRANCE
Ouvert du 6 juillet au 8 septembre
GOLF
TENNIS
EQUITATION
PÊCHE
EXCURSIONS
ALPINISME
JEUX
M. PARODI, directeur
Téléphone : 503-507
Adresse télégraphique : MONDARBOIS

L'ÉCOLE SUPÉRIEURE
DE SECRÉTARIAT
prépare
en UNE ou DEUX ANNEES à
TOUTES
LES CARRIERES
DU SECRETARIAT
MEDICAL (Secrétaire et Assistante)
COMMERCIAL - JURIDIQUE
SECRETARIAT DE DIRECTION
Tous nos programmes comportent, en même temps que deux langues étrangères, l'étude simultanée de la sténographie et de la sténotypie, sans lesquelles on ne saurait former de véritable secrétaire
40, RUE DE LIEGE
PARIS (8e) - EURope 58-83
Métro : Saint-Lazare et Europe
RENTREE LE 1er OCTOBRE

(A.P.)

M. FANFANI, PRÉSIDENT PRESSENTI
Une entreprise sans illusions

Constitution démocratique n'est jamais un acquis définitif, mais plutôt une conquête permanente sur les forces qui la menacent.

U. R. S. S.

● *Le gouvernement soviétique veut bien que M. Kroutchev parle aux Américains, mais pas que M. Foster Dulles parle aux Russes. Pourquoi ?*

On attend les vaches grasses

AVANTAGE aux Etats-Unis, viennent de décider les experts qui, dans l'ombre de leurs cabinets, suivent à un nouveau « *niet* » soviétique. la Russie soviétique aux Etats-Unis.

Cet avantage, les Etats-Unis le doivent à un nouveau « *niet* » soviétique. Un niet catégorique de la « Pravda » qui a fait à Washington l'effet d'une « douche froide ». Il y a une semaine en effet M. Foster Dulles, le secrétaire d'Etat américain aux Affaires étrangères, se déclarait prêt à prendre la parole devant la Télévision et la radio russes, tout comme M. Kroutchev avait pu le faire quelques jours auparavant devant les caméras du Columbia Broadcasting System. Allant encore plus loin, M. Dulles proposait d'officialiser le principe d'échanges mensuels : l'information réciproque devenant plus humaine, Américains et Russes, toujours adversaires, cesseraient néanmoins d'apparaître comme des « monstres » aux yeux de l'opinion publique rivale...

La « Pravda » ne mâcha pas ses mots : « *Les puissances occidentales prétendent utiliser les échanges radiophoniques et télévisés pour intensifier la guerre froide. Loin de vouloir rapprocher les peuples leur but est de les séparer davantage.* » Paradoxalement pourtant, le rédacteur officiel se félicitait de l'interview de M. Kroutchev qui amenait « *Américains et Russes à mieux se comprendre* ».

L'époque des baisers

En fait, le même problème se pose depuis octobre 1955, à la conférence de Genève. Là déjà les Occidentaux avaient proposé une amélioration des échanges entre l'Est et l'Ouest, sur les plans de l'information, de la culture, des échanges touristiques. Un programme en « 17 points » avait été repoussé par les Russes. Quelques progrès avaient été cependant réalisés depuis cette date. D'abord dans le domaine touristique. Les frontières soviétiques se sont effectivement ouvertes aux Américains, mais en interdisant à leurs ressortissants de se plier aux formalités « infamantes » de la prise d'empreintes digitales — nécessaire pour entrer aux Etats-Unis — les autorités russes paralysaient les échanges inverses. Un deuxième accord avait été réalisé : une revue russe est actuellement publiée à Washington, « *U.R.S.S. Illustrée* », tandis qu'à Moscou « *Amerika* » révélait aux citoyens soviétiques le mode de vie américain.

Retour au mensonge

Mais il se trouve justement que le succès de la revue américaine a inquiété les Soviétiques. Ils jugent que leur peuple n'est pas encore « mûr » pour comparer les niveaux de vie de part et d'autre du rideau de fer. C'est ainsi que la contre-propagande russe n'hésitait pas à faire écrire dans une publication récente, consacrée aux U.S.A. : « *Neuf millions de chômeurs l'année dernière, dix millions de vieillards à moitié morts de faim, vingt millions d'hommes et de femmes qui ne peuvent se payer plus d'un litre de lait et 400 grammes de viande par mois, des enfants affamés qui cherchent du travail* »... et l'on poursuit sans rire : « *Quelques familles riches dépensent des dizaines et des centaines de milliers de dollars en dîners et bals où le champagne coule à flot, où les plats les plus délicieux sont servis. Au même moment les millions d'autres Américains ont faim et doivent se contenter d'une soupe aux haricots...* »

Les microbes...

En fait, le citoyen russe vit sous la « cellophane de la propagande » : la moindre irruption de « microbes » idéologiques risque encore de provoquer des maladies graves, tout au moins jusqu'au moment où le niveau de la production et du bien-être atteindra au niveau occidental. C'est ce que M. Kroutchev a compris : ce sont justement les « vaches russes » qui remporteront l'ultime victoire du communisme...

ITALIE

● *Après huit semaines de crise, les Italiens trouvent que leur vie politique devient « à la française ».*

Une crise « à la française »

(*Correspondance de Rome*)

LA crise italienne est entrée dans sa huitième semaine, mais personne, en Italie ni ailleurs, ne réussit à s'y intéresser vraiment. A la limite, cette crise « à la française » pourrait durer jusqu'aux prochaines élections sans que personne s'en inquiète, puisque chacun estime qu'aucun gouvernement « sérieux » ne pourra être mis en place avec la Chambre actuelle. Mais comme il faut bien assurer la permanence du pouvoir, les Italiens continuent de chercher un président du Conseil. Après l'échec de M. Zoli (qui a prouvé l'impossibilité d'un ministère démocrate-chrétien ayant l'appui de la droite néo-fasciste) et la mission d'information de M. Merzagora, M. Fanfani, secrétaire politique du parti démocrate-chrétien, a accepté de tenter sa chance et d'essayer de reconstituer tant bien que mal l'ancienne coalition centriste avec le parti socialiste de M. Sarragat. Un tel gouvernement aurait quelques chances de se maintenir jusqu'aux élections de juin 1958, mais certains commencent à douter que celles-ci puissent apporter une réelle clarification de la situation politique.

Majorité démo-chrétienne ?

Les démocrates-chrétiens espèrent remporter l'an prochain une nette victoire et caressent même le rêve d'obtenir la majorité absolue dans la nouvelle assemblée, mais un tel succès, en l'absence de partis « centristes » importants, ne ferait qu'approfondir plus encore la coupure entre une droite et une gauche d'importance presque égale.

Les partis de gauche, de leur côté, semblent incapables de reconstituer le front commun qui leur permettrait de faire échec à la démocratie chrétienne. L'opération Nenni a été un fiasco complet : ses efforts d'union avec le parti de M. Sarragat ont échoué et il n'est plus question pour lui de revenir à l'alliance avec les communistes, que l'aventure a plutôt durcis dans leurs positions staliniennes. Il est probable que la gauche italienne se présentera aux prochaines élections aussi divisée qu'elle l'est aujourd'hui.

Apathie

Le plus inquiétant est peut-être l'apathie et l'indifférence avec laquelle l'opinion accepte cette sclérose politique du pays. Les dirigeants socialistes le reconnaissent : la classe ouvrière italienne perd sa combativité. Dans les régions les plus misérables du pays, le degré d'arriération des travailleurs est tel qu'ils ne sont pas parvenus encore à la conscience politique nécessaire pour engager le combat social. Dans les grandes villes industrielles, fief traditionnel des forces de gauche, la politique du patronat et l'utilisation intelligente d'une aide américaine massive ont réussi à endormir les travailleurs dans une relative prospérité.

Leur apathie est d'autant plus grande que les démocrates-chrétiens ont su inscrire à leur actif certaines réalisations sociales (notamment dans le domaine de la réforme agraire) et présenter un programme d'apparence progressiste qui fait oublier à beaucoup leur peur du cléricalisme. La scène politique italienne risque donc de rester « figée » jusqu'aux prochaines élections, qui pourraient voir les démocrates-chrétiens reconquérir la majorité absolue.

SIMCA

L'assemblée générale des actionnaires de la Société Simca s'est tenue le jeudi 6 juin sous la présidence de M. H.-T. Pigozzi.

Il résulte du rapport du conseil d'administration que le chiffre d'affaires est passé de 79 milliards de francs en 1954 et 101 milliards en 1955, à 116 milliards en 1956.

L'assemblée générale a approuvé à l'unanimité les comptes de l'exercice 1956 faisant apparaître un bénéfice de 2 milliards 262.173.537 francs et décidé la répartition aux actionnaires d'un dividende net de 425 francs après déduction de la taxe proportionnelle au taux actuel de 19,80 %. Cette répartition s'étend aux actions anciennes et nouvelles, le capital ayant été doublé au cours de l'exercice 1956. L'assemblée a fixé au vendredi 14 juin 1957 la date de la mise en paiement du dividende.

Dans son allocution, le président a dit notamment :

« La pénurie actuelle du carburant ne sera qu'un épisode dans l'histoire de l'automobile : notre décision d'engager à Poissy d'importants investissements ne procède donc pas d'une audace excessive... Les difficultés temporaires ne doivent pas nous faire renoncer à améliorer sans cesse notre équipement ; les investissements de l'industrie automobile garantissent la prospérité générale.

« Quelle a été la contribution de Simca en 1956 ? En dépit des circonstances qui ont ralenti les ventes au cours du dernier trimestre, notre production, avec 179.086 véhicules, a été supérieure de 13 % à celle de 1955 ; nos ventes hors métropole ont dépassé 48.000 unités contre 41.000 l'année précédente.

« A la demande du gouvernement, les constructeurs français viennent de s'engager à augmenter leurs exportations d'un volume au moins égal aux deux tiers de l'accroissement de leur production. Ces exportations aideront, nous l'espérons, au rétablissement de la balance commerciale de la France... »

UNE PENDERIE DANS VOTRE VOITURE
posée instantanément sans clou ni vis
AMERICA supporte 7 cintres et remplace donc une valise
Pas de vêtements froissés et ils sont tout de suite disponibles à l'arrivée
DEUX AMERICA permettent de suspendre un hamac pour bébé
PRIX : 495 fr.
AMERICA se fixe à cheval sur la vitre de votre portière et lui permet quand même de se fermer entièrement. En vente : Spécialistes accessoires auto et Grands Magasins
Renseignements, gros et exportation :
NOUVEAUTES MONDIALES
12, rue des Coutures-Saint-Gervais, PARIS-3e

CHEFS D'ENTREPRISE...
SYNDICATS PROFESSIONNELS...
et tous ceux qui cherchent à Paris une salle d'exposition bien aménagée, centrale, superficie 450 m2, pensez à la
GALERIE ROYALE
11, rue Royale, PARIS (8e)
ANJou 76-50 ou 51
Quelques expositions :
Draeger - Paris Match - Exposition Féline
Syndicat de la Librairie - Syndicat de la Laine - Fédération du Parapluie - Musée de la Bénédictine - Shell-Berre - Alsthom Plexiglass

GANTS TETINES
OLLA
CHEZ VOTRE PHARMACIEN

SYNDICATS

● ***Les vendeuses des grands magasins sont augmentées de 30 %. Cela leur permettra de ne pas vivre plus mal.***

Une vie de vendeuse

COLETTE R... a 24 ans. Elle est brune, elle a des yeux marron et un sourire charmant.

Ce sourire, ces dernières années, elle avait bien du mal à le conserver après le 15 du mois : Colette R... est vendeuse depuis cinq ans dans un grand magasin et son salaire de base, jusqu'au 19 juin, était de 26.500 fr. par mois, pour quarante heures par semaine.

« *Si encore on pouvait s'asseoir* », rêvait-elle.

Mais dans le grand magasin où elle travaille, les sièges ont été enlevés depuis qu'une loi autorise les vendeuses à s'asseoir quelques minutes toutes les heures.

Colette R..., jusqu'à ces jours derniers, n'avait jamais eu la force, ni le courage, de militer dans un syndicat.

Pour elle, grève est synonyme d'ennuis.

Mais, le 18 mai, elle en a eu assez. Elle est descendue dans la rue et, sur le boulevard, quand les clientes sont passées, elle a crié avec toutes les autres : « Nos cinq mille francs. »

Depuis mercredi dernier, son salaire de base est passé de 26.500 à 34.000 francs.

Cette augmentation ne lui donne pas le droit de vivre mieux, mais de ne pas vivre plus mal. Elle compense la hausse des prix.

Colette R... est d'ailleurs une privilégiée : elle est célibataire et elle habite chez ses parents, en banlieue, à trente minutes de la gare Saint-Lazare. La plupart de ses collègues sont mères de famille. Un enfant en nourrice : de 10 à 15.000 francs par mois. Et une vendeuse doit être décemment vêtue, chaussée, coiffée.

Appartenant à un personnel non spécialisé, les vendeuses ont toujours formé l'une des catégories les plus défavorisées de la nation. En 1936, leur sort était tel que leurs salaires furent triplés, passant de 380 à 1.050 francs par mois.

La revendication de 20.000 employés des grands magasins de la région parisienne a abouti, la semaine dernière, à une augmentation qui atteint 30 % pour les plus défavorisés.

75 % de ces employés sont des femmes et redoutent généralement les conséquences possibles d'une grève, le renvoi, surtout lorsqu'elles ne sont plus jeunes. (Aux Trois Quartiers, 51 % du personnel a plus de 50 ans.)

Leur terreur : les inspecteurs de la direction qui surveillent leurs groupes. Et la lettre anonyme signée « un client mécontent » qui peut entraîner le renvoi immédiat.

FAITS DIVERS

● ***Derrière le conflit juridique qui déchire les deux mères de Roubaix, il y a un drame à part entière : celui d'un petit garçon.***

L'oublié de Roubaix

(De notre envoyé spécial Armand GATTI.)

A sept ans, l'enfant dont personne ne veut a déjà eu trois prénoms. Dans les heures qui suivirent sa naissance, il s'appela Guy. Après quoi, il fut Louise pour l'état civil, et Henri pour ses parents malgré eux. Depuis le 14 juin, le Tribunal civil de Lille ayant décidé qu'il fallait rectifier son acte de naissance, l'enfant est en route pour son quatrième avatar. Les magistrats ont émis le désir de le voir reprendre son nom de Guy Piesset, mais comme les parents qu'ils lui désignent se refusent à ouvrir toute instance pour le reconnaître, l'enfant continuera à flotter parmi les eaux vagues et les approximations. Que sera-t-il demain ? Nul ne peut le savoir ni même le prévoir.

Tel est l'épilogue d'une affaire de substitution d'enfants qui débuta en 1950 à l'hôpital de Roubaix et vient de se terminer au palais de justice de Lille.

En fait, rien n'est terminé.

La substitution a eu lieu dans la nuit du 27 au 28 août, puisque, au même moment, Mme Derock-Vahl et Mme Piesset accouchaient, la première d'un garçon, la deuxième d'une fille. Le garçon reçut le nom de Guy, la fille celui de Louise. Les naissances furent enregistrées à l'état civil. Huit jours plus tard, Mme Piesset, en démaillotant son enfant, est, selon les dires d'un témoin, la proie d'une crise nerveuse : son fils est devenu une fille. Grosse émotion dans la maternité où chaque mère se met à démailloter pour voir si le sexe de son enfant n'a pas été soumis aux mêmes variations. Jeanne Vahl s'aperçoit que sa fille, Louise, est un garçon. Les deux erreurs s'expliquent l'une par l'autre. Le personnel veut procéder à la rectification. Coup de théâtre : Mme Piesset refuse vigoureusement de céder l'enfant qu'elle allaite depuis huit jours. Que faire ? On demande aux deux mères de se mettre d'accord. Comme il n'y a pas d'accord possible, c'est la solution de lâcheté qui prédomine : on laisse les choses telles qu'elles sont.

La rue du désespoir

Mme Piesset quitte aussitôt la clinique et fait procéder à la rectification d'état civil ; la petite fille s'appellera Viviane. Quant au garçon que Jeanne Vahl emmènera chez elle, il portera le nom de Louise. A partir de ce moment, Jeanne Vahl entre en lutte contre l'Administration. Elle n'est pas de taille à mener le combat. Elle ne sait ni lire ni écrire. Elle porte en elle et sur elle la pauvreté.

La rue Edouard-Anseele a une sinistre réputation. Maxence Van der Meersch s'en servait, parait-il, comme modèle, chaque fois qu'il désirait parler d'une rue de déshérités où l'espoir était sous forme d'impasse. Son compagnon ne travaille pas. Mutilé à 40 %, il vaque entre les soins du ménage et l'entretien de quelques jardins ouvriers. Le seul satisfecit qu'on ait accordé à Jeanne Vahl, c'est d'être une bonne travailleuse, mais le salaire qu'elle gagnait comme voyageuse de « continus à filer » n'est pas de ceux qui attirent automatiquement le respect.

C'est ce personnage qui va, sinon entrer en lutte avec les milieux officiels, du moins les combattre. Lorsque, le 18 janvier 1951, l'Administration fait savoir que, puisque les deux mères sont d'accord, il n'y a pas lieu de procéder à une enquête, Jeanne Vahl crie, s'indigne, pleure. L'enquête repart. Lentement. Devenue Mme Derock-Vahl, elle se sent plus forte aux yeux de la société, elle ose demander l'assistance judiciaire. En 1952, rien. En 1953, toujours rien. C'est le désespoir. Elle tente une dernière démarche auprès d'un journaliste roubaisien qui l'envoie à un jeune avocat, Me Diligent. Celui-ci se laisse émouvoir, il prêtera désormais main-forte à la mère lésée. En 1954, l'affaire vient devant le tribunal. Celui-ci ordonne une expertise médicale. Les médecins du sang ne prennent pas l'affaire à la légère. Ils analysent, contre-analysent, et déposent leur rapport en 1956. Ils sont favorables à Jeanne Derock-Vahl.

La petite morte de juillet

Alertés, les époux Piesset demandent aussitôt une contre-expertise. Elle va dans le sens de l'expertise. Nous sommes en avril 1957. En deux mois, le tribunal se prononce : non seulement il fait suite à toutes les demandes de Jeanne Derock-Vahl, mais il ordonne en outre l'exécution provisoire, avant même que les époux Piesset aient pu faire appel.

Un tel jugement a divisé l'opinion. La position des époux Piesset est nette : ils refusent de céder Viviane. Ils accepteraient à la rigueur le petit Henri-Guy-Louise à la condition que Viviane leur soit laissée.

Pourquoi Mme Piesset n'accepte-t-elle pas l'évidence qui lui est opposée par le tribunal ? Faut-il expliquer cette attitude par une série de malheurs qui l'ont précédemment marquée ? En juin 1946, elle a un enfant qui meurt peu de temps après sa naissance. En mai 1947, elle a une fille qui meurt en juillet de la même année. Une fausse-couche encore. Enfin, un garçon. Il est le bienvenu. C'est le premier qui s'accroche à la vie. Les Piesset deviennent optimistes. Ils désirent ardemment une fille qui estompera l'ombre de la petite morte de juillet, ont dit quelle atroce déception fut la sienne lorsqu'elle apprit qu'elle avait donné la vie à un garçon.

Dans l'état d'esprit où elle se trouvait à ce moment-là, Mme Piesset ne s'est-elle pas raccrochée un peu facilement au « miracle » que lui apportait la substitution ? Depuis, elle s'est mise tout entière au service d'une certitude, elle n'en démordra pas. De plus, comment rendrait-elle Viviane à ces gens « surpeuplés d'enfants » (aujourd'hui, les Derock-Vahl en ont six) et qui vivent dans la rue Edouard-Anseele ?

Je ne veux pas la voir

Jeanne Derock-Vahl s'est déjà présentée à la porte des Piesset. Devant cette image de l'épuisement qui se dandinait, les larmes aux yeux, incapable de prononcer un mot, Viviane s'est mise à hurler :

« *Non, non, je ne veux pas la voir !* ».

Jeanne Derock-Vahl a compris ce jour-là le fossé qui la séparait de sa fille. Elle se doute bien que ce fossé ira en s'agrandissant lorsqu'elles vivront ensemble. A l'avance, elle s'efforce de le combler. Elle s'est mise à laver ses verres. Les premiers résultats visibles ont été obtenus il y a quelques semaines : désormais, Mme Derock-Vahl ne signera plus d'une croix. Mais ce n'est pas tout. La façade de son logis a été repeinte en sépia. Il y a des iris sur la corniche, au-dessus de la porte.

De ce drame à trois, Guy-Henri-Louise est exclu. Il a son drame pour lui tout seul, à part entière. C'est l'exclu par principe, par essence. Jusqu'à présent, l'école lui était interdite sous

(A.P.)

JEANNE DEROCK-VAHL ET HENRI-GUY-LOUISE
« Tu resteras mon bébé »

Les Croisières Bleues

12 JOURS A BORD DU SUPER-YACHT

« STAR OF MALTA »

NICE - VILLEFRANCHE - PORTO FINO - ILE D'ELBE
CIVITAVECCHIA - ISCHIA - NAPLES - CAPRI - PALERME
TERRA NOVA - AJACCIO - NICE

Ski nautique - Excursions - Jeux - Hors bord

DEPARTS : 30 juin - 14, 28 juillet - 11, 25 août - 8, 22 septembre
Places disponibles de 53.900 à 156.800 francs

LASRY

16, RUE DE LA PAIX, PARIS - Tél. : OPEra 06-89 et 72-98

GEP

LA IIIe EXPOSITION DES MACHINES TCHECOSLOVAQUES aura lieu à BRNO du 1er au 29 septembre 1957

Pour tous renseignements, écrivez à la Chambre de Commerce Tchécoslovaque, UL, 28 RIJNA 13, PRAGUE 1, qui vous enverra toute documentation utile.

Communiqué.

le prétexte ubuesque que, s'appelant Louise, il ne pouvait avoir accès dans une école de garçons, et qu'étant donné son sexe il ne pouvait aller à l'école des filles. L'interdit vient à peine de prendre fin. Au milieu des enfants Derock, il tranche.

Qu'est-ce qu'on va faire de moi ?

Les autres font un avec leur pauvreté. Lui a plutôt tendance à la jeter à la face, comme un défi. Un regard suffit. Dans les jeux, il est le chef.

JEANINE PIESSET ET VIVIANE (A.P.)
« Je ne veux pas la voir. »

C'est lui qui conduit les autres. Mais à peine franchi le seuil du misérable logis où deux luxes contradictoires s'affrontent : des cages à lapins à l'extérieur, une télévision à l'intérieur, sa supériorité prend fin. Non qu'il y ait une discrimination. Mais il sait qu'il ne partage le pain des autres qu'à la suite d'une erreur, on le lui a dit. Lorsque le père Derock peint la façade en sépia ou plante des iris, c'est pour recevoir cette Louise dont il usurpe le nom et la place. Cela, il le sait aussi. Ces particularités, il les revendique, il les étale comme un signe d'opulence.

« Je suis l'enfant aux deux mamans. »

En fait, il n'appartient à aucune.

Des reporters ont voulu l'emmener chez les époux Piesset. Le père Derock lui avait mis ses habits du dimanche (pantalon de velours dont la ceinture élastique refuse tout usage, veste verte au terme de l'usure, et une cravate d'un rouge coquin) pour qu'il fasse bonne impression. Arrivé devant la maison, l'enfant s'est braqué d'un seul coup et, avec haine, il a dit :

« Cette maison, je ne l'aime pas. »

Intuition ou mouvement d'humeur? Ne risque-t-il pas, s'il pénètre un jour dans cette maison, d'être encore l'usurpateur, celui qui empêche les époux Piesset de vivre avec la petite fille qu'ils adorent ? Ces derniers temps, il a été tiraillé, interviewé, photographié, couvert de bonbons. Il autour de lui, il a dit, le jour où le jugement était rendu :

« C'est aujourd'hui qu'on me change. »

Mais lorsqu'il vit le visage de Mme Derock-Vahl transfiguré par la joie, il comprit que cette joie c'était sa condamnation. Il eut ce cri :

« Qu'est-ce qu'on va faire de moi ? Je veux rester avec Ginette » (une des filles de Mme Derock-Vahl).

La voyageuse de « continus à filer » l'absorba dans son allégresse du moment :

« S'ils ne veulent pas de toi, tu resteras avec moi, mon bellot. »

Le regard de Guy-Henri (il vient enfin d'être délivré de Louise) perdit son défi — ses épaules montèrent et redescendirent au rythme des sanglots. Pourquoi pleurait-il ? Flottant à l'intérieur d'habits trop grands pour lui, son désespoir n'arrivait pas à prendre forme.

SCIENCES

● Jean Rostand : A peine né, l'enfant est doté d'un lourd passé. — Françoise Dolto : Le psychanalyste ne remplace pas l'éducateur. — André Le Gall : Un enfant sur trois est condamné à l'insuccès scolaire.

Qu'est-ce qu'un enfant « inadapté » ? Dans quelle mesure jouent les caractères héréditaires, dans les conflits qui empêchent tant d'enfants de s'intégrer harmonieusement à la société? Qu'est-ce que la psychanalyse peut faire pour eux ? Quel rapport avec les insuccès scolaires ?

Consacré à la « Défense de l'Enfance », le dernier numéro de La Table Ronde *répond à ces questions.*

Au moment où — de l'entrée en sixième au bachot — tant d'examens ratés vont jeter l'inquiétude dans le cœur des parents et le trouble dans l'âme de l'enfant, on lira plus particulièrement avec profit la conférence prononcée à la Sorbonne par Jean Rostand qui donne le point de vue du biologiste, l'étude de Françoise Dolto, médecin psychanalyste, et celle d'André Le Gall, spécialiste des problèmes d'enseignement.

Voici quelques-uns des éléments qu'ils apportent à la meilleure connaissance de ces problèmes.

Jean Rostand et l'hérédité

Il y a en France environ 500.000 enfants inadaptés ou inadaptables. C'est dire l'ampleur du problème.

Tout être humain possède, dès le départ, son individualité biologique, sa singularité, son unicité, et peut affirmer : *« Personne n'est mon semblable. »*

Certaines combinaisons de gènes sont-elles destinées ou prédisposées à produire des individus inadaptables ou tout au moins difficilement adaptables ? Pour ce qui est des qualités physiques, la réponse n'est pas douteuse. Même observation pour les déficiences mentales. Mais les cas sont très nombreux où la détermination génétique n'est pas « contraignante » et constitue seulement un handicap qui tendra à faire pencher la balance du mauvais côté.

En ce qui concerne plus précisément les facultés mentales, le caractère, les tendances instinctuelles, le degré d'intelligence, de volonté, de persévérance, d'émotivité, de cruauté, etc., Jean Rostand se déclare *« assez sceptique quant à la transmission directe de ces facultés, de ces dispositions ou tendances. En revanche*, poursuit-il, *je ne doute pas, qu'il y a entre les patrimoines recueillis par les différents individus de très sensibles différences quant aux virtualités intellectuelles et affectives »*. D'abord parce qu'il est logique de penser que l'individualisation génétique crée une individualisation psychique comme elle crée une individualisation physique.

Les théories selon lesquelles le comportement serait lié au groupe sanguin, ou à certains types structuraux, lui parait assez vague et assez contestable. Néanmoins, Jean Rostand pense *« en gros que l'architecture corporelle ne peut pas ne pas avoir quelque chose à faire avec le psychisme »*... ne fût-ce que par l'image renvoyée par le miroir. On conçoit que le moi psychologique se construira différemment chez un individu ou très grand, ou très petit, ou très laid, ou très beau, etc.

En résumé, si le climat affectif, le milieu familial, l'éducation, certaines conditions sociales et la misère ont des répercussions indiscutables sur les conduites, le rôle de l'hérédité a une part non moins indiscutable.

A partir de la conception, dans ce minuscule fragment de protoplasme qu'est un œuf, la chance ou la malchance est intervenue : déjà elle pèse sur le destin pour l'infléchir.

Mais à partir de la conception, le milieu extérieur va entrer en jeu et dorénavant il ne va plus cesser de collaborer avec l'héritage. Or, le premier milieu est évidemment constitué par l'organisme maternel. Les influences biologiques propres à la mère sont donc beaucoup plus importantes que celles du père.

« Toutes les matrices ne se valent pas », précise J. Rostand. L'âge de la mère d'abord... Le retentissement éventuel sur le fœtus de toutes les intoxications : alcool, tabac, médicaments, des rayons X pendant la grossesse, auxquels on attribue l'augmentation de certaines leucémies. Et aussi influence du psychisme maternel.

Ainsi un enfant naîtra anxieux ou tout au moins prédisposé à l'anxiété parce que sa mère aura mal accepté l'état de grossesse.

L'enfant, à peine dans son berceau, est donc doté d'un véritable « casier biologique », d'un lourd passé. Les nourrissons sont donc déjà « des individus ».

Loin de contester ou de minimiser la valeur de l'apport psychanalytique, le rôle de la genèse de l'inadaptation, des frustrations, des conflits de l'enfance, de l'attitude des parents, Jean Rostand insiste seulement sur la liaison entre le biologique et le psychologique.

Les inadaptés se font-ils de plus en plus nombreux ? Peut-être sont-ils seulement mieux reconnus, peut-être la complexité sans cesse accrue des exigences sociales a-t-elle haussé le « seuil » de l'adaptation ?

Sur les facteurs proprement génétiques, c'est-à-dire sur la composition des patrimoines germinaux, nous ne pouvons guère agir.

La protection du fœtus pendant sa vie prénatale met en jeu toute l'hygiène physique et morale de la grossesse : il faudrait éviter les carences, les intoxications, les infections, les émotions, les fatigues, etc.

Les progrès dans les techniques d'accouchement doivent réduire le nombre des phénomènes traumatiques qui sont à l'origine de certains troubles mentaux ou caractériels.

Jean Rostand termine en signalant *« un assez fréquent malentendu touchant le terme d'adaptation. On a pu soutenir qu'il n'était pas souhaitable d'adapter l'individu à une société aussi imparfaite que la nôtre. Or, adaptation ne signifie point adhésion, approbation, consentement.*

Ce n'est pas parce qu'un homme sera adapté aux nécessités fondamentales de l'existence en commun, et de l'existence tout court, parce qu'il saura accepter l'effort, la souffrance, se plier aux disciplines du travail et aux devoirs de la solidarité, regarder en face le réel, ne pas se réfugier dans le mythe ou dans le rêve chaque fois qu'il subit un échec, une déception, une frustration ; ce n'est pas, enfin, parce qu'il aura, devant lui-même, devant autrui, devant le groupe et devant la vie, une attitude sage, honnête et virile, qu'il donnera pour cela son assentiment aux hypocrisies et aux férocités sociales. Je dirais même : bien au contraire ! Mais son indignation, son refus, sa révolte seront de bonne qualité, de bon aloi, elles seront d'un adulte et non pas d'un enfant, d'un homme sain et non pas d'un névrosé. »

Françoise Dolto et la psychanalyse

Depuis les origines de l'humanité, l'enfance a été regardée par les adultes comme un âge d'or et d'innocence, âge auquel les adultes rêvent de revenir chaque fois que la vie leur semble difficile.

Avec Freud s'est écroulé ce mythe si cher.

→

TRICOTAGE MÉCANIQUE
Achtnich & Cie
6, rue du Rhône, BELFORT
(Territoire de Belfort)
SOUS-VÊTEMENTS pour HOMMES, FEMMES et ENFANTS
Marques déposées :
« Les Trois Cigognes » - « Svelta » - « Sawaco » - « Sublimail »

→

Sans lui, nous ne comprendrions rien à certaines perturbations caractérielles graves du comportement d'enfants qui n'ont rien que d'apparemment normal, mais dont la mère et le père apprennent au psychanalyste qu'ils ont, chacun de son côté, et sans que l'autre en sache rien, de gros conflits personnels à surmonter. Nous ne comprendrions rien à la guérison rapide des troubles de la conduite de tel enfant, par le seul fait que les parents « verbalisent » leur souffrance en présence du médecin psychanalyste. Cette verbalisation ne change rien aux événements, mais modifie complètement l'angoisse des parents, apaisés par le fait de l'avoir exprimée.

Françoise Dolto cite quelques exemples précis de troubles réactionnels rapidement réversibles avec l'aide du médecin psychanalyste, mais indique qu'il existe chez les enfants de vraies névroses constituées et aussi des psychoses.

Tels sont les anorexies, les bégaiements prolongés ou apparaissant après 3 ans, les tics durables, l'énurésie (perte nocturne des urines) au-delà de 3 ans, la maladresse corporelle, les troubles de l'adaptation sociale, vols, mythomanies, fugues, cruautés, tous symptômes sérieux lorsqu'ils dépassent l'âge de 7 ans.

Elle cite un certain nombre de cas, en particulier des cas d'enfants voleurs « *qui se voient parmi les enfants de milieu social peu solide et souvent parmi les enfants riches aux poches garnies (...) qui ont été gavés de nourriture, alors qu'ils n'en avaient pas besoin* ». Et elle en explique le mécanisme.

Dans ces cas sérieux, aucune rééducation valable ne peut se faire sans psychanalyse. Tout au plus pourrait-on déplacer la composante perverse vers d'autres manifestations, mais le conflit intime demeurera et l'insatisfaction anxieuse s'aggravera même souvent, provoquant des manifestations somatiques chez un sujet qui, lorsqu'il était délinquant, jouissait d'une parfaite santé physique.

Mais, Françoise Dolto le précise, bien des parents pensent à tort que le psychanalyste remplace un éducateur, alors que son rôle est totalement différent. L'enfant ne peut se passer ni des éducateurs ni des parents représentant la réalité sociale structurée autour de lui.

Le rôle du psychanalyste n'est jamais de culpabiliser directement, de rassurer directement, de moraliser. Lorsqu'il guérit l'enfant des séquelles des périodes passées de sa vie, l'enfant reste encore en formation. Et son achèvement social et moral exige un milieu éducatif vrai, c'est-à-dire consciemment en accord avec les lois de la société qui l'entoure.

Et Françoise Dolto conclut :

« *En éducation, l'exemple fait plus que les conseils, mais les motivations profondes des adultes sont plus agissantes que leurs gestes. En thérapeutique, l'expression par un être humain de ce qu'il éprouve authentiquement, quand il peut être compris par un autre être humain qui le respecte, ne le juge pas et lui permet d'intégrer cette expression à son histoire vécue, une telle expression est un acte libératoire et créateur qui redonne le droit à l'existence pleinement humaine et responsable à celui qui l'avait perdu.*

La psychanalyse nous montre chaque jour expérimentalement le poids intense des souffrances que l'enfance d'une société porte en soulagement de celles des adultes et à l'insu de ceux-ci. »

André Le Gall et l'insuccès scolaire

95 % environ des enfants se présentent à l'école avec d'excellentes dispositions. Bien des déficients scolaires sont en réalité des élèves intelligents. Mais leur intelligence s'est perdue par suite de leur inadaptation à l'école ou plutôt de l'inadaptation de l'école à leur personnalité.

Les psychologues s'accordent à reconnaître la diversité des formes d'intelligence, mais cette notion capitale n'a pas encore pénétré vraiment l'enseignement.

André Le Gall passe en revue et étudie les trois formes d'intelligence :

L'intelligence concrète - instinctive, qui se caractérise par la nécessité éprouvée par l'esprit de continuer à raisonner sur des objets.

L'intelligence imaginative qui opère de préférence sur des symboles visuels ou auditifs, sur des images.

L'intelligence verbo-conceptuelle ou théorique, partout reconnue au point qu'on la tient souvent, et bien à tort, comme la seule forme de l'intelligence. Son affinité pour le langage, sa cohérence avec le langage, son absorption dans le langage, c'est ce qui la distingue. C'est le langage qui lui assure la voie des représentations générales et abstraites, des concepts.

André Le Gall trace ensuite le portrait psychologique et scolaire de trois grands types caractériels : le nerveux, le sentimental et le nonchalant (75 % de ce type sont de « mauvais élèves »).

L'intelligence n'est qu'une virtualité, qu'on actualise ou qu'on abandonne, une chance qu'on explicite ou qu'on néglige.

Et il conclut :

« *Notre enseignement condamne au moins le tiers de nos élèves à des insuccès dont ils ne sont pas — mais dont nous sommes — responsables.* »

DERNIERS PRÉPARATIFS AU MANS (U.P.)
Un banc d'essai pour l'avenir

AUTOMOBILE

● *Aux 24 Heures du Mans se préparent les voitures de 1970.*

Bolides et bricoleurs

AUX bolides des marques Ferrari, Jaguar, Maserati et Aston-Martin, qui dominent de toute leur puissance les 24 Heures du Mans, les constructeurs français opposent une sélection de voitures dont les meilleures ne peuvent espérer qu'un bon classement à l'indice de performance (l'indice de performance, rappelons-le, est le rapport entre le kilométrage réalisé effectivement en vingt-quatre heures par une voiture et celui qui lui était imposé d'après la puissance de son moteur et les résultats antérieurs).

Derrière les Porsche allemandes et les Lotus anglaises, les Panhard et les D.B. françaises peuvent espérer une bonne performance. Ce qui n'est pas le cas d'une petite 4 CV Renault V. P. transformée par l'ingénieur Payrard. Cette voiture, pilotée par Juste Vernet, le plus ancien des participants des 24 Heures du Mans, constitue pourtant un miracle de bricolage scientifique.

En règle générale, lorsqu'on veut faire d'une voiture de tourisme un bolide de compétition, il faut procéder à trois améliorations : celle du moteur, celle du freinage, celle de la suspension, tout en opérant un allégement rigoureux du véhicule.

Dans leur V.P. Renault, Vernet et Payrard ont, de surcroît, transformé la conception de leur bloc-moteur d'origine, en y adjoignant un double arbre à cames. L'embiellage est renforcé, les pistons allégés, bref tout est calculé pour que le moteur puisse tourner plus vite.

Amortisseurs doublés

La conception des D.B. et des Monopole (à moteur Panhard) est très différente.

Ces constructeurs font leurs propres châssis. Ils n'utilisent que le moteur Panhard, s'attachent à en améliorer la compression, l'échappement des gaz et à en alléger les pistons. Sur la plupart des voitures de tourisme que l'on veut transformer en bolides, c'est l'amélioration de la suspension qui est le changement le plus facile à réaliser : on se contente, en général, de doubler le nombre des amortisseurs. Pour éviter l'échauffement des pneus à grande vitesse, on utilise des enveloppes plus fines, donc moins gommées.

Dans la liste des marques engagées dans les 24 Heures du Mans, on ne trouve pas de voitures de grand tourisme. Les « Thunderbird Ford » se sont retirées de la course avant le départ ; elles n'avaient aucune chance contre les bolides. On ne peut pas faire d'une voiture de grand tourisme une voiture de sport. C'est le phénomène contraire qui se produit. A partir des voitures de course qui participent aux 24 Heures du Mans de cette année, les constructeurs réaliseront des modèles de grand tourisme qui ne seront pas livrés aux amateurs avant deux ans.

— *L'énorme avantage des 24 Heures du Mans*, a déclaré un constructeur anglais, *est de permettre aux grandes marques d'essayer, en circuit, les solutions mécaniques de l'avenir. Nos bolides portent en germe les éléments des voitures de série de 1970.*

PROCÈS

● *Les injures, quand on les lit, sont punies...*

Un point marqué

CERTAINES feuilles d'extrême droite sont fortes de l'indifférence que la violence de leurs injures provoque. On ne les lit pas. On ne les lit plus. D'où leur relative impunité.

C'est une faute, ou en tout cas une erreur.

Il nous a suffi de faire examiner six numéros, les plus récents, de l'une de ces feuilles, pour y trouver largement motif à poursuivre en justice son directeur, M. Malliavin, et deux rédacteurs, MM. Madiran et Albert Paraz.

Nous étions représentés, devant la dix-huitième chambre correctionnelle, par Mᵉ Georges Izard. L'adversaire, cela va de soi, par Mᵉ Tixier-Vignancour.

Dans l'un des articles, l'auteur déclarait « mensonger » un article de Jean Daniel, du mois d'août 1956, relatant les déclarations d'un soldat exposant qu'au cours d'une patrouille un sous-officier fit désigner dix otages qu'il abattit à la mitraillette.

MM. Malliavin et Madiran déclarent avoir agi de bonne foi et se fondent sur une lettre de M. Bourgès-Maunoury, alors ministre de la Défense nationale, à M. Tixier-Vignancour, lettre dans laquelle M. Bourgès-Maunoury déclare :

« *Les allégations qui y sont* (dans cet article) *contenues ont été vérifiées et j'ai acquis la certitude de leur inexactitude.* »

Cette lettre n'est pas datée, mais ultérieurement M. Bourgès-Maunoury confirma l'existence de sa correspondance avec M. Tixier-Vignancour. « L'Express » produit le témoin de la scène rapportée, M. Michel R..., qui a passé dix-huit mois mobilisé en Algérie.

« *Attendu que de l'ensemble de ces circonstances et des moyens produits par les parties, il apparaît que le tribunal n'ayant pas la possibilité de contrôler la valeur des éléments d'information sur lesquels le ministre de la Défense nationale a fondé la conviction qu'il exprime dans sa lettre du 10 octobre 1956 ; et d'autre part les parties civiles n'établissant pas avec certitude la réalité des faits...* »

Les faits

Le tribunal déclare non établis les délits de diffamation et d'injures publiques.

M. Michel R... ayant saisi dès le 22 mai des faits dont il a été témoin, la Commission Permanente de Sauvegarde des Droits et des Libertés individuelles, il appartient maintenant à cette commission de « contrôler la valeur des éléments d'information sur lesquels le ministre de la Défense nationale a fondé sa conviction », et de vérifier « la réalité des faits ».

Nous ne doutons pas qu'elle s'y emploiera.

Dans un autre article, intitulé « *L'Express lu au microscope* », le tribunal retient le caractère diffamatoire et le délit d'injures par des imputations telles que « *délirant de racisme à l'envers* », « *enragé de livrer l'Afrique à Moscou et à la Ligue Arabe* ».

MM. Malliavin et Paraz sont condamnés chacun à 20.000 francs d'amende et conjointement à 50.000 francs de dommages-intérêts.

Enfin les clients de M. Tixier-Vignancour sont condamnés aux dépens.

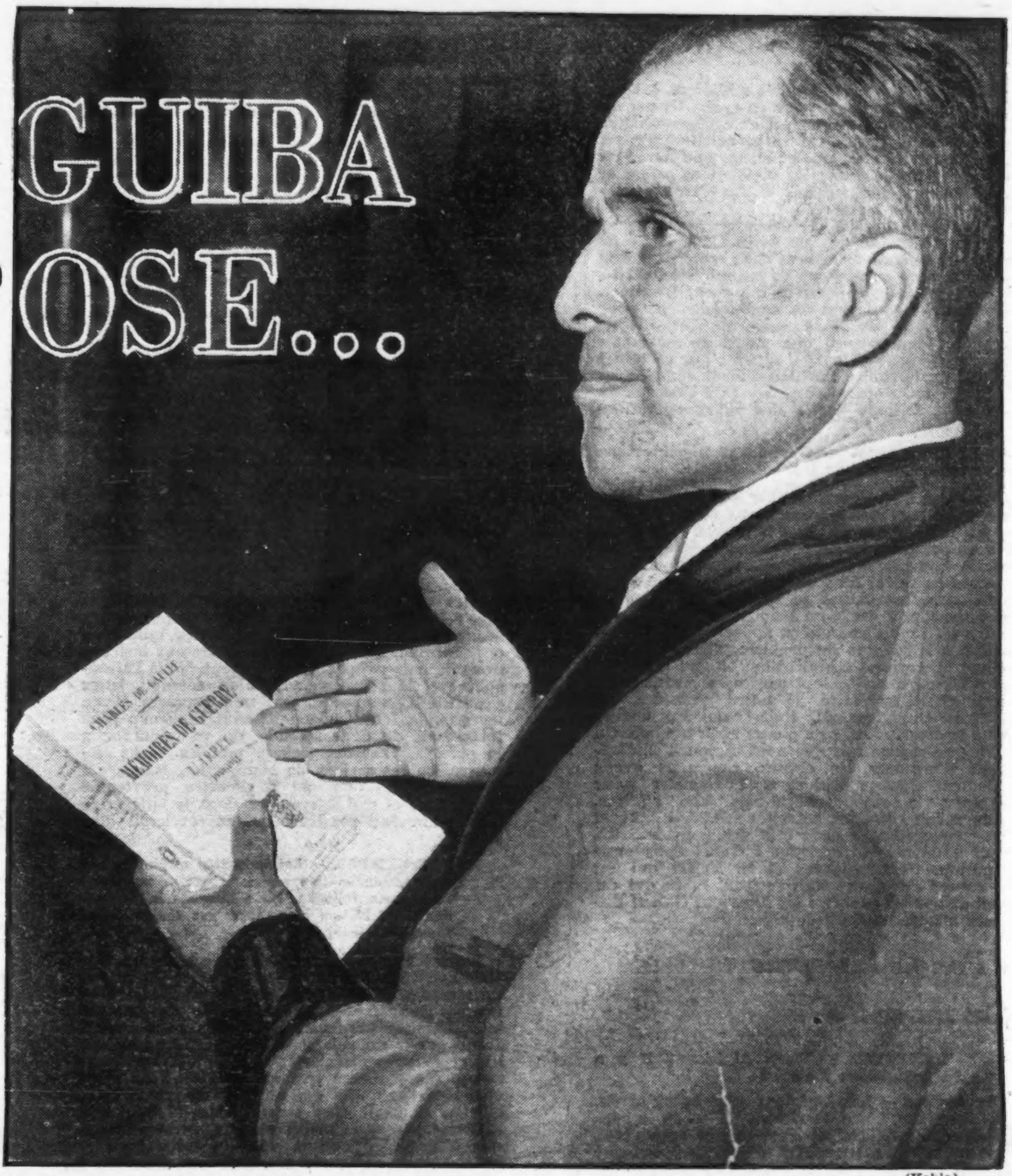
BOURGUIBA PROPOSE...

LA guerre d'Algérie menace de s'étendre à l'ensemble de l'Afrique du Nord par l'accumulation des incidents, des accrochages, l'activité des fellagha d'une part, les opérations de protection de l'armée française de l'autre. C'est en Tunisie, depuis deux semaines, que le risque d'une nouvelle épreuve de force se précise.

On connait le tempérament bouillant du leader nationaliste tunisien Habib Bourguiba, et aussi son génie politique. Les conditions actuelles le portent d'instinct à manifester ses sentiments avec violence. Un envoyé spécial de « L'Express » est allé le trouver à Tunis dimanche pour lui proposer de s'adresser librement et complètement à l'opinion française, pendant qu'il est encore temps que chacun écoute les arguments de l'autre. Nous avons enregistré, durant deux heures d'entretien, le monologue du leader tunisien.

Sa position, sa solidarité évidente avec les rebelles algériens, peuvent être diversement appréciées. Mais ce qui constitue un véritable événement c'est qu'en pleine crise, au moment même où la violence risque d'emporter les chances qui demeurent et de rompre tout dialogue, le chef du gouvernement tunisien, dominant l'effervescence de son opinion publique, maitrisant son propre tempérament, et faisant confiance à la France, formule dans des termes précis une vaste proposition constructive, riche de possibilités d'avenir.

Ce cri d'alarme et d'espoir, dont la spontanéité et la bonne foi nous ont paru incontestables, ne peut pas rester sans réponse.



(Kahia)

M. HABIB BOURGUIBA A LA PRÉSIDENCE DU CONSEIL, TUNIS
« La France peut reconquérir l'Afrique... »

UNE SOLUTION FRANÇAISE

L'EXPRESS. — Monsieur le Président, les choses ne vont pas bien...

BOURGUIBA. — Nous sommes en pleine crise. Il y a d'ailleurs plusieurs mois que ça couve. En essayant de voir les choses de haut, je crois que la raison de cette crise que nous traversons, c'est le décalage flagrant entre le nouveau statut de la Tunisie tel qu'il a été consenti, garanti par la France, et d'autre part la situation réelle, sur notre territoire, entre nous et certaines autorités militaires françaises. A tel point qu'on se demande si les conventions entre la France et nous sont prises au sérieux ou non par ces autorités.

J'en arrive à croire que les militaires ne peuvent pas comprendre ou ne veulent pas prendre au sérieux ce que c'est que notre indépendance. Ils veulent absolument que la présence des troupes constitue une « carte » avec laquelle ils peuvent « jouer » pour des négociations futures... « Vous voulez qu'on coopère ? Bon. Eh bien, on coopère. Mais nous gardons entre les mains l'occupation militaire comme atout... » Mais alors ce n'est plus de l'indépendance. Car l'essentiel de l'indépendance, c'est l'égalité entre nos deux pays pour toute négociation ou toute coopération.

Nous avons déjà vu ça en Indochine : toutes ces épithètes qu'on a collées au mot indépendance. Indépendance réelle, indépendance authentique, indépendance complète... et qui signifient toutes qu'en réalité il n'y a pas d'indépendance, mais des arrière-pensées.

L'EXPRESS. — Mais ce n'est pas vrai en Tunisie. Vous avez tout le pouvoir.

BOURGUIBA. — Justement il reste un problème grave qui est celui de l'occupation militaire. Nous estimons depuis longtemps que c'est notre intérêt que d'avoir une défense commune avec la France. Nous considérons que nous faisons partie du monde libre. Pour des raisons stratégiques et géographiques, mais surtout pour des raisons idéologiques. C'est notre façon à nous de concevoir la vie en société, la dignité humaine, la liberté : nous faisons partie des démocraties...

L'armée tunisienne étant sur pied en état d'assumer ses responsabilités, voici que nous nous heurtons à l'intransigeance des autorités militaires sur place. Quand nous avons parlé d'un début d'évacuation, ça a été presque un scandale...

L'EXPRESS. — Scandale, pour qui ?

BOURGUIBA. — Scandale pour certains chefs militaires, scandale pour une grande partie de la presse à Paris. C'est l'abomination et la désolation. Une véritable trahison : « Voilà Bourguiba qui demande l'évacuation des troupes !... » Alors moi je dis : « Est-ce que oui ou non nous avons choisi une fois pour toutes d'établir nos relations sur le libre consentement, sur l'intérêt réciproque ? » La France a fait ce choix. En Algérie, on continue une lutte en estimant que les intérêts français ne peuvent être sauvegardés que par la présence militaire. Mais en Tunisie, après une vingtaine d'années de controverses et de discussions, après trois ans d'épreuve de force stérile, la France a choisi. Elle a choisi d'asseoir ses relations avec le peuple tunisien sur une base d'égalité.

Vous savez que moi, ma politique c'est de faire les choses petit à petit, de ne rien brusquer. Nous n'avons pas demandé immédiatement l'évacuation. Les choses pouvaient attendre. L'armée française pouvait rester là. J'ai seulement parlé dans mon discours de Tatahouine d'évacuation *progressive*. C'était surtout pour orienter notre politique, montrer dans quel sens nous nous dirigions. Montrer que nous irions progressivement à mesure que nous pourrions assumer nos responsabilités, en demandant à la France elle-même d'organiser notre armée, de nous aider à la construire... Alors quelle levée de boucliers des personnages officiels ! On s'est mis à poser *comme principe* que l'armée française ne devait pas quitter la Tunisie.

Je me suis dit d'abord que c'était des déclarations pour consommation intérieure, puisqu'en fait, avec M. Seydoux qui était alors à l'ambassade, nous avons abouti à des accords locaux pour obtenir l'évacuation d'un certain nombre d'unités françaises. C'est ça qui est malheureux à dire : on reconnait la justesse de notre point de vue, on reconnait la nécessité d'un accord, on agit même dans le bon sens... *mais il ne faut surtout pas le dire*. Il faut le faire en cachette. Alors j'ai dit à M. Seydoux : « Mais quand vous quitterez telle caserne, telle région, ça va se voir ! »

Il dit : « Oui, mais gagnons du temps »...

Vous voyez à quel point ça devient petit. Je lui dis : « Mais quand vous allez quitter la grande caserne sur la place du Gouvernement, la Kasbah, on va bien s'en apercevoir ! »

Il dit : « Non, je vous en prie, ne l'annonçons pas, c'est à cause des militaires, qu'il ne faut pas heurter... »

« Mais enfin... Ce sont les militaires eux-mêmes qui vont évacuer ! Ils vont bien le voir, non ? »

Voyez-vous, c'est là le cœur de l'affaire : cette faiblesse des civils, cette faiblesse du gouvernement devant les militaires. Il s'agit toujours de les ménager, de gagner quelques semaines, ou même quelques jours, de façon à les amadouer un tout petit peu. Au lieu que l'homme politique, estimant qu'il a intérêt à suivre telle ou telle idée, à renforcer la position de Bourguiba et de son gouvernement devant les Etats arabes, devant les autres pays d'Afrique du Nord, devant le monde libre, non, ça peut gêner M. le général Untel, alors il faut faire tout ça en douce sans que ça se voie.

L'EXPRESS. — Ça vaut mieux qu'une rupture...

BOURGUIBA. — Remarquez, si ça peut faciliter les choses, moi je veux bien. Je n'ai donc pas trop insisté. J'ai dit : « Allégeons peu à peu. » Mais alors, voyant qu'il n'y avait pas de diffi-

→

cultés, il y a des personnalités militaires qui ont provoqué des incidents pour en créer. Ils provoquent des incidents sous prétexte de combattre des rebelles algériens. On va perquisitionner, on lance des ratissages, on brûle, on massacre, on casse, en Tunisie. Alors les populations crient et nous sommes bien obligés d'intervenir : accrochage avec nos hommes...

Et puis il y a eu les incidents très graves après le coup de l'avion de Ben Bella. On a lancé de véritables opérations armées dans notre pays à la frontière algérienne. Pour les militaires en vérité, ils refusent de considérer qu'il y a une frontière. Ils décident qu'il y a un commandement pour toute l'Afrique du Nord, un seul dispositif de combat. Figurez-vous que nous avons même appris, en lisant le *Journal officiel*, que certaines parties du territoire tunisien étaient considérées comme « zones opérationnelles ». On s'est aperçu que nous faisions partie des zones opérationnelles de l'Algérie !

L'EXPRESS. — C'est l'Algérie qui est au centre.

BOURGUIBA. — Pour arranger les choses, éviter une crise trop grave, nous avons demandé qu'il y ait une espèce de *modus vivendi* et qu'en dehors des passages de convois de ravitaillement ou de convois sanitaires, les déplacements de troupes ne soient faits qu'en prévenant l'autorité tunisienne. Les choses se sont calmées un peu. Et puis, tout à coup, au lendemain de mon discours où j'avais cherché à apporter une contribution à la solution du problème algérien, il y a eu cet accrochage d'Aïn-Drahm où une rafale de mitrailleuse a abattu sept gardes nationaux tunisiens et le secrétaire de notre ministère des Affaires étrangères, M. Hajeri, qui est encore dans le coma. Alors ça a été un choc terrible. On a vu que chaque fois que nous essayons sincèrement d'arranger les choses, car nous avons tellement d'autres problèmes à résoudre pour assumer la responsabilité de nos affaires, chaque fois certaines autorités militaires lancent une provocation et nous font des embêtements... Neuf cadavres qui arrivent à Tunis dans cette situation. Neuf cadavres et M. Hajeri qui est mourant ! Le peuple était furieux. Et ce qui est plus dangereux encore : les Algériens étaient disposés à faire un coup de chien.

« Peuple ! Depuis Carthage... ».

L'EXPRESS. — Quels Algériens ? Il y a des fellagha en Tunisie ?

BOURGUIBA. — Les Algériens, fellagha ou civils, qui sont sur notre territoire. Il y en a des dizaines de milliers. Et c'est ça qui m'inquiète. Parce que, les Tunisiens, j'ai toujours la possibilité de leur expliquer, de les tenir. Mais ces gens-là, je les tiens du bout du doigt. Je leur dis : « Vous devez absolument respecter la souveraineté tunisienne ; laissez-nous faire, nous sommes vos frères, mais si vous voulez aider votre cause il ne faut pas gêner notre politique et notre souveraineté... » Je fais ce que je peux. Mais dans cette situation, avec ces provocations, le peuple est en effervescence. Des clameurs, des manifestations, des protestations... Vous avez des gens qui peuvent se camoufler en Tunisiens et qui ne le sont pas. Toutes ces provocations militaires créent une situation terrible et notre pays risque, c'est vraiment bête, de sombrer dans l'anarchie par le fameux cycle, que nous avons connu, des représailles et contre-représailles.

Alors, je prends le micro et je crie à tous ceux qui m'écoutent : « Algériens, Tunisiens, peuple, rappelez-vous que nous ne sommes pas en guerre avec la France ! Nous avons lutté avec la France. Mais depuis le 31 juillet 1954, depuis le discours de Mendès France à Carthage, la guerre est terminée entre nous à jamais. Toutes les difficultés peuvent et doivent être résolues par des conversations. Nous n'avons pas de vengeance à tirer : nous ne sommes pas en guerre. Nos camarades qui viennent d'être tués sont morts injustement, mais leur sang ne sera pas perdu. Il contribuera à hâter l'heure de la vraie libération, de notre vraie dignité. »

C'est quelque chose de formidable de leur dire ça, de leur dire qu'ils ne doivent en aucun cas se venger et qu'il n'y a plus de guerre entre nous. Eh bien, ça a marché. Il n'y a pas eu d'effervescence populaire. Mes amis politiques étaient stupéfaits et enthousiasmés de voir que cette journée terrible, le lendemain du massacre, qui aurait pu devenir une journée de sang et de vengeance sur tout le territoire, était restée calme. Et que même les Algériens n'avaient pas pu bouger...

Sans doute ce calme ne faisait pas l'affaire de certaines autorités militaires, toujours les mêmes. Et le soir même elles ont mis de nouveau le gouvernement français devant le fait accompli. En même temps que mon allocution paraissait dans les journaux, je vois en première page un communiqué de l'ambassade de France, disant : « Pas question de s'entendre avec les Tunisiens sur aucune espèce d'autorisation pour les déplacements de troupe. »

Alors je téléphone à mon secrétaire des Affaires étrangères : « Qu'est-ce que c'est que ça ? Est-ce que maintenant on va polémiquer publiquement entre l'ambassade de France et le gouvernement tunisien ? Est-ce qu'on veut vraiment me faire perdre la face ? Allez voir ce qui se passe. »

Il m'a dit : « Comment ! Ça a paru, ce communiqué ?... Pourtant j'ai vu M. Gorse à ce sujet pendant près d'une heure et il a reconnu lui-même que ce n'était pas dans les usages diplomatiques. Il m'a assuré qu'il retirerait son communiqué. »

Voyez ça. Je comprends bien que l'ambassadeur, M. Gorse, n'ait pas pu imposer sa volonté, et qu'il ait dû céder encore une fois aux militaires. Mais, voyant qu'il ne pouvait pas tenir sa promesse, il aurait pu au moins nous prévenir. Nous dire que le communiqué allait paraître. J'aurais pu prendre des mesures, ne pas perdre la face... C'est au point que l'on se demande s'il l'a su lui-même. Vous savez, ce n'est pas du tout invraisemblable. Dans la situation qu'ont créée les militaires ici, il est bien possible que les représentants civils ne soient même pas tenus au courant de ce qu'ils font.

Alors les accrochages ont recommencé. Surtout dans le Sud... Ce que voulaient les militaires, c'était *afficher ostensiblement* qu'ils refusaient de demander des autorisations. Ils considèrent que c'est contraire à leur prestige. Ils en font une question de principe. Alors comment voulez-vous que réagisse un gouvernement qui se respecte, qui ne peut pas se laisser bafouer de cette manière par des chefs militaires qui se considèrent comme en pays conquis et qui refusent les ordres de leurs propres supérieurs civils ? L'ambassadeur m'a avoué carrément qu'il n'était pas en mesure d'exiger des militaires qu'ils se plient à des règles.

Nous sommes, seize mois après la proclamation de l'indépendance, en pleine crise, avec une armée d'occupation et des autorités militaires qui sont bien résolues à passer outre aux instructions de leur propre gouvernement. Voilà l'atmosphère et la situation... Et, bien entendu, leurs expéditions armées forcent nos barrages. Avec leurs tanks, leurs avions, ils sont beaucoup plus forts. Mais de cette façon-là, on va retourner à la guérilla. On n'empêchera pas les tanks de passer, ou les avions de bombarder, mais c'est toute la population qui se sentira provoquée et humiliée et qui se remettra dans la lutte pour gagner une indépendance qui se révélerait illusoire.

L'EXPRESS. — Les autorités militaires ont une préoccupation : il s'agit d'empêcher l'aide aux fellagha. Mais laissons la polémique. Pourrait-on s'entendre sur le stationnement des troupes ?

BOURGUIBA. — Bien sûr. Avec le sens des réalités que vous me connaissez, je ne cherche pas du tout des solutions brutales, je ne dis pas aux troupes françaises de quitter tout le pays, malgré les difficultés permanentes qu'elles nous créent. Je dis que je ne vois pas d'inconvénient à ouvrir les négociations sérieuses sur la défense commune, alors même que les troupes françaises occupent l'essentiel qui est la base de Bizerte, qu'elles la gardent en main, c'est-à-dire qu'elles détiennent la carte maitresse. Je pourrais demander à négocier comme un Etat complètement indépendant, à demander l'évacuation avant toute conversation. Mais je n'ai pas l'intention de le dire. Je ne veux pas faire de démagogie. Je demande seulement que l'on cesse de saper mon autorité.

Pourquoi vouloir saper l'Etat tunisien, pourquoi chercher à prouver constamment que notre indépendance n'est qu'une chose illusoire, au moment même où j'ai besoin de toute mon autorité, de tout mon prestige, pour essayer d'entraîner non seulement mon peuple, mais une grande partie de l'Afrique du Nord dans le sens que nous voulons, dans le sens d'une association avec l'Occident. Pourquoi saper ce que je voudrais construire et me diminuer aux yeux de mes propres compatriotes ? Ça fait du mal, ça gâche l'avenir et ça n'empêche même pas la contrebande d'armes dans le Sud.

« Les militaires ont le plus souffert... »

L'EXPRESS. — Ce n'est pas l'avis des militaires.

BOURGUIBA. — J'ai eu l'impression, la dernière fois que j'ai été à Paris, que le général Ely partageait ces idées de bon sens. Il estimait que cette très lourde implantation de troupes en Tunisie ne signifie rien et que c'est un état de choses dépassé. On en arrive à se demander si le gouvernement français et même les chefs de l'armée à Paris ne sont pas complètement débordés par les militaires locaux. Ils donnent l'impression de vouloir tellement les ménager qu'ils finissent par les suivre pour en être apparemment obéis. Nous trouvons un langage compréhensif auprès des civils, chez l'ambassadeur. Il y a même des militaires qui comprennent et qui font un effort. Par exemple, le général Gambiez, le long de la frontière algérienne où les choses sont très délicates. Mais dans tout le Sud il semble qu'il y ait des officiers qui n'ont rien oublié et rien appris. Nous nous heurtons à cette mentalité rétrograde qui veut toujours passer outre : « Pas question pour l'armée française d'accepter ceci ou cela ! Nous aurons la force de passer !... »

Quand j'ai dit, au lendemain du discours de Carthage, que la France ne regretterait jamais d'avoir fait confiance au peuple tunisien, je le pensais sincèrement et je le pense encore aujourd'hui. Je n'ai pas changé d'avis. J'ai toujours travaillé dans cette direction. Je l'ai dit partout, aussi bien quand j'ai été à New York qu'en Libye ou au Maroc ou dans d'autres pays du Moyen-Orient. J'estime que j'ai fait les choses loyalement. Je suis avec la démocratie et pour la liberté, je veux être avec la France. Et alors, bêtement, par tous ces coups d'épingles, ce sang qui coule chaque semaine, on pousse mon peuple à l'exaspération, on provoque une situation intenable...

L'EXPRESS. — C'est la guerre d'Algérie qui rend les choses difficiles et qui crée une atmosphère particulière...

BOURGUIBA. — Ce n'est pas seulement l'Algérie. Il y a chez les militaires, et quelquefois chez certains civils, une mentalité colonialiste qui n'a pas désarmé, qui n'a pas désespéré de revenir, de « remettre ça », de reprendre ce qu'elle considère comme « perdu », de refuser l'ère nouvelle.

« Les militaires souffre

L'EXPRESS. — C'est naturel.

BOURGUIBA. — Je le comprends. Nous l'avons bien senti. Les militaires sont ceux qui ont le plus souffert des « abandons ». Ils ne peuvent pas songer sans une certaine amertume que les gouvernements français leur ont confié des missions, en Indochine, en Tunisie, au Maroc, qu'ils les ont chargés de « mater » une révolte, qu'ils y ont mis tout leur cœur, qu'ils ont souffert et lutté pendant des années, huit ans en Indochine, trois ou quatre ans en Tunisie et au Maroc, et puis la France a changé sa politique, elle a choisi d'aboutir à un accord avec les peuples colonisés. Mais eux, ces militaires, ils ne voient pas que c'est le seul bon chemin, ils voient seulement ce qu'une certaine presse leur distille à longueur de colonnes : qu'ils ont été « trahis », que leurs morts sont morts pour rien. Ce qu'ils voient c'est qu'après des années d'efforts, ils doivent aboutir à une évacuation. On a ratissé, on a lutté, on a essayé de mater et puis regardez maintenant, c'est Bourguiba qui commande et qui voudrait que nous sortions ! Voilà comment on leur présente ces reconversions qui auraient dû se faire volontairement, à froid, et non au bout d'une inutile épreuve de force et comme un échec.

Alors cela apparait aux Français, et surtout aux militaires, comme une sorte de défaite, comme un revirement dû à l'impuissance, et non pas comme une volonté politique. Ils ont l'impression d'aller ainsi d'échec en échec. En vérité, les gouvernements ont commencé par les flanquer dans une impasse. Au moment où ils se rendent

…tiens de L'Express

compte que c'est une impasse, ils leur demandent d'en sortir. Ce n'est pas la faute de l'armée. Mais l'armée en ressent une grande amertume et ne comprend pas ce qui se passe.

Quand on leur parle d'indépendance, ils ont devant les yeux toujours ce même bédouin qu'ils traitaient comme un rien du tout, comme un zéro qu'ils manipulaient ; pour eux, accepter que ce zéro soit quelque chose, cela veut dire que la France s'en va et s'effrite... Alors que c'est bien l'inverse. Mais on ne leur a pas expliqué. Pour eux demander l'autorisation de faire quelque chose à M. Bourguiba, il ne manquerait plus que cela ! « Alors c'est fini, notre gouvernement ? Il n'est même pas en mesure d'empêcher Bourguiba de nous donner des ordres ! » Ils sont très mécontents. Et finalement, pour garder un peu

(Kahia)

…souffrent des « abandons ». On n'ose pas leur expliquer. Ils sont amers. Je les comprends. »

d'autorité sur ces gens-là, pour éviter qu'ils manifestent leur colère, votre gouvernement finit par les laisser faire et n'exige plus qu'ils obéissent...

Je vous assure que je comprends toutes ces réactions Dans ma façon de poser le problème, je fais toujours tout mon possible pour éviter de heurter les sentiments de ces hommes-là. Je dis toujours publiquement des paroles de reconnaissance, d'estime à l'égard de la France. Je pense et je dis que ce n'est pas du tout la France qui a été battue dans ces épreuves de force stupides, que ce sont les colonialistes qui ont été écrasés *grâce à l'aide de la France*, à l'aide de l'opinion française qui a compris où était le sens de l'avenir et qui a combattu, la main dans la main, avec nous contre les colonialistes qui représentent une minorité...

« Les mots pour lesquels on meurt... »

L'EXPRESS. — L'Algérie, c'est autre chose.

BOURGUIBA. — Je vois bien que la guerre d'Algérie, et l'échec, de nouveau, de l'armée dans cette guerre enveniment gravement les sentiments de frustration. Là-bas, en Algérie, ils ont vraiment misé toutes leurs forces pour gagner cette guerre. Les gouvernants ont essayé de renflouer le moral des militaires comme ils le peuvent. Ils ont essayé aussi par l'expédition de Suez. Et pourtant tant d'efforts ne peuvent arriver à aucun résultat. Alors pour les chefs militaires, ils ont l'impression que tout est fini, que c'est la fin de tout. On cherche des boucs-émissaires : « C'est Nasser, c'est Bourguiba, c'est Seydoux, c'est les traîtres, c'est Paris ! Il faut se méfier de Paris, il est capable de nous tirer dans le dos. Oui, c'est Paris qui a trahi ! » Alors on s'enferre de plus en plus, on s'enlise dans une affaire sans issue.

C'est pour cela que je fais tous mes efforts pour aider les nationalistes algériens à trouver une solution avec la France, une solution qui ne se contente pas d'être logique, théorique, mais qui permette vraiment de faire cesser le feu, de faire cesser cette tragédie qui va tout pourrir.

L'EXPRESS. — Vous la voyez, l'issue ?

BOURGUIBA. — Il y a en ce moment un décalage profond entre le maximum de ce que propose la France et le minimum de ce qu'acceptent les Algériens. C'est ce fossé que nous voudrions essayer de combler. Indépendance préalable avant toute discussion ? Ce serait considéré par les Français comme une capitulation. Un nouveau statut octroyé dans le cadre français ? Jamais les Algériens n'accepteront. Ils auraient peut-être accepté il y a dix ans ou même il y a deux ans ; mais c'est fini, même si réellement il était dans l'intention de la France de faire cette fois les choses honnêtement et non comme on le fit en 1947. Je suis persuadé que ceux qui veulent réellement proposer un statut nouveau à l'Algérie sont sincères. Mais c'est trop tard. Cela ne suffit plus... Il y a des mots pour lesquels on meurt. Vous Français, vous savez ça mieux que quiconque. La liberté ! Quelquefois elle aboutit même à la terreur, à la perte de toutes les libertés ; mais il n'y a rien à faire, on meurt pour la liberté... Eh bien, l'indépendance c'est un mot comme ça. C'est un mot qui a exactement la même résonance, la même force sur les consciences, un mot qui fait faire aux hommes des prodiges, qui leur fait accepter des sacrifices inouïs. Et vous sentez bien ce que supporte un peuple, comme le peuple algérien, tous ces gens qui meurent chaque jour pour leur indépendance.

Vous ne pouvez pas leur expliquer ce que ça représente effectivement, comment il faudra bien qu'ils s'arrangent, les possibilités pratiques, les cadres pour gouverner un pays et qu'ils n'ont pas, la nécessité d'un certain ordre pour élever le niveau de vie, les impératifs de la démographie et l'afflux nécessaire des capitaux, etc. Indépendance ! Etre dans son pays, avoir sa patrie !

Eh bien, si l'indépendance n'est pas admissible pour la France, alors on pourrait se résigner à laisser les faits arbitrer, à laisser l'épreuve de force continuer jusqu'à ce que ou bien l'insurrection soit écrasée, ou bien que les Français soient mis à la mer — toutes choses impossibles d'ailleurs. Une épreuve sanglante et sans fin qui serait un désastre. Un désastre pour tous. Bien entendu pour l'Algérie, parce que la France peut militairement tenir dix ans, vingt ans, si elle en fait une question de prestige, d'honneur, et qu'elle y mette tous les moyens. La France peut très bien continuer la guerre et faire beaucoup de mal à l'Algérie. Mais les Algériens aussi peuvent résister tout aussi longtemps. Ils sont décidés à mourir. Ils résisteront... Alors c'est l'anarchie, le sang, la haine inexpiable. Et déjà nous approchons du moment où cette guerre atroce pourra rendre toute sorte de réconciliation impossible. Ce serait une catastrophe pour la France et pour l'Afrique du Nord. Et pour nous en particulier, pour nous Tunisiens, nous serions dans une situation très difficile à tous points de vue.

Une tentative et une rupture

L'EXPRESS. — Alors ?...

BOURGUIBA. — C'est pour cela que nous estimons qu'il est de notre intérêt, comme il est de l'intérêt des Algériens et des Français, d'essayer de rapprocher ce minimum et ce maximum qui se heurtent. Nous avons essayé d'engager les deux parties dans une espèce d'engrenage qui conduise à un accord. J'ai pensé qu'en prenant au mot M. Guy Mollet, sa promesse d'élections libres et contrôlées qu'il avait faite devant l'O.N.U., on pourrait aboutir, après un processus plus ou moins long, à l'indépendance de l'Algérie sans qu'il y ait aucune défaite pour la France... Je sais bien que beaucoup de Français croient sincèrement que le peuple algérien, l'immense majorité du peuple algérien, souhaite continuer à demeurer un territoire français. Ils croient que ce sont les fellagha, le terrorisme des fellagha, qui empêchent les Algériens de manifester cette préférence, et qui rendent toute conversation difficile. Mais moi je connais les Algériens. Je suis persuadé que même ceux qui collaboraient avec les autorités françaises le faisaient, comme le faisaient certains Tunisiens, parce qu'ils désespéraient, parce qu'ils n'avaient aucun espoir de voir jamais leur pays devenir une nation. Alors ils préféraient collaborer pour essayer peu à peu d'avancer, par résignation. Mais il est impensable qu'un peuple fier, qui sait mourir, qui tient en échec une armée d'un demi-million d'hommes, retourne à la résignation. Je sais ce que c'est que le fellaghisme quand il n'est plus appuyé sur la volonté du peuple : il ne peut pas durer. En Algérie, croyez-moi, les fellagha s'appuient sur l'immense majorité du peuple algérien. Je sais donc que si le peuple est libre de donner son opinion, d'exprimer ses revendications, il votera pour sa liberté, pour sa souveraineté...

Il me fallait trouver un accord avec la France sur les modalités et les garanties qui permettraient au peuple algérien d'exprimer son opinion sans contrainte. Je pensais qu'en trouvant un accord avec la France sur les moyens, on pourrait arriver à satisfaire les aspirations du peuple algérien sans qu'il doive poursuivre la lutte sanglante. On devrait se mettre d'accord, puisque le gouvernement français a parlé lui-même de contrôle international sur les garanties à proposer : qui serait responsable de l'ordre pendant les élections, pendant la campagne électorale ?... Par exemple, il est clair qu'on ne peut pas faire d'élections « libres » avec des parachutistes policiers, l'état de siège, des camps de concentration, etc. Mais on peut sûrement arriver à des modalités précises, à des garanties sérieuses si les deux parties veulent sincèrement s'en remettre à la volonté du peuple algérien.

C'est pour cela que j'ai cautionné moi-même cette procédure proposée par le gouvernement français. Mais j'ai aussitôt constaté que du côté des Français, si on commençait à parler sérieusement, si on commençait à passer de la théorie à l'application, on n'était plus chauds du tout. Mon discours à la radio, reprenant la thèse française sur les élections, et lançant l'idée d'une rencontre pour la recherche des modalités, a eu un retentissement considérable dans les maquis, malgré la position de principe qui avait été officiellement affichée contre les propositions françaises. Personne n'a pu s'élever contre mon discours et déjà on sentait que les chefs algériens pourraient se prononcer à cet égard. Eh bien, en France, on a tout de suite vu les gens se braquer. On a vu qu'en vérité le gouvernement Guy Mollet n'était pas en mesure d'accepter vraiment des élections libres et contrôlées. Déjà une partie de sa majorité ne voulait même pas du collège unique. On a bien vu qu'en vérité l'idée des élections n'était prise que comme une façade. On n'imagine pas M. Lacoste acceptant un contrôle international, acceptant que le général Massu soit dessaisi de ses pouvoirs de police pour qu'on mette à la place un contrôle honnête et impartial. Et déjà, à l'idée même que les Algériens pourraient répondre aux propositions que je

→

BOURGUIBA : IL FAUT UN CHOC

faisais, on était pris d'inquiétude du côté des officiels français.

L'EXPRESS. — Mais alors comment se faisait-il que le F.L.N. n'ait pas pris ces propositions au mot et n'ait pas répondu à votre appel ?

BOURGUIBA. — Vous savez que le F.L.N. ce n'est pas un homme. Il y a une direction collégiale. Ce n'est pas simplement M. Fehrat Abbas ou M. Yazid. C'est un comité dont une grande partie est dans les maquis. Et quand ils doivent se réunir, c'est une affaire délicate et qui demande des délais. Pour obtenir leur accord, j'étais prêt à aller moi-même plaider cette cause auprès d'eux, travailler avec les uns ou les autres, pour arriver à dégager une voie pacifique. Eh bien, c'est à ce moment-là, le lendemain même de mon discours, que des incidents ont été provoqués par les militaires, ici sur notre territoire, et qu'en même temps le gouvernement français a décidé, brusquement, la rupture avec nous sur le plan économique. Tout s'est passé comme si l'on voulait immédiatement saboter ma tentative pour la paix en Algérie.

Mon discours a paru le vendredi. Le samedi, M Gorse m'a demandé un rendez-vous. Je pensais qu'il venait pour me féliciter ou pour me remercier de mon initiative, pour me demander comment on pourrait arranger en détail les modalités ! Et voilà que le dimanche j'apprends que M. Masmoudi, notre ambassadeur, a été reçu par M. Pineau. Je ne savais même pas de quoi il s'agissait. Et j'apprends qu'il a reçu brutalement la notification par M. Maurice Faure, avant même que je ne reçoive M. Gorse, de la décision française de rompre les négociations économiques avec nous et de suspendre l'aide financière.

Rupture économique, rupture militaire, comme un fait exprès, au moment même où il y avait de bonnes raisons de penser qu'on pouvait sortir de l'impasse. C'est vous dire que les Algériens ne pouvaient plus du tout prendre au sérieux les propositions françaises. En vérité, il y a encore trop de gens, parmi les officiels français, et surtout les chefs militaires, qui ont encore la conviction qu'ils pourront écraser les Algériens. Avec toutes ces histoires de dernier quart d'heure, de ralliements, ces idées qu'on est à Verdun ou quelque chose de semblable et que négocier serait du « défaitisme ». Ils croient encore à cela. Ils croient encore qu'il suffit de « tenir » un an, deux ans, trois ans pour obtenir une victoire. Quelle victoire ? Si vous demandez à M. Letourneau aujourd'hui encore, il vous dira que si on avait « tenu », que si on n'avait pas « lâché », que si M. Mendès France n'était pas arrivé, on avait encore des « cartes à jouer », des atouts et qu'on aurait pu « gagner »... Faudra-t-il attendre vraiment des années pour que ceux qui croient à l'illusion d'une victoire militaire sur un peuple en lutte pour sa liberté s'aperçoivent de la réalité ? Ce serait un désastre.

Que proposez-vous ?

L'EXPRESS. — Il y a sûrement des raisons d'espérer une solution constructive...

BOURGUIBA. — Je n'ai jamais désespéré du bon sens français. Malheureusement, ce n'est plus tellement une question de bon sens. C'est devenu une question maintenant d'épiderme, de sensibilité. Et ce qui est malheureux, c'est que certains hommes raisonnables, en France, ceux qui voient loin et qui connaissent la réalité, au lieu de s'attacher à expliquer à leur peuple de quoi il s'agit, continuent de le tromper, pour suivre le courant, pour suivre une sorte de mode, et lui inculquent cette idée folle qu'il s'agit d'une guerre vitale pour la France et que si on « perd » l'Algérie, c'en est fini de la France. Alors qu'il s'agit seulement de reconvertir les relations entre des hommes, entre des peuples qui ont coopéré pendant des siècles sous le régime colonial et qui doivent coopérer maintenant sous un autre régime, sur d'autres bases. Les hommes et les peuples ne peuvent pas vivre sans coopérer entre eux. Les grandes révolutions consistent à libérer les hommes pour leur permettre de s'associer sur des bases nouvelles qui tiennent compte de la dignité humaine.

C'est ainsi que le problème se présente et qu'il devrait être exposé au peuple français par ceux qui forment ses cadres. Ces hommes-là devraient dominer leur sensibilité et leurs passions et se poser la question du maréchal Foch : « De quoi s'agit-il ? »... Il s'agit d'un peuple, exactement comme le peuple français, qui s'est résigné pendant des dizaines d'années, mais ne se résigne plus et qui revendique son droit à la dignité. Ces choses-là sont facilement compréhensibles pour des Français. La France ne devrait pas avoir de difficultés à mettre en harmonie ce besoin de dignité avec ses intérêts, avec sa grandeur et sa vocation nord-africaine.

L'EXPRESS. — Qu'est-ce que vous proposez ?

BOURGUIBA. — *J'estime que le meilleur moyen de résoudre le drame algérien c'est de mettre en équilibre la souveraineté de l'Algérie avec une forme de coopération nouvelle des trois pays d'Afrique du Nord avec la France. Je propose de créer une communauté franco-nord-africaine dans laquelle la France, en même temps qu'elle perdrait volontairement ses positions colonialistes en Algérie, gagnerait la coopération de nos trois peuples. Une communauté dans laquelle il n'y aurait plus nulle part de méfiance; dans laquelle l'Algérie en particulier se sentirait libérée au même titre que la Tunisie et le Maroc. Voilà ce que nous pouvons créer.*

Nos peuples ne veulent pas et ne souhaitent pas humilier la France ni la diminuer — bien au contraire. Ils ont sa culture, ils sont liés géographiquement et économiquement à elle. *Il s'agit seulement de trouver les bases possibles d'une nouvelle coopération et de déterminer les liens nouveaux qui doivent nous réunir.*

Regardez combien, malgré tout, ces incidents présents et ces provocations militaires, nous cherchons ici à assurer toujours davantage la sécurité des entreprises françaises, à attirer un plus grand nombre de Français chez nous, pour travailler avec nous. Seulement il y a une reconversion : au lieu que ce soient des commis, des douaniers, des policiers, nous cherchons des ingénieurs, des professeurs, des médecins français. C'est cette reconversion qui est le fond du problème, et je suis sûr qu'elle est possible, malgré le sang qui coule en ce moment. Je crains cependant qu'elle ne devienne de plus en plus difficile et que si la guerre se prolonge en Algérie, avec ce qui se produit maintenant déjà, nous ne la voyions s'étendre au Maroc et à la Tunisie. Et alors nous ne savons plus du tout où nous irons...

Je demande à l'élite française, aux cadres français, à ceux qui guident leur pays, de voir la réalité avant qu'il soit trop tard, de préparer les conditions d'une vraie communauté nord-africaine et d'expliquer à l'opinion quelles sont les chances de l'avenir. Les chances économiques aussi, avec l'exploitation des richesses du Sahara qui devra nous unir et non nous diviser. La seule façon de sauver l'avenir, c'est de commencer par considérer les Algériens comme des êtres humains qui ont le même besoin de dignité que des Tunisiens ou des Marocains, ou que des Français ; c'est de retrouver le respect de la personne humaine, de cette étincelle divine qui est dans chaque être humain et qui le met au-dessus de la bête. C'est cela qui est à la base, c'est ce changement de mentalité.

L'EXPRESS. — Mais les Français le savent.

BOURGUIBA. — Je sais qu'il existe un grand nombre de Français courageux qui s'y sont attelés et qui luttent, sans attendre un désastre ou une intervention étrangère. Cette élite française doit orienter courageusement et honnêtement l'opinion, la préparer à une solution libérale qui est la seule possible, à une solution qui établisse les relations entre nos peuples sur des bases de respect mutuel.

Vous connaissez mes sentiments vis-à-vis de la France : je suis prêt à tout faire ce qui sera possible pour aider le peuple français dans cette transition difficile. Car je n'oublierai jamais, malgré les déceptions, malgré les crises, tous ces Français qui nous ont aidés à réaliser notre promotion de peuple libre et d'Etat libre. Je reste attaché à cette France que j'ai connue depuis ma jeunesse, et même depuis mon enfance, dont je parle la langue et avec laquelle je communie du plus profond de mon être. Je voudrais tant l'aider à trouver cette solution, à arrêter ce sang qui coule dans cette guerre atroce... Cette guerre affreuse, je n'y trouve qu'un seul aspect positif, c'est qu'elle contribue à mettre dans le cœur des Français de l'estime pour ceux qui savent mourir, pour ces combattants algériens qui résistent et qui meurent. De ce mal peut sortir une étincelle de lumière : cette estime entre guerriers qui affrontent ensemble la mort. Le peuple français finira par se rendre compte que ces hommes, qui font le sacrifice de leur vie, sont sincères et respectables et que ce sacrifice ne peut pas être vain. Le jour où la France libérera sa conscience et qu'elle dira : « Voilà sur quelles bases nouvelles j'entends établir, entre moi et le peuple algérien, des liens de coopération librement consentis avec un peuple qui a sa souveraineté et sa personnalité, qui a besoin de moi comme j'ai besoin de lui », ce jour-là nous pourrons alors nous réunir pour bâtir quelque chose de neuf. L'Algérie, entourée des Tunisiens et des Marocains, pourra construire avec la France une communauté nouvelle.

L'EXPRESS. — Comment la voyez-vous ?

BOURGUIBA. — A ce moment-là nous pourrons refaire cette conférence de Tunis qui a été bêtement gâchée, et dont le sabotage, à l'insu même du gouvernement français, a fait perdre beaucoup de temps, a fait verser beaucoup de sang. On pourra refaire cette conférence *avec la France* cette fois. J'estime qu'il serait possible de tourner la page, la page atroce de tout ce qui s'est déroulé depuis un an, de lever l'hypothèque de la guerre algérienne et de créer quelque chose de nouveau entre la France et l'Afrique du Nord, qui garantira plus qu'aujourd'hui la solidité des régimes tunisien et marocain.

L'EXPRESS. — Qui pourra parler au nom de l'Algérie ?

BOURGUIBA. — On s'abrite souvent, pour refuser toute conversation, derrière le fait qu'il n'y a pas en Algérie « d'interlocuteur », qu'il n'y a pas de Bourguiba ni de Sultan. Mais ce n'est pas un problème. Si la France déclare sur quelles bases elle entend fonder une communauté nouvelle, à ce moment-là il appartiendra aux Algériens de s'arranger pour révéler ceux qui devront parler. Ils le feront de la façon qui leur plaira ; mais, croyez-moi, de n'importe quelle manière nous verrons arriver à la table de conférence des plénipotentiaires au nom du peuple algérien.

« Reconquérir l'Afrique... »

L'EXPRESS. — Vous considérez donc que la Tunisie et le Maroc pourront consentir, spontanément, de nouer avec la France de nouveaux liens, qui n'existent pas aujourd'hui, dans une communauté franco-nord-africaine ?

BOURGUIBA. — *Il est très difficile, pour un pays comme le mien, qui vient à peine de conquérir son indépendance, et alors qu'elle est encore contestée, bafouée chaque jour par une armée qui se conduit comme une troupe d'occupation, il est très difficile d'envisager à ce moment même des limitations de souveraineté qui permettraient une communauté nouvelle. Aujourd'hui nous sommes dans l'optique inverse : nous sommes menacés de voir la guerre d'Algérie déborder en Tunisie et de voir tout ce pays engouffré dans la guérilla, la haine et l'anarchie. Eh bien, malgré tout cela je réponds : oui. Et je dis que cette communauté nouvelle est possible.*

Et d'ailleurs je suis bien persuadé que l'intérêt des Français, c'est que les Algériens, le plus vite possible, mettent la main à la pâte, se rendent compte eux-mêmes des difficultés de la gestion d'un pays, de la nécessité des investissements français, de la coopération française, il faut qu'ils touchent eux-mêmes du doigt les responsabilités d'un pays souverain, comme nous l'avons fait nous-mêmes, et alors tout redevient possible pour s'associer et travailler ensemble.

Seulement je vois bien aujourd'hui que l'opinion française est en quelque sorte dopée par une propagande constante qui tend à exciter la fibre cocardière, qui tend à cacher la réalité au peuple français et à lui enlever le sens de son intérêt véritable. Nous voyons, dans cette atmosphère, même des hommes et les journaux les plus raisonnables, qui nous ont aidés, qui ont compris quelle était la voie de l'avenir, avoir aujourd'hui une attitude déconcertante, ils se méfient d'eux-mêmes, ils paraissent avoir honte ou avoir peur de passer pour des « traîtres »... En particulier le fait que cette guerre a été menée depuis un an par un gouvernement à direction socialiste, cela a été une chose terrible. Cela a rendu la situation extrêmement difficile et a poussé les gens raisonnables, même ceux de la droite et du centre, dans une attitude crispée. Tout cela aujourd'hui est très embrouillé et nous voyons un grand découragement, aussi bien dans notre propre pays que dans l'opinion française. On risque de se résigner au pire...

Alors je crois qu'un choc psychologique, celui que je préconise pour créer une nouvelle communauté, pourrait réussir s'il émanait d'un homme au-dessus des partis, respecté par tout le peuple français et par tous les hommes libres, un homme qui a incarné le génie, la grandeur, la ténacité de la France et qui lui a permis de reprendre son rang — je crois que le GENERAL DE GAULLE pourrait être la chance ultime pour obtenir de l'opinion française qu'elle comprenne et qu'elle accepte cette grande reconversion, sans aucun sentiment de frustration ou d'humiliation, et pour réussir cette construction nouvelle.

Je suis persuadé que le général de Gaulle pourrait servir la France dans ce moment crucial de notre histoire et qu'il lui rendrait un service aussi grand que celui qu'il lui a rendu le 18 juin 1940. Mettre fin à l'épreuve actuelle par une solution raisonnable, permettre à la France de sauver ce qui doit l'être et même d'augmenter son potentiel et son influence, en tournant le dos au colonialisme, de reconquérir l'Afrique en reconquérant le cœur des Africains, voilà le rôle qu'aujourd'hui le général de Gaulle pourrait jouer en sauvant la vocation de son pays.

(*Copyright* L'Express.)

JEUX

● *Les concours de mots croisés passionnent les amateurs. Mais ce sont les techniciens qui les gagnent.*

VAL-D'ISÈRE APRÈS LES INONDATIONS
L'autre face du soleil

(Agip)

Le « gang » des « cruciverbistes »

POUR gagner un concours de mots croisés, il faut être maintenant un spécialiste ou, même, un professionnel. C'est pour cela que *L'Express* a abandonné le jeu de la Cagnotte.

Les amateurs de mots croisés n'ont pratiquement aucune chance d'enlever les prix : ils ne sont pas armés pour lutter avec succès contre les associations de « cruciverbistes » qui se sont constituées en France et en Belgique et qui organisent de véritables réunions de travail pour répondre à tous les concours dotés de primes.

Dès qu'un concours commence, les professionnels font leur apparition. Pour la plupart, ils dirigents des journaux de mots croisés. Abonnez-vous chez moi, disent-ils à leurs clients éventuels et vous recevrez tous les résultats des problèmes dans les délais. Ce sont les « pronostiqueurs ». Ils ne sont pas plus d'une demi-douzaine en France, mais ils sont particulièrement agissants.

Ces pronostiqueurs sont particulièrement bien organisés. Ils possèdent *tous* les dictionnaires et, entre autres, celui où les mots sont classés par nombre de lettres, celui où ils sont classés à l'envers, celui qui contient plusieurs milliers de mots cachés ; ils ont des milliers de fiches où sont classés, par ordre alphabétique et par nombre de lettres, toutes les rivières du monde, toutes les montagnes du monde, etc.

Echanges

Mais les pronostiqueurs ne sont pas les seuls à faire du mot croisé de compétition. Il y a aussi les spécialistes, ceux qui ont une mémoire photographique des mots. Ceux-ci aiment correspondre avec d'autres amateurs et ils font des échanges : le « six vertical » contre le « huit horizontal ». Durant le concours de la « Cagnotte » de *L'Express*, deux d'entre eux parcouraient 500 km en voiture pour se rencontrer et confronter leurs solutions.

Leurs voitures étaient bourrées de dictionnaires en tous genres. Pour déjouer les ruses — et les services de renseignements — de ces professionnels du mot croisé, Roger La Ferté utilisa, lors des derniers championnats de France, des trucs psychologiques. Dans une grille annoncée comme extrêmement difficile, il plaça le mot « Rombas » avec la définition suivante : « Ville sur la route du fer. » Pour un amateur éclairé, c'était aussi simple que « chapeau » défini par « se porte sur la tête ». Il s'agit d'un piège posé par La Ferté, pensèrent les professionnels, et ils refusèrent de marcher, d'accepter le mot « Rombas » qu'ils avaient aussitôt écarté de leur esprit comme étant trop évident.

Mais ces « trucs » psychologiques ne suffisent pas pour décourager les « gangs » de cruciverbistes.

Il faut rendre les mots croisés de plus en plus difficiles. Cette méthode peut finir par décourager les professionnels, mais elle écarte d'abord les amateurs et leur enlève toutes chances de triompher et surtout tout plaisir.

Chaque auteur de grilles a ses trucs pour surprendre et embarrasser. Il y a d'abord la définition à la Tristan Bernard : c'est celle qui amuse aussi bien celui qui l'invente que celui qui la maîtrise. Ainsi, M. Bellemin définit « *Orphéon* » par « distribue ses canards dans les kiosques » ; Max Favalelli définit *Staline* par « Feu rouge » ; Mme Philippe définit *caramel* par « fréquente le palais et menace la couronne » et Roger La Ferté définit *clef* par « c'est lorsqu'elle rentre qu'elle va faire un tour ».

Mots cachés

Mais le piège classique que tous les fabricants de grilles utilisent est celui qui consiste à faire appel aux « mots cachés » du *Petit Larousse illustré*. Précisons qu'une règle généralement admise veut que les mots utilisés dans les grilles se trouvent dans le *Petit Larousse*.

A côté des mots définis dans le *P.L.I.* par ordre alphabétique, il existe plusieurs milliers de « mots cachés ». Par exemple, au mot « Dame », quatre cartes sont dessinées ; avec une loupe, on s'aperçoit que le nom inscrit sous la dame de Trèfle est « Argine ». Argine est donc dans le *Petit Larousse*, sans être classée par ordre alphabétique. De même, ne cherchez pas le verbe « Segalha », il est à « zigouiller » : du méridional, segalha ; scier. Pour « Segalha », Roger La Ferté donnait la définition suivante : « mauvaise exécution dans la forêt des Landes ». A sa grande surprise, il reçut une dizaine de réponses exactes, du moins en ce qui concernait « Segalha ».

Ces réponses, postées d'une dizaine de villes de France et de Belgique, étaient, chose curieuse, écrites de la même main.

C'était là une nouvelle manifestation du « gang des mots croisés ». La grille où « Segalha » faisait office de piège était en effet la dernière d'un concours doté de prix importants.

JE, TU, IL...

● LA MÉTÉOROLOGIE NATIONALE a eu la vedette cette semaine. Pour les Parisiens à qui elle a appris que tous les records de chaleur (31°) pour cette époque de l'année ont été battus. Pour les habitants des régions alpines qui surveillaient avec inquiétude l'évolution des dépressions et la naissance des orages dont ils ont tragiquement souffert. Les pluies, puis le soleil, qui a fait fondre les neiges, ont provoqué des inondations catastrophiques: les dégâts sont évalués à 30 milliards. Les pertes dues aux destructions de routes et de travaux d'art seulement dépassent un milliard et demi, celles de la S.N.C.F. atteignent six cents millions. Aux Français pour qui cette semaine a été seulement la semaine du soleil, un appel à la solidarité a été lancé par la Préfecture de Savoie en faveur des sinistrés.

● PIERRE LÉPINE, 56 ans, a appris, en Amérique du Sud, que le vaccin antipoliomyélitique mis au point par l'équipe qu'il animait à l'Institut Pasteur va être pratiqué aux Etats-Unis par les Laboratoires Pfizer. Les réticences des Américains (qui, jusqu'alors, avaient préféré le vaccin Salk) semblent s'être évanouies : contrairement au vaccin américain, le vaccin du professeur Lépine n'a provoqué aucun accident en un an.

● LE BACCALAURÉAT a fait battre le cœur de 170.000 candidats, dont 43.000 Parisiens qui ont eu la possibilité de faire la preuve de leurs connaissances en arabe, en breton, en basque, aussi bien qu'en mathématiques. Il y aura, si l'on se reporte aux statistiques de l'an dernier, 80.000 « recalés » environ.

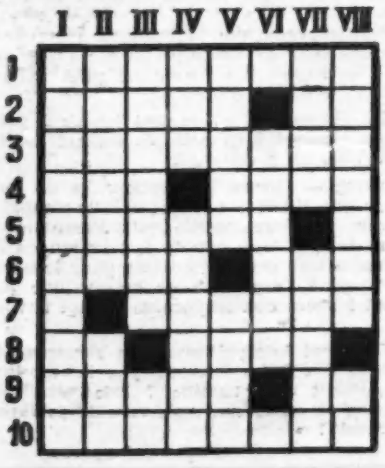
● ROGER GENEBRIER, 56 ans, préfet de police, a lancé une bombe : stationnement interdit en octobre sur un axe nord-sud (Porte de Clignancourt-Porte d'Orléans), stationnement limité dans le centre (zone bleue). Les commerçants se plaignent de ces mesures et soulignent que leurs clients ne pourront plus s'arrêter devant leur boutique. Les services de la Préfecture répondent : un sondage a permis de constater que ce sont justement les voitures des commerçants qui sont rangées devant les boutiques du matin au soir.

ARMENONVILLE
Bois de Boulogne
TOUS LES JOURS
DEJEUNERS
DINERS-DANSANTS
(Vendredi tenue de soirée)
SOUPERS apr. le spect. jusq. 2 h. mat.
SAMEDI et DIMANCHE THE DANSANT
ORCHESTRE AIME BARELLI
BAR SAB. 92-52

Mots croisés n° 88

HORIZONTALEMENT. — 1. Ses filles brillent chacune dans une spécialité. — 2. Donné par l'avertisseur. Numéro d'ordre d'un souverain qui servit de monture. — 3. L'une sert à l'attaque, une autre à la défense. — 4. Point d'autrefois. Lointain successeur de l'arc. — 5. Ne passait pas toutes ses journées au violon. — 6. Très insuffisant pour combattre l'incendie du gratte-ciel. Désinence de nom de métier. — 7. Il ne lui manque qu'une unité pour marquer l'élégance. — 8. En épelant, ne gagne pas à être fixe. Dans l'annonce d'une grave décision. — 9. Raccourcit, dans un but de conservation. Les manifestations antipolicières la mettraient aujourd'hui en émoi. — 10. Quand l'intrigue s'établit.

VERTICALEMENT. — I. Donne le moyen de quitter son quartier. — II. Venue d'elle-même, quand elle est folle. Un timbre n'y suffit pas. — III. A changé de ligne. Ses débordements ne sont pas redoutables. — IV. Résultat d'une édification progressive. Pas de la ville. — V. Pour trouer la peau. L'emporta sur la Chaldée, mais pas sur l'Assyrie. — VI. Est le fait du chien ou de rat. — VII. Permet de faire durer le miracle. Egale l'or en valence, mais pas en valeur. — VIII. Largement ouvert. Diminutif masculin.



	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	P	R	O	V	E	N	C	E
2	R	E	P	E	R	E	■	V
3	E	P	I	N	E	T	T	E
4	S	O	N	T	■	S	O	N
5	I	S	E	R	E	■	U	T
6	D	E	■	I	P	K	■	U
7	E	■	E	C	A	L	E	E
8	N	A	M	U	R	■	C	L
9	C	I	E	L	■	V	O	L
10	E	N	T	E	R	I	T	E

Solution du n° 87

ABONNEMENTS DE VACANCES

Pendant toute la durée de l'été, L'EXPRESS sera naturellement mis en vente dans toutes les stations touristiques.

Cependant, si vous voulez être certain de trouver L'EXPRESS chaque semaine, nous vous proposons des abonnements de vacances aux prix suivants :

2 SEMAINES........ 200 fr.
3 SEMAINES........ 300 —
1 MOIS........ 400 —
2 MOIS........ 650 —
3 MOIS........ 750 —

Règlement à L'EXPRESS, 37, Champs-Elysées
soit par chèque bancaire, soit par virement postal au C.C.P .7378-19 Paris

Stravinsky - 75 ans - parle de Boulez,

En ce mois de juin, Igor Stravinsky fête ses 75 ans. Considéré jusqu'ici comme étranger, voire hostile à la musique dodécaphonique, le grand compositeur vient d'étonner le monde musical par son rapprochement avec l'école de Schönberg (Messe de Saint Marc, Canticum sacrum, *exécuté à Gaveau en novembre dernier). Robert Craft, son chef d'orchestre, lui a posé un certain nombre de questions sur sa vie, ses amitiés, ses admirations, sa façon de composer... Stravinsky a répondu très librement à ces questions. Cet « Entretien » paraîtra en octobre dans un ouvrage d'hommages au maître (Collection Domaine musical, Editions du Rocher), à l'occasion de la venue en France de Stravinsky pour une série de concerts. Nous donnons à nos lecteurs la primeur de l'essentiel de ce texte.*

● A quel moment avez-vous pris conscience de votre vocation de compositeur ? Pouvez-vous le décrire ?

IGOR STRAVINSKY. — Je ne me rappelle plus quand ni comment je me suis figuré pour la première fois être compositeur. Tout ce dont je me souviens, est que cette idée m'est venue très tôt, encore dans mon enfance, longtemps avant d'entreprendre des études musicales sérieuses.

● Que valait le jugement musical de Diaghilev ? Quelle a été sa réaction quand il entendit pour la première fois le Sacre du Printemps ?

STRAVINSKY. — Plutôt qu'un jugement musical sûr, Diaghilev a possédé un flair immense pour déceler les chances de succès d'un morceau de musique ou de toute autre œuvre d'art. Il eut beau se montrer surpris lorsque je lui jouai le début de la partition (les *Augures printaniers*) et à l'audition d'une longue suite d'accords répétés, il se rendit très vite compte que c'était là autre chose que la démonstration de mon incapacité d'écrire une musique plus variée ; il a reconnu immédiatement le sérieux de mon nouveau langage musical, son importance et l'avantage. C'est tout cela, il me semble, qu'il a pensé à la première audition du *Sacre*.

● A qui devez-vous le plus parmi les contemporains de votre jeunesse ? A Debussy ? Pensez-vous que Debussy ait changé de manière à votre contact ? (Moi, je le pense.)

STRAVINSKY. — Dans ma première jeunesse j'ai été handicapé par des influences qui ont freiné le développement de ma technique de composition. Je pense par exemple, à l'Académie du Conservatoire de Saint-Pétersbourg ; heureusement, j'en ai eu rapidement assez. Cependant, les musiciens de ma génération y compris moi-même devons beaucoup à Debussy.

Je ne crois pas que Debussy ait changé à la suite de nos relations. En relisant les lettres amicales et élogieuses qu'il m'a adressées (il a beaucoup aimé *Petrouchka*), je suis assez déconcerté de constater des sentiments très différents à l'égard de ma musique dans certaines lettres écrites à des amis musiciens de la même époque. Etait-ce duplicité, ou était-il plutôt embarrassé par son incapacité à digérer la musique du *Sacre*, que la génération plus jeune acceptait avec enthousiasme ? Il m'est difficile d'en juger après plus de quarante ans (1).

Schönberg m'a impressionné

● Parlez-moi de votre rencontre avec Schönberg à Berlin en 1912. Vous êtes-vous entretenu en allemand avec lui ? (Je suis toujours curieux de savoir en quelle langue on a parlé et furieux de n'en rien apprendre, même dans de grosses biographies.) A-t-il été, dans son cercle, cordial ou distant ? A-t-il été un conducteur habile de son Pierrot ? Webern assistait-il aux répétitions berlinoises du Pierrot ? Avez-vous gardé un souvenir de lui ? Vous avez écrit sur l'instrumentation du Pierrot, mais non sur l'emploi de moyens strictement contrapuntiques et sur sa polyphonie atonale ; quelles impressions avez-vous gardées de ces innovations ?

STRAVINSKY. — C'est Diaghilev qui invita Schönberg à écouter mes ballets, *L'Oiseau de feu* et *Petrouchka*, et Schönberg nous invita à son tour à son *Pierrot lunaire*. Je ne me rappelle plus si c'était Schönberg, Scherchen ou Webern qui dirigeait les répétitions que j'ai entendues. Diaghilev et moi parlions allemand avec Schönberg. Il a été très amical et chaleureux avec nous et j'ai eu l'impression qu'il s'intéressait à ma musique (surtout à *Petrouchka*). Il est difficile de se souvenir de ses impressions après quarante-cinq ans ; mais ce que je me rappelle très nettement, c'est que la substance instrumentale du *Pierrot lunaire* m'a impressionné immensément. Et en disant « instrumentale », j'entendais par cela non seulement l'instrumentation, mais toute la structure contrapuntique et polyphonique de cet éclatant chef-d'œuvre instrumental. Malheureusement, je ne me souviens plus de Webern, ni même si seulement je l'ai rencontré.

● Et Berg, l'avez-vous connu ?

STRAVINSKY. — Je ne l'ai rencontré qu'une seule fois, à Venise, en septembre 1934. Il était venu me voir dans ma chambre verte au théâtre de La Fenice où j'avais dirigé mon *Capriccio*, dans un concert de la Biennale, avec mon fils Soulima au piano. Bien que ce fût notre première rencontre, et qu'elle n'ait duré que quelques minutes, je me rappelle avoir été tout à fait sous le charme de son attrayante finesse.

Proust, ses gants, sa canne

● Puisque vous remuez des souvenirs, voulez-vous me raconter votre dernière rencontre avec Proust ?

STRAVINSKY. — Après les premières de *Mavra* et de *Renard*, en juin 1922, je me suis rendu à une réception chez une de mes amies, la princesse Violette Murat. Marcel Proust s'y est trouvé également. La plupart des invités étaient venus de l'Opéra, mais Proust arriva directement de son lit, il se levait d'ordinaire tard dans la soirée. C'était un homme pâle, vêtu avec élégance, très à la française, portant gants et canne. Nous avons parlé musique et il exprima son admiration pour les derniers quatuors de Beethoven, admiration que j'aurais certainement partagée, si elle n'avait été un lieu commun chez les intellectuels d'alors, et plutôt une pose littéraire qu'un jugement musical.

● Klee, Kandinsky et Busoni, ont assisté à Weimar en 1923 aux représentations de l'Histoire du Soldat. Avez-vous gardé souvenir de ces trois hommes et de cette rencontre ?

STRAVINSKY. — J'ai passé très peu de temps à Weimar — juste assez pour les répétitions et la représentation de l'*Histoire*, dirigées par Hermann Scherchen. De ces trois artistes, je n'ai rencontré que Ferruccio Busoni qui pendant le spectacle était assis dans ma loge. Il m'a paru très touché par l'œuvre. Mais je ne saurais dire, si c'était par la pièce de Ramuz, par ma musique ou par tout ensemble, d'autant que, je le savais, j'étais sa « bête noire » de la musique. Malheureusement, je n'ai rencontré Klee ni à cette occasion ni plus tard. J'ai eu le bonheur de connaître Kandinsky plus tard à Paris, dans les années 30, et je garderai toujours de lui le souvenir d'un aristocrate, d'un *homme de choix*.

● Etes-vous d'accord avec le postulat de Schönberg selon lequel on ne peut jouer une œuvre que dans un seul tempo ? (L'exemple que Schönberg donne d'un morceau à tempo indéterminé, est l'hymne autrichien tiré du Quatuor de l'Empereur de Haydn.)

STRAVINSKY. — J'estime que toute composition musicale doit nécessairement avoir un tempo unique (une pulsation) et qu'elle lui est propre. Les différences de tempo sont le fait des exécutants qui souvent ne sont pas familiarisés avec l'œuvre qu'ils jouent, ou à l'interprétation de laquelle ils veulent donner une allure personnelle. En ce qui concerne la célèbre mélodie de Haydn, l'incertitude du tempo est due au comportement inquiétant de ses nombreux interprètes.

● Vous affirmez que vous n'êtes pas un penseur, mais un manieur de sons, que la composition musicale n'est pas une affaire de pensée, mais qu'il est dans votre nature de composer de la musique et que vous le faites naturellement, non par un acte de réflexion ou de volonté. Quelques heures de travail quotidien — à peu près un tiers de vos journées — pendant une cinquantaine d'années, ont produit une liste d'œuvres qui prouvent que la composition est vraiment innée en vous. Mais comment atteignez-vous la nature ? Comment vous concentrez-vous ? Les exercices vous sont-ils utiles ? Vous commencez probablement par jouer ? Des maîtres anciens ? Ou, comme vous l'avez une fois proclamé, s'agit-il d'un genre plus élevé de réflexes pavloviens, et le son du piano joue-t-il le rôle de catalyseur à l'égard d'une matière première, d'une musique virtuelle ?

STRAVINSKY. — La plus importante de vos questions est celle-ci : comment atteindre la nature ? Quand j'ai choisi mon thème principal, je sais, en gros, quel genre de matériaux musicaux il exige. Je me mets alors à chercher ces matériaux, soit en jouant des maîtres anciens (pour me donner de l'élan), soit en improvisant directement des complexes rythmiques sur une série de notes provisoire qui peut devenir définitive. J'élabore ainsi mes matériaux de construction.

● Quand vous écrivez le morceau que vous êtes en train de créer, êtes-vous toujours sûr de lui ? Le reconnaissez-vous immédiatement comme fini, ou devez-vous parfois le travailler pendant un certain temps ?

STRAVINSKY. — En général, je suis sûr d'avoir trouvé ce que je cherchais. Mais quand je n'en suis pas certain, je me sens mal à l'aise s'il me faut remettre la solution à plus tard et me fier à l'avenir. L'avenir ne me donne jamais la sécurité que m'offre le présent.

● Vous avez souvent fait remarquer que la période des découvertes dans le domaine de l'harmonie est révolue et que l'harmonie ne constitue plus un champ d'exploration et d'exploitation. Voulez-vous préciser ?

STRAVINSKY. — L'harmonie, c'est-à-dire la doctrine des accords et des relations des accords entre eux, a une histoire brillante mais brève. Elle nous montre que les accords ont peu à peu perdu leur fonction directe d'orientation harmonique pour ne plus séduire que par des effets superbes mais isolés. Aujourd'hui il n'y a plus de nouveautés harmoniques. Comme moyen de construction musicale, l'harmonie n'offre plus de ressource qu'on puisse sonder et exploiter avec profit. L'oreille et le cerveau contemporains veulent aborder la musique sous un angle complètement différent.

Ainsi le veut la Nature : nous nous sentons souvent plus près de générations plus éloignées de nous que de celle qui nous précède immédiatement. Aussi l'intérêt de la nôtre se tourne-t-il vers des œuvres antérieures à l'âge harmonique. Rythme, polyphonie rythmique, construction mélodique ou structures d'intervalles sont les éléments de l'architecture sonore que nous explorons aujourd'hui.

● Comment la composition sérielle a-t-elle influencé votre propre pensée harmonique ? Travaillez-vous toujours de la même façon, en entendant d'abord des relations de notes, et en les composant ensuite ?

STRAVINSKY. — J'entends certaines possibilités et je fais un choix. Je peux réaliser ce choix aussi bien en technique sérielle qu'en écriture contrapuntique tonale. Bien sûr, j'entends harmoniquement, et je compose comme je l'ai toujours fait.

Investigation au piano

● Néanmoins, la Gigue de votre Septuor et les canons chorals du Canticum Sacrum sont nettement plus difficiles à écouter harmoniquement que n'importe laquelle de vos œuvres antérieures. La technique sérielle n'a-t-elle donc pas eu un effet sur votre conception harmonique ?

STRAVINSKY. — La technique sérielle que j'emploie m'oblige à une plus grande discipline. Il est certainement plus difficile de suivre l'harmonie de ces œuvres-ci que celle des précédentes ; il en va de même pour toute musique sérielle qui doit être entendue verticalement.

Les règles et restrictions de l'écriture sérielle diffèrent peu de la rigidité en honneur dans la grande école du contrepoint de jadis. En même temps elles élargissent et enrichissent les possibilités harmoniques ; on commence à entendre davantage et avec plus de diversité qu'auparavant.

● L'idée musicale, à quel moment la reconnaissez-vous en tant qu'idée ?

STRAVINSKY. — Je reconnais les idées musicales lorsqu'elles commencent à solliciter un certain sentiment auditif. Mais longtemps avant qu'une idée prenne forme, je tâche à établir entre les intervalles des rapports rythmiques. Cette investigation des possibilités se fait toujours au piano; c'était aussi le cas pour Webern.

● Est-ce que dès la conception de l'idée, vous voyez nettement la forme que l'œuvre prendra ? Et quant à l'idée même, du timbre instrumental qui lui sera propre ?

STRAVINSKY. — Il ne faut pas croire que, avec une idée musicale en tête, vous conceviez déjà plus ou moins distinctement la forme de votre œuvre future. Le timbre non plus ne sera pas toujours présent. Mais si l'idée musicale est simplement constituée par un groupe de notes, ou un motif qui se présente soudain à la pensée, elle naît très souvent associée à un timbre correspondant.

● Dans votre musique, l'unité est établie par des moyens mélodiques et rythmiques, et d'autres encore, mais avant tout par la tonalité. Croyez-vous qu'un jour vous abandonnerez les relations tonales ?

STRAVINSKY. — C'est possible. Nous pouvons créer le sentiment d'un retour au point de départ par d'autres moyens que la tonalité. Des rimes musicales peuvent produire le même effet que des rimes poétiques. La forme ne peut exister sans quelque principe d'identité.

● En composant, pensez-vous jamais à votre public éventuel ? La prise de contact est-elle pour vous un problème ?

STRAVINSKY. — Quand je compose, je ne puis m'imaginer que l'œuvre ne puisse être comprise et reconnue pour ce qu'elle est. J'emploie le langage musical, et mon exposé fait au moyen de ma grammaire sera compréhensible pour le musicien qui a suivi l'évolution de la musique jusqu'au point où mes contemporains et moi l'avons poussée.

● Comment interprétez-vous la remarque de Webern : « N'écrivez-vous pas la musique uniquement avec l'oreille ? Elle vous sera toujours un guide sûr, mais vous devez savoir pourquoi ? »

(1) Voir les « Lettres de Debussy à A. Caplet », Domaine Musical Ed. du Rocher 1956 (N.D.E.).

de Proust, de Debussy, des critiques...

STRAVINSKY. — Webern ne pouvait se satisfaire d'un acte d'audition passive. Il demandait à celui qui l'écoutait, qu'il fût compositeur ou auditeur, d'établir des rapports conscients dans ce qu'il entendait. « *Vous devez savoir pourquoi.* » Il obligeait l'auditeur à écouter ce qu'il entendait, et il exigeait qu'il eût des rapports actifs avec la musique, sans lesquels il ne peut y avoir aucun contact.

● Valéry a dit à peu près que nous ne pouvons construire avec ordre qu'à l'aide d'un complexe de conventions. Comment déceler ces conventions dans une pièce comme les Lieder avec clarinette et guitare de Webern ?

STRAVINSKY. — Nous ne pouvons le faire. Dans ces mélodies de Webern nous nous trouvons en présence d'un principe d'ordre entièrement nouveau, et qui, en son temps, sera reconnu et codifié. La maxime essentiellement classique de Valéry ne prévoit pas que de nouvelles conventions puissent naître.

● Voulez-vous citer une œuvre d'un jeune auteur qui vous ait intéressé plus que toute autre ?

STRAVINSKY. — *Le Marteau sans maître.* L'embarras du musicien moyen, quand il veut juger des compositeurs comme Boulez ou Stockhausen, provient de ce qu'il ne voit pas leurs racines. Ces compositeurs sont nés adultes. Chez Webern, par exemple, nous pouvons retracer ses origines jusqu'aux traditions du XIX^e siècle et des siècles précédents. Mais le musicien moyen ignore Webern. Il pose des questions du genre : « *Quelle musique écriraient Boulez et Stockhausen si on leur demandait d'écrire des œuvres tonales ?* » Il se passera encore longtemps avant que la valeur du *Marteau sans maître* soit reconnue. En attendant, je n'expliquerai pas mon admiration pour cette œuvre, mais je paraphraserai la réponse de Gertrude Stein lorsqu'on lui a demandé pourquoi elle aimait les peintures de Picasso : « *J'aime les regarder* ». Moi, j'aime écouter Boulez.

Comment un critique pourrait-il savoir... ?

● Savez-vous quelle place a été faite à votre musique, à l'est du rideau de fer ?

STRAVINSKY. — Des amis qui ont assisté à la conférence sur la musique contemporaine à Varsovie en octobre dernier, ont dit que ma musique y était officiellement boycottée, mais cependant accueillie avec enthousiasme par certains compositeurs de la sphère soviétique. On ne peut la trouver nulle part, à l'est du rideau de fer, ni en éditions, ni sur disques; pas seulement la mienne, mais aussi les œuvres de Webern, Schönberg ou Berg. L'isolement musical de la Russie — elle dira : notre isolement — date au moins de trente ans. Nous entendons beaucoup parler de virtuoses russes, violonistes, pianistes ou orchestres. Mais il s'agit de savoir de quoi ils sont virtuoses. Un instrument n'est rien en soi ; l'œuvre qu'il joue, le crée seulement. La mandoline et la guitare, par exemple, n'existaient pas avant que Schönberg les employât dans sa *Sérénade*, d'une manière entièrement nouvelle. Un nouveau chef-d'œuvre de cet ordre constitue un appel pour susciter des musiciens capables de l'exécuter. Les virtuoses soviétiques ne possèdent pas de littérature postérieure au XIX^e siècle.

On m'a souvent demandé si j'accepterais de diriger en Union Soviétique. Pour des raisons purement musicales, je ne le pourrais pas. Leurs orchestres ne jouent ni les œuvres des trois Viennois ni les miennes, et ils seraient, j'en suis sûr, incapables de venir à bout de simples problèmes d'exécution rythmique que nous avons introduits dans la musique, il y a cinquante ans. Le style de ma musique leur serait aussi totalement étranger. Ces difficultés ne peuvent être surmontées au cours de quelques répétitions ; elles exigent une tradition de vingt ou trente années.

En Allemagne, à la fin de la guerre, j'ai trouvé une situation analogue. Après tant d'années d'hitlérisme pendant lesquelles mon *Histoire du Soldat*, le *Pierrot lunaire* de Schönberg et les œuvres de Berg et de Webern avaient été bannis, les musiciens ont été incapables pendant longtemps d'exécuter de la musique nouvelle, quoique, depuis, ils se soient certainement rattrapés. Il en va de même pour le ballet russe. Un ballet existe autant et davantage par son répertoire que par la perfection technique de ses danseurs. Mais son répertoire est constitué par quelques ballets du XIX^e siècle. Autre spécialité du ballet soviétique : un pompiérisme sentimental et réaliste en technicolor. Le ballet de notre siècle doit comprendre le répertoire de Diaghilev et les créations des rares bons chorégraphes qui sont venus depuis.

● Voulez-vous dire quelque chose sur l'institution du mécénat ?

STRAVINSKY. — Le mécénat systématique est bien inadéquat. Il a suscité toute la musique de Schönberg, Berg, Webern, Bartok, ainsi que la mienne, bien que la plupart de nos œuvres n'aient pas été suscitées du tout, mais, une fois écrites, lâchées sur le marché pour concurrencer d'autres catégories de musique plus commerciales. Ceci explique en partie pourquoi quatre de ces compositeurs sont morts, en plein XX^e siècle, dans une situation, sinon humiliante, du moins éloignée de l'aisance. Le mécénat n'a pas changé depuis cent cinquante ans, excepté qu'aujourd'hui il semble avoir bien diminué.

(Cartier-Bresson.)

IGOR STRAVINSKY
Quand on écoute de la musique, il faut savoir pourquoi

● Que voulez-vous dire en affirmant que les critiques sont incompétents ?

STRAVINSKY. — Je veux dire qu'ils ne sont même pas armés pour juger d'une grammaire. Ils ne voient pas comment une phrase musicale est construite ni comment on écrit la musique ; ils n'ont aucune compétence pour juger la technique du langage musical contemporain. Un critique américain, par exemple, en comparant mon *Rake's Progress* et *Wozzeck* définit ce dernier comme une œuvre dodécaphonique. Les critiques informent mal le public et retardent la compréhension des œuvres. Par la faute des critiques, beaucoup d'œuvres de valeur arrivent trop tard. Combien de fois ne lisons-nous pas de comptes rendus de premières auditions de musique nouvelle, c'est-à-dire inconnue, dans lesquels le critique loue ou blâme, mais généralement loue : l'exécution. On exécute toujours quelque chose. On ne joue pas dans l'abstrait, indépendamment de l'œuvre qu'il s'agit de rendre. Comment un critique peut-il savoir si un morceau qu'il ne connaît pas a été bien ou mal joué ?

● A l'époque où vous étiez encore élève de Rimsky-Korsakov, aviez-vous pour Tchaïkovsky la même estime que plus tard, dans les années 20 et 30 ?

STRAVINSKY. — Aussi bien alors que plus tard j'ai été contrarié par des passages vulgaires trop fréquents ; d'autre part, contrarié autant que ravi par la fraîcheur réelle de son talent (et de son esprit inventif quant à l'instrumentation) ; et ceci surtout en comparaison avec le plat naturalisme et l'amateurisme des « Cinq ».

● Quel genre de musique vous fait aujourd'hui le plus de plaisir ?

STRAVINSKY. — Je joue les virginalistes anglais avec une joie que rien ne diminue, ainsi que Couperin dans l'édition Brahms-Chrysander, les cantates de Bach, trop nombreuses pour être citées, les madrigaux italiens plus nombreux encore, les symphonies sacrées de Schutz, des messes de Josquin, Ockeghem, Obrecht et d'autres qui font toujours mes délices. Les quatuors et les symphonies de Haydn, les quatuors et les sonates de Beethoven, et parmi ses Symphonies, surtout la 2^e, la 4^e et la 8^e, me donnent parfois l'impression d'une délicieuse fraîcheur.

De la musique de notre siècle, ce sont deux périodes de Webern qui exercent la plus grande attraction sur moi : les dernières œuvres instrumentales et les mélodies qui se placent entre les 12 premiers numéros d'opus et le *Trio* ; elles évitent la trop grande préciosité des pièces antérieures et comptent parmi les plus riches que Webern ait jamais écrites. Je ne dis pas que les dernières cantates constituent un déclin — bien au contraire — mais leur sentiment m'est étranger et je leur préfère les œuvres instrumentales.

Je vois que nous terminons notre conversation sur la musique de Webern. Les gens qui ne partagent pas mon penchant pour cette musique, seront étonnés de mon attitude. Je voudrais leur donner mes raisons : Webern est pour moi le « *juste devant la musique* », comme on est : « *juste devant l'Eternel* », et je n'hésite pas à m'abriter derrière la protection bénéfique de son art non encore canonisé.

(*Copyright* « *L'Express* » *et les Editions du Rocher. — Diffusion Albin Michel.*)

PARIS EN PARLE...

● THEATRE : *à Strasbourg,* **Maria CASARES** *fait de Phèdre une Carmen tragique.* **● OPERA :** *le « bel canto » enflamme à l'Opéra, déçoit à Enghien, enchante à Sarah-Bernhardt.* **● CINEMA : William WYLER** *défend qu'on touche à l'oie du Seigneur.* **● DANSE :** *le Calypso détrône le Rock and Roll.*

OPÉRA

Les Italiens à Paris

APRES les magnificences wagnériennes à l'Opéra, voici le *bel canto* italien qui se met à fleurir un peu partout dans le printemps parisien.

C'est l'Opéra qui en prit l'initiative, avec une fort belle représentation de *La Traviata*. Nicolaï Gedda, Suédois de Paris, mais Italien par le chant, et Ernest Blanc, Marseillais que Paris a adopté, en attendant que New York nous le prenne, parce qu'il possède la plus belle voix de baryton du monde, entouraient une jeune étoile de la Scala, Virginia Zeani, qui s'est acquis de grands mérites envers la musique française, en créant à Milan le rôle de Blanche de La Force, dans *Dialogues des Carmélites* de Poulenc.

Au pupitre, George Sebastian mena l'orchestre et le plateau avec une *furia* plus hongroise qu'italienne. Il eût pu, cependant, prendre exemple sur sa vedette, qui ne forçait jamais, tout en chantant les passages techniquement les plus difficiles avec une chaleur et une aisance admirables. C'est une grande voix lyrique que celle de Virginia Zeani, mais son ampleur et sa couleur, dramatique quand il le faut, notamment dans le grave admirablement poitriné, n'empêchent pas la stupéfiante agilité des vocalises. Et quelle actrice !

Ces grandes qualités lyriques et dramatiques, on les eût cherchées en vain au Théâtre d'Enghien, qui nous permit cependant d'entendre pour la première fois en France *Adrienne Lecouvreur*, de Francesco Cilea. Ce contemporain de Puccini n'en a ni la flamme ni surtout l'originalité ; son ouvrage, qui raconte les démêlés de la célèbre tragédienne de la Comédie-Française (née en 1692, morte en 1730) avec la princesse de Bouillon, sa rivale dans le cœur du maréchal de Saxe, ressemble à ces films italiens violemment mélodramatiques des débuts du muet ; l'exagération rhétorique y tient lieu de vérité et de sincérité, ce que la médiocre qualité vocale des protagonistes ne nous fit pas oublier.

Deux « inconnus » de Rossini

Enfin, au Théâtre des Nations, préludant à la célèbre *Lucia di Lammermoor*, de Donizzetti, avec Virginia Zeani déjà nommée, deux opéras-bouffes de Rossini, cet Italien de Paris, qui y mourut en 1868 après y avoir été le directeur du Théâtre Italien de l'époque, vinrent opportunément nous rappeler que *Le Barbier de Séville* n'était pas le seul ni probablement le meilleur ouvrage de l'illustrissime maestro. *Cendrillon*, composé un an après *Le Barbier* (qui est de 1816) fut présenté de parfaite façon, dans la version originale où le principal rôle féminin est confié à un mezzo-soprano, en l'espèce l'excellente Giulietta Simionato. La Rosine du *Barbier*, aujourd'hui chantée par un soprano léger, était également un mezzo, à l'origine ; mais où sont les mezzos d'antan ? Simionato est la seule à pouvoir chanter ces rôles aujourd'hui dans leur tessiture originale.

Deuxième « inconnu » de Rossini, *Le Turc en Italie*, de deux ans antérieur au *Barbier*, œuvre d'un jeune homme de 22 ans, est l'exemple parfait d'un style mozartien sans la substance mozartienne, au service de pantins vidés de l'humanité dont Mozart avait enrichi les personnages traditionnels de l'opéra-bouffe italien. Mais c'est d'une musicalité constante et d'une virtuosité qui fait qu'une émotion de joie musicale pure finit par s'emparer du spectateur. Ce fut un spectacle adorable, sous la direction de Oliviero de Fabritiis, avec Nicola Rossi-Lemeni (qui chanta, il y a deux ans, *Boris* à l'Opéra !), l'impérissable vétéran Mariano Stabile et cette créature bénie de Dieu qui a nom Eugenia Ratti (à Milan, sœur

(M.G.M.)

GARY COOPER ET MARJORIE MAIN
Tu ne tueras point

THÉATRE

PHEDRE OU CARMEN ?

(De notre envoyé spécial à Strasbourg, Robert Kanters.)

UN immense tableau noir occupe tout le fond de la scène : sur le sol, un tapis neutre délimite un grand espace rectangulaire, sorte de ring où par personnages interposés, le T.N.P. va livrer son premier combat avec Jean Racine : un seul meuble, au milieu, table basse ou courte banquette d'allure moderne et presque « fonctionnelle ». Ce décor abstrait nous fixe et nous intéresse tout de suite : il ne s'agira pas d'une reconstitution vaguement crétoise, mais de la tragédie éternelle et toute nue expliquée au tableau noir, de la lutte sans merci des passions engagées sur le ring.

Comment M. Jean Vilar a-t-il voulu diriger le combat ? Avec le souci de garder au texte toute sa force d'incantation, mais aussi de garder à la pièce son mouvement dramatique. Les symétries des personnages, les rapports de situation sont clairement indiqués, le mécanisme de la pièce mis à nu, puis rendu vivant. D'ailleurs, par la volonté de Racine, par la volonté de Jean Vilar et aussi par la nature de la distribution, nous sentons vite que le combat sera celui d'une contre tous.

M. Michel Piccoli, habillé en clergeon, joue le rôle d'Hippolyte comme celui de Joseph devant Mme Putiphar : il est surpris, embêté, mais il n'est pas tout à fait dans le coup et il ne rêve que de s'en aller. M. Alain Cuny prête à Thésée sa majesté lente et compassée ; le bras levé, il n'a guère qu'une attitude, celle du Christ en colère dans le Jugement Dernier de Michel-Ange ; il est choqué par ce qu'il apprend, peiné, mais il modère sa violence à l'excès. Mlle Simone Bouchateau n'a pas donné beaucoup d'éclat personnel à Aricie et M. Jean Vilar a filé en ronronnant gentiment le rôle de Théramène et son récit. Comme il a fait un jour mérite à Racine d'avoir refusé « cette forme bâtarde, émasculée du théâtre : le dialogue, exercice de virtuosité », **le metteur en scène s'ingénie d'ailleurs à nous faire comprendre que les personnages parlent les uns à côté des autres mais non les uns avec les autres. La tirade terminée, la réplique donnée, les acteurs se retirent sur la touche, pour employer une autre comparaison sportive, souvent le dos tourné au public. D'ailleurs, ils se tournent volontiers le dos entre eux. C'est une convention qui paraît assez vite facile et monotone.**

Seule donc, il y a Phèdre, c'est-à-dire Mme Maria Casarès, abordant enfin ce rôle où dès le quatrième vers, le texte lui ordonne de trembler. De Phèdre, elle a retenu et vécu toutes les fureurs. Elle brûle, elle frémit, elle est extraordinairement présente, elle pleure puis laisse son visage s'illuminer d'un semblant de sourire, elle se tord aux pieds d'Hippolyte, dans sa petite robe toute simple, comme Mme Jeanne Moreau dans La Chatte **se tord aux pieds d'un autre bel indifférent.**

Vice majeur

La présence physique de la passion, de la jalousie, de la fureur, de l'égarement extrême, du désespoir, de la folie — c'est cela que Mme Casarès veut nous apporter, et ce n'est pas peu de chose. Tout son sang espagnol lui fait tirer Phèdre vers une sorte de Carmen tragique, sans autre majesté que celle d'une lionne blessée à mort et hurlante. Et tout cela est gâté par un vice majeur.

Tout cela, c'est une conception du rôle, qui peut se discuter, mais enfin qui existe et se défend avec force. Mais ce qui ne peut hélas ! pas se discuter, c'est la diction et le registre de la voix. Pas une diphtongue qui ne soit plaintivement allongée, pas un « r » qui ne soit complaisamment roulé, pas une syllabe qui ne soit bêlée ou chevrotée. Mais c'est pour un taureau, et non pas pour une chèvre qu'on a eu des complaisances dans la famille de Phèdre. Jamais une tragédienne jouant un rôle de tout son cœur, avec toute sa passion n'a montré un mépris plus insolent du texte qu'elle prétendait servir : en le rendant inintelligible d'abord, car la prononciation est évidemment le cadet des soucis de notre inspirée, en en faussant radicalement la musique ensuite par la manière de prendre des temps ou d'allonger démesurément certains pieds du vers. Une cantatrice qui déformerait de cette manière un rôle chanté se ferait siffler dans un casino de province. Et comme M. Jean Vilar a une belle voix de théâtre et le sait, comme M. Alain Cuny a une belle voix de théâtre et le sait, nous avons parfois eu l'impression au festival musical de Strasbourg d'entendre la partition de Racine transcrite pour orgue de cinéma.

Tout peut encore s'arranger avant la présentation à Paris en décembre. « Racine dirigeait réplique par réplique, vers par vers, la rétive Champmeslé » **écrit M. Vilar dans son petit livre** De la tradition théâtrale. **Il est temps, juste temps qu'il s'en souvienne s'il veut sauver une représentation où il y a beaucoup d'intelligence, d'amour, de vérité.**

R. K.

Constance de *Dialogues* de Poulenc), qui joue en chantant et chante en jouant avec la facilité ahurissante d'un oiseau des îles, avec l'esprit, la force et la présence aussi que développe, depuis des siècles, la première école de chant et de théâtre lyrique du monde. A. G.

CINÉMA

L'oie du Seigneur

LA LOI DU SEIGNEUR

film américain de William Wyler, avec Gary Cooper (*Madeleine, Biarritz, Gaumont-Palace*).

L*A Loi du Seigneur* est ce film de William Wyler à qui M. Jules Romains et quelques autres académiciens d'habit ou de vocation ont attribué le Grand Prix du Festival de Cannes, mais qu'a boudé en revanche la quasi-unanimité de la critique cinématographique. Il sort cette semaine à Paris. Le public appréciera.

De quoi s'agit-il ? Du drame de conscience dans lequel la guerre de Sécession jette une famille de quakers de la paisible province de l'Indiana. Il y a là le père, un Gary Cooper vieilli mais toujours superbe, la mère, une Dorothy MacGuire qui réconcilierait avec Dieu bien des pécheurs, quelques enfants, plus une oie domestique qui devant le couteau de la cuisinière se réclame elle aussi de la doctrine de la « non-violence ».

La guerre pour cette famille a longtemps été l'affaire des autres. Mais voici que des « irréguliers » de l'armée sudiste envahissent le pays, saccagent et tuent. Le fils alors s'engage dans la milice locale et le père lui-même décroche son vieux fusil. Mais alors qu'il couche en joue le meurtrier d'un de ses voisins, il hésite, il se rappelle la parole du Seigneur : « Tu ne tueras point » et renonce à tirer.

William Wyler fait preuve dans cette scène d'un certain courage. Mais il ne va pas jusqu'à la témérité. Il n'a de cesse ensuite de compenser le geste du père par les actes d'héroïsme du reste de la famille : des coups de fusil que le fils tire sur les méchants Sudistes aux coups de balai que la mère abat sur les dos d'un pillard qui voudrait plumer l'oie du Seigneur.

Cette sorte de lâcheté avec laquelle Wyler se refuse finalement à prendre parti, s'efforce de contenter ceux qui ne croient pas en la violence et ceux qui y croient, se retrouve dans le style de la réalisation, douceâtre et conventionnel. Habile, trop habile Wylliam Wyler : qui aurait pu penser au temps où il réalisait *Les plus belles années de notre vie* que son propos se réduirait un jour à faire rire au spectacle d'une oie en délire ou pleurer à celui des larmes d'un vieux quaker ?

(« Paris-Match ».)

GARY COOPER ET SA FILLE MARIA
Voyez comme on danse

— A voir : —

En exclusivité :

● **Ariane** (à la manière de Lubitsch) ● **Le Quarante-et-unième** (amour et révolution) ● **Guerre et paix** (Tolstoï quand même) ● **Le Tour du monde en 80 jours** (pour petits et grands enfants).

Nous vous rappelons :

● **Viva Villa** (Studio de l'Etoile) ● **Celui qui doit mourir** (Impérial, Royal-Haussmann) ● **Les Etoiles ne meurent jamais** (Bonaparte, Agriculteurs) ● **La Blonde et moi** (Plaza) ● **Une Cadillac en or massif** (Cinéac Ternes) ● **Les Enfants du paradis** (Studio Raspail) ● **La Lune était bleue** (Studio Bertrand) ● **Ma femme est une sorcière** (Studio Parnasse) ● **M. Smith au Sénat** (Cardinet) ● **Un condamné à mort s'est échappé** (Marbeuf).

DISQUES

POULENC

Le Bal masqué, cantate profane sur des poèmes de Max Jacob, P. Bernac, l'auteur, L. Gromer, F. Etienne, M. Allard, R. Delmotte, H. Merckel, G. Marchesini, R. Luton. Dir. L. Frémaux. (1 d., 25 cm., 33 t. C 35 A 35. Vega.)

VOICI une version exemplaire de ce *Carnaval nogentais* sur des textes de Max Jacob, qui unit la verve la plus cocasse à un laisser-aller soigné avec délices et qui, de l'aveu même de l'auteur, mélange la violence au charme. Elle vient de remporter le Grand Prix du Disque.

● Pour la première fois à Paris, un concert de Musique de l'Inde sera donné avec le concours d'un des plus grands musiciens de ce pays, Ravi Shankar, dans un récital de sitar, le vendredi 28 juin, à 21 heures, salle Gaveau.

DANSE

Le Calypso vainqueur

GARY COOPER le danse avec sa fille, Charles Trenet avec sa mère, Ali Khan avec Bettina, Dario Moreno dans un hamac et Marlon Brando tout seul. Son nom : le Calypso. Origine : les Antilles britanniques. A Trinidad, son lieu de naissance, le Calypso était dansé et chanté par les travailleurs des plantations. Il gagna ensuite les « cabarets de bambou », des tentes recouvertes de palmes, sous lesquelles les vedettes locales qui s'appelaient « Attila le Hun » ou « Sa Majesté le Bourreau » s'affrontaient en des « crochets » spectaculaires.

Aux Etats-Unis, le Calypso, qui n'était pas inconnu (en 1945, « Rhum et Coca Cola » était déjà un best-seller), allait balayer le rock and roll. Harry Belafonte remplaçait Elvis Presley. L'album de disques de Belafonte, baptisé évidemment « Calypso », dépassait le demi-million d'exemplaires.

Trinidad, New York, la troisième étape, avant Londres, est Paris. Le glas du Rock and Roll y a été sonné par Freddie Bell et ses Bell Boys qui avaient pour mission de relancer, depuis l'Olympia, ce rythme en perte de vitesse.

Tous les chefs d'orchestre des night-clubs parisiens se sont déjà procuré des partitions de Calypso. Et l'on peut acheter chez les disquaires :

● Harry Belafonte : « Mathilda » et « Hold' em Joe » (R.C.A.).

● Dario Moreno : « Day O » et « Pâques à la Trinité » (Philips).

● Gloria Lasso : « Marianne » (V. S.M.).

EXPOSITIONS

— A voir cette semaine —

● **La collection Lehman** (une grande anthologie) à l'Orangerie ● **L'Art tchécoslovaque** (baroque et préhistoire) au pavillon de Marsan ● **Gromaire** (le bâtisseur), Maison de la Pensée française, rue de l'Elysée ● **Francis Gruber** (comme on n'en fait plus), galerie Framond, 3, rue des Saints-Pères ● **Nicolas de Staël** (toujours vivant), chez Jacques Dubourg, 126, boulevard Haussmann ● **L'Ecole des gouaches** (18 peintres, un jardin), galerie Claude-Bernard, 5, rue des Beaux-Arts ● **Brenson** (magie du glacis), galerie du Haut-du-Pavé, 3, quai de Montebello ● **Tapies** (des murs), galerie Stadler, 51, rue de Seine ● **Borès** (déjà classique), galerie Carré, 10, avenue de Messine ● **Latapie** (un revenant), galerie de Chaudun, 36, rue Mazarine.

Rappel :

● **Giacometti** chez Maeght, 13, rue de Téhéran ● **Beaudin** chez Louise Leiris, 47, rue de Monceau ● **Campigli** à la galerie de France, 3, faubourg Saint-Honoré.

Cabarets Dancings

CLUB des CHAMPS-ELYSÉES — THE tous les jours
Soirées : mercr., jeudi, vendr., samedi, dim.

Restaurants

LIDO ELY. 11-61 LIDO ELY. 11-62 LIDO
UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE
21 h. DINER DANSANT
23 h. LA REVUE "C'EST MAGNIFIQUE !"
de P. Louis-Guérin & Fraday

URSULINES, 10, r. Ursulines, ODE. 39-19
A partir de demain Samedi 22 juin
Le dernier film MUET (1928)
de Jacques FEYDER
LES NOUVEAUX MESSIEURS
d'après R. de Flers et F. de Croisset
et
LE MILE (JULES LADOUMEGUE)
de JEAN LODS

CAUMARTIN, 17, r. Caumartin, OPE. 81-50
NOTRE-DAME DE PARIS
Gina Lollobrigida - Anthony Quinn

HOTEL DROUOT
Exposition 26 - Vente 27 et 28 juin
Salles 10 et 11 réunies - Tableaux, dessins anciens. Objets d'art et d'ameublement 18e S.
MM. Catroux, Damidot et Lacoste
Me Etienne ADER

Paris sera toujours Paris
Tant qu'il y aura pour nous distraire
Et pour chasser tous nos ennuis
Le spectacle des Folies-Bergère

PAN
G. MILLETRE
Premier Prix du Conservatoire
Disques - Electrophones
Magnétophones
vous offre
Un Disque Microsillon
17 cm. (915 fr.)
DE VOTRE CHOIX
Pour tout achat de 5.000 francs
(un disque 30 cm. A pour 15.000 francs)
11, rue Jacob - DAN. 18-25
Ouvert de 9 h. 30 à 20 heures
SAINT-GERMAIN-DES-PRES

LOUEZ VOS PLACES
AGENCE LA MADELEINE
Tous les jours et Dimanches de 9 à 21 h
OPE 97-93 LIVRAISON DOMICILE
BOULEVARD DE LA MADELEINE

EXPOSITIONS

GALERIE LOUIS CARRÉ
BORÈS
10 AVENUE DE MESSINE

Galerie SAINT-PLACIDE
41, rue Saint-Placide
GANTNER
« A LA CAVE »
J. FIN
Du 22 juin au 5 juillet

GALERIE MAEGHT
GIACOMETTI
ŒUVRES RECENTES

« Orient-Occident », 5, r. des Sts-Pères, Paris
RAMIS
Œuvres récentes - Jusqu'au 1er juillet

Galerie DINA VIERNY - 36, rue Jacob (6e)
Exposition : POLIAKOFF, ATLAN, CHARCHOUNE, DUTHOO, HELMAN, PICHETTE, GILLET, DOUCET et André BAUCHANT

Galerie LARA VINCY - 47, rue de Seine
TOBIE STEINHOUSE 22 juin 10 juillet

Il faut lire le polonais

POUR SAVOIR OU EN EST

Il ne s'agit pas de dépasser le marxisme, mais de lui rendre vie

IL a fallu qu'une revue polonaise « Tworczosc » fasse un numéro spécial sur la France pour que l'élite des intellectuels français de gauche accepte de faire une mise au point sur leurs positions philosophiques, idéologiques et artistiques actuelles. Oubliant les divergences personnelles et les désaccords politiques du passé, MM. Jean-Paul Sartre, Albert Camus, Henri Lefevre, Georges Bataille, Louis Aragon, Jean Cassou et Maurice Nadeau — pour ne citer que les principaux auteurs — ont accepté de figurer au sommaire de la revue, et lui ont réservé la primauté de textes inédits dans leur pays.

Jean-Paul Sartre, dont l'étude sur le marxisme et l'existentialisme occupe presque le quart du numéro, a fait un effort remarquable pour rendre claires aux Polonais son attitude à l'égard du marxisme et les tâches intellectuelles qui incombent à l'existentialisme. Ce texte mérite d'être connu en France où les positions actuelles de l'auteur de « L'Etre et le Néant », souvent exposées dans une forme polémique, se prêtent à des interprétations diverses.

Pour démontrer les relations entre le marxisme et l'existentialisme, J.-P. Sartre commence son étude par une description des différences qui existent entre une philosophie et une idéologie :

« Le philosophe réunit dans une conception unique du monde la somme de la science contemporaine et, la basant sur un certain nombre d'idées-forces, exprime l'attitude d'une classe montante à l'égard de son époque et à l'égard du monde... Il est évident que les périodes de la pensée philosophique créatrice sont rares. En ce qui me concerne, je vois depuis le XVIIe siècle jusqu'à nos jours seulement trois périodes que je veux définir par le nom de grands philosophes : il y avait l'époque de Descartes et de Locke, l'époque de Kant et de Hegel, et enfin l'époque de Marx. Ces trois philosophies fournissaient l'une après l'autre un terrain fertile sur lequel poussait chaque autre pensée dans son époque et qui était en même temps l'horizon de toute culture. Chacune d'elles est indépassable, aussi longtemps que le moment historique qu'elle exprime n'est pas dépassé. C'est pourquoi les pensées anti-marxistes d'aujourd'hui ne sont rien d'autres que des rajeunissements apparents des pensées pré-marxistes. Le prétendu dépassement du marxisme ne peut être aujourd'hui que le retour au pré-marxisme, au pire, ou bien être la pensée contenue déjà dans le marxisme, au mieux. Ceux qui viennent au monde après de telles grandes périodes dans l'histoire des philosophies, qui procèdent uniquement à sa systématisation, qui, avec des méthodes nouvelles, essaient d'explorer des continents encore mal connus, qui posent à la théorie des tâches pratiques et l'utilisent comme arme de destruction ou de construction, ne méritent pas le nom de philosophes car ils se nourriront toujours de la pensée encore vivante de grands disparus. Ces philosophes relatifs, je propose de les appeler des idéologues, et je dis tout de suite que je considère l'existentialisme comme une idéologie qui vit en marge de la science, qui a essayé de s'y opposer au nom d'une réalité vécue, et qui essaie aujourd'hui de s'intégrer à elle... »

Pour expliquer les origines et les ambitions de l'existentialisme, Sartre décrit l'opposition qui a existé entre Kierkegaard et Hegel, puis l'idéologie de Jaspers, pensée nauséabonde et perfide qui n'était qu'un vestige du passé.

« Mais il existe un autre existentialisme — déclare Sartre — *qui s'est développé en marge du marxisme mais non pas contre le marxisme »* et il décrit sa propre découverte du marxisme :

« Quand j'étais étudiant à l'université, j'avais 20 ans, les chaires de marxisme n'existaient pas et les étudiants communistes hésitaient à se servir de Marx et à faire même la moindre citation de lui dans leurs dissertations philosophiques pour n'être pas automatiquement recalés à l'examen. La répugnance à l'égard de la dialectique était telle que même Hegel nous était pratiquement inconnu. Evidemment, on nous permettait de lire Marx, on nous recommandait même de le faire, mais uniquement pour pouvoir mieux « le réfuter » (...).

C'est à peu près à cette époque que j'ai lu « Le Capital » et « L'Idéologie Allemande ». J'ai tout parfaitement compris et en même temps je n'ai rien compris du tout. Car comprendre signifie changer, sortir de soi-même ; et la lecture n'a pas eu sur moi cet effet. C'est la réalité du marxisme qui a commencé à me changer; l'apparition dans mon horizon visuel des rangs compacts de la classe ouvrière. Cette immense masse qui vivait le marxisme et qui pratiquait le marxisme a exercé une influence extraordinaire sur les intellectuels petits-bourgeois.

Ce qui nous fascinait depuis longtemps, c'étaient les hommes réels avec leurs travaux et leurs soucis ; nous voulions une philosophie capable d'englober tout cela, sans nous rendre compte qu'elle existait depuis longtemps et que c'est précisément elle qui créait chez nous ce désir... Les événements politiques nous ont appris à nous servir de la notion de la lutte des classes, mais il a fallu toute l'histoire sanglante de la première moitié du XXe siècle pour que nous puissions la vivre dans sa réalité. Enfin, la guerre, l'occupation, la résistance, et tout ce qui en découla, ont bouleversé les vieux cadres de nos pensées ; nous avons relu de nouveau Hegel et Marx, nous avons lutté à côté de la classe ouvrière ; nous avons compris enfin que le concret c'est l'histoire, et que chaque lutte est dialectique. »

Après avoir décrit cette conquête marxiste des intellectuels de toute sa génération, Sartre répond à la question : pourquoi l'existentialisme ne s'est-il pas en quelque sorte dissous dans le marxisme ? Pourquoi a-t-il gardé son autonomie ? Il polémique ici avec Lukacs qui a donné à ces questions une réponse simpliste : « L'existentialisme, c'est la tentative de la bourgeoisie de trouver une troisième solution entre le matérialisme et l'idéalisme, c'est une philosophie de la bourgeoisie de l'époque de l'impérialisme ». Puis Sartre donne la vraie réponse :

« Le marxisme nous a attirés vers lui, a transformé tour à tour toutes nos pensées, a chassé de nos esprits les catégories de raisonnements bourgeois, mais n'a pas pu satisfaire entièrement notre soif de comprendre le monde, parce que dans le secteur spécifique dans lequel nous nous sommes situés, il n'avait rien à dire et il ne pouvait rien nous apprendre, parce qu'il s'était arrêté. »

On se souvient que dans une récente polémique Sartre a déjà accusé le marxisme français « d'être arrêté ». Il développe cette thèse en appuyant sur de nombreux exemples qui prouvent que le stalinisme était « un empirisme sans idéologie » et une « théorie momifiée ». Ses adversaires trotsystes sont d'ailleurs tombés dans le même piège car leur attitude était entièrement déterminée par l'opposition à l'égard du parti communiste et non pas par l'analyse de la situation.

« Face à un tel marxisme, l'existentialisme — affirme Sartre — *a pu renaître et se maintenir parce qu'il réclamait le retour à la réalité des hommes et des événements comme jadis Kierkegaard s'opposait à Hegel. Seulement, Kierkegaard rejetait l'homme hegelien tandis qu'à présent, aussi bien le marxisme que l'existentialisme se donnent l'homme pour but. La différence est que le marxisme a confondu l'homme dans une idée tandis que l'existentialisme le cherche partout où il se trouve, au travail, à la maison et dans la rue. »*

Sartre répète une fois de plus que le marxisme est, selon lui, la philosophie de notre siècle, qu'il est le seul à nous fournir l'axe des coordonnées qui permettent de situer et de définir chaque pensée dans n'importe quel domaine de la science depuis l'économie politique jusqu'à la physique, et de l'histoire à l'éthique. Ce qu'il déplore seulement c'est l'usage que les marxistes ont fait des méthodes d'analyse qui sont entre leurs mains, et il appuie son affirmation sur des exemples de l'interprétation marxiste de la révolution française et de certains grands classiques de la littérature française.

« Une telle méthode (...) examine l'action et la pensée des hommes, uniquement pour pouvoir les faire rentrer facilement dans un schéma préparé d'avance. »

Pour prouver d'une façon amusante le schématisme de cette méthode, Sartre raconte comment Lukacs a fait l'analyse de son œuvre et de l'existentialisme en général.

Autre exemple choisi par Sartre pour démontrer la superficialité des analyses marxistes actuelles : Flaubert.

Cette faiblesse des analyses marxistes, Sartre l'explique par son incapacité à assimiler des sciences nouvelles, comme la psychanalyse et la sociologie. Il démontre comment le marxisme dégénéré qui s'était érigé en une science universelle et formelle a préféré détruire plutôt qu'assimiler. Car pour Sartre il est évident que :

« Le véritable marxisme, le marxisme vivant peut non seulement s'approprier les recherches chaotiques faites jusqu'à présent par la psychanalyse, mais il est même le seul qui puisse lui assurer la pleine efficacité... »

« C'est par l'utilisation qu'il fait de la psychanalyse que l'existentialisme se différencie provisoirement du marxisme. »

Un chapitre suivant de l'étude de Jean-Paul Sartre est consacré à la sociologie, elle aussi négligée par le marxisme, mais assimilée par les existentialistes. Il démontre l'utilisation que font, par exemple, les capitalistes américains des recherches sociologiques, et il conclut :

« Mais il ne faudrait pas tirer de là la conclusion simpliste que la sociologie est une arme de la lutte des classes entre les mains des capitalistes. Au contaire, il faut comprendre qu'elle doit son efficacité aux vérités qu'elle découvre et qu'il est nécessaire de l'arracher aux capitalistes et de la retourner contre eux... »

« Le marxisme d'aujourd'hui a tendance à rejeter dans le domaine du hasard tous les faits concrets de la vie humaine, c'est-à-dire les réduire aux aspects historiques des faits sociaux qui ne gardent d'une façon vivante que l'ossature générale. Comme conséquence, il n'a même plus l'idée de ce qu'est l'homme et cette lacune, il ne saura jamais la remplir par la psychologie absurde de Pavlov. Contre cette idéalisation marxiste, contre la déshumanisation de l'homme, l'existentialisme prétend que le rôle du hasard peut et doit être réduit au minimum. »

Cette affirmation, Sartre l'illustre par une longue polémique, se référant de nouveau au cas de Flaubert et à la révolution française. Il ironise notamment au sujet de Plekhanov, qui est allé jusqu'à dire que si Napoléon avait été un homme pacifique, il n'y aurait sans doute pas eu de guerre révolutionnaire, mais que l'histoire de France ne serait pas en fin de compte différente de ce qu'elle est. Et il définit le but précis que s'assignent les existentialistes :

« L'objet de l'existentialisme — puisque les marxistes ne veulent pas s'en occuper — est l'homme particulier dans le champ social de sa classe, au milieu d'objets collectifs et au milieu d'hommes particuliers (...) Pour nous, l'homme se caractérise par sa capacité de vaincre la situation dans laquelle il se trouve, et par ses possibilités de faire quelque chose de l'état dans lequel on l'a placé. Cette capacité se trouve dans les racines de l'humanité et avant tout dans sa nécessité... »

« Les conditions matérielles déterminent les relations inter-humaines mais elles doivent être vécues dans des situations particulières de chaque individu pour devenir des conditions réelles de praxis... »

« L'existentialisme rappelle également la spécificité des événements historiques et veut réta-

EFR

NEKRASSOV : LA VILLE NATALE
"PLUS FORT QUE DOUDINTSEV..."

Telle est l'opinion de l'EXPRESS, des LETTRES-FRANÇAISES et de LIBÉRATION
roman traduit du russe par R. L'HERMITTE, 324 p. 550 frs

LES ÉDITEURS FRANÇAIS RÉUNIS

SARTRE

blir leurs fonctions et leurs dimensions réelles... même l'histoire terminée et anecdotiquement connue doit être étudiée par nous en tant qu'objet de l'expérience totale ; nous reprochons au marxisme contemporain sa tendance à la considérer comme un objet mort et transparent d'une connaissance intransformable. »

Les communistes français, par contre — constate Sartre — se contentent uniquement de l'analyse à priori et de la description des faits selon les catégories dans lesquelles ils *devraient* être. Ils aboutissent ainsi à un retour au platonisme :

« *L'ouvrier cesse d'être un homme vivant qui se transforme avec le monde qui l'entoure : il devient simplement l'Idée platonicienne. Chez Platon, réellement, les Idées sont l'Eternité, l'Universalité et la Vérité. Le mouvement et l'événement trop obscurs pour refléter ces Formes statiques, restent en dehors de la Vérité. Platon tend à les englober dans leurs mythes. Dans le monde stalinien, l'événement est également uniquement un mythe constructif. Les aveux forcés trouvent dans ceci leur justification théorique ; l'accusé qui dit : « J'ai commis tel ou tel crime, telle ou telle trahison », raconte une légende stéréotypée et mythique sans se soucier de sa vraisemblance. On exige de lui, en effet, qu'il présente ses prétendus crimes comme une expression symbolique de son essence éternelle de traître et de criminel. Et tous ces contes terribles nous ont été donnés, il y a quelques années, pour démontrer la « véritable nature du régime yougoslave ». Ce qui m'a le plus étonné c'était que les contradictions et les incohérences dans les dates et les faits, innombrables dans les aveux de Rajk, n'ont jamais suscité la moindre suspicion chez les communistes. Pour les idéalistes qu'ils sont, la matérialité des faits n'a aucune importance ; seule leur signification symbolique importe. Autrement dit, le marxisme stalinien ignore les événements.* »

« *Par contre, l'existentialisme prétend que les événements historiques ne peuvent pas être compris comme une concordance absurde de notions à priori. Pour lui, chaque événement a ses qualités particulières : date, vitesse, structure, etc. et seule l'étude de ces qualités permet de rationaliser l'histoire à un niveau concret.* »

L'étude de Sartre se termine par des exemples choisis dans la critique du stalinisme, faite récemment en Pologne, et qui suffit à elle seule pour montrer combien les marxistes formels ont perdu l'Homme de vue. L'existentialisme peut donc venir en aide aux véritables marxistes :

« *Nous espérons qu'il s'agit là d'une tâche provisoire. Notre effort pour secourir le marxisme qui n'arrive pas à remplir son devoir, doit lui permettre de combler une lacune théorique et pratique qui est probablement responsable de l'aliénation sociale. Cela fait que nos tentatives présentes sont assez solitaires et qu'on les présente comme une idéologie indépendante. Mais pour rester dans le concret, il faut dire que ce n'est pas le marxisme qui nous a repoussés, mais les marxistes ou plutôt certains d'entre eux qui étaient à la fois les complices et les victimes du stalinisme. C'est pourquoi la frontière bien qu'étroite, qui sépare notre idéologie de la philosophie marxiste, est pour le moment infranchissable, tout en étant plutôt une frontière de fait qu'une véritable frontière idéologique. Mais il faut espérer que ce partage absurde ne va pas durer trop longtemps : avec la démocratisation des pays socialistes, c'est la praxis qui est en train de créer sa propre théorie. Il est absolument impossible qu'ils ne se rendent pas compte qu'elle est un progrès dirigé vers la réalité concrète, vers l'expérience, vers la véritable complexité des rapports humains. C'est alors qu'elle sera obligée de se forger ses propres instruments. Il ne s'agit pas de dépasser le marxisme — qui est indépassable aussi longtemps que la socialisation du monde entier ne sera pas terminée — mais de lui rendre vie.* »

Jean-Paul Sartre ne pouvait pas trouver meilleur auditoire pour sa franche explication que les intellectuels polonais. Il ne connaissait probablement pas encore, en commençant à l'écrire, la plupart des articles qui ont paru récemment dans la presse polonaise et qui font l'appréciation de fond du marxisme. Il y a quelques semaines, Leszek Kolakowski, dans « Nowa Kultura », et Pawel Beylin dans « Przeglad Kulturalny », procédaient à la même analyse critique des mérites et des insuffisances du marxisme en tant que science et en tant qu'idéologie.

L'étude de Sartre voisine dans « Tworczosc » avec d'autres textes remarquables des plus éminents intellectuels français. C'est dire combien les rédacteurs de « Tworczosc » ont réalisé un travail important. La juxtaposition de ces auteurs qui ne risquent pas de se rejoindre ailleurs constitue un numéro qui, publié à Paris, ferait sensation.

(Les citations de Sartre sont retraduites du polonais.)

● ***Existentialisme et marxisme : pour* Jean-Paul SARTRE *c'est un peu la lutte (pacifique) entre David et Goliath qui finiraient par se réconcilier.* ● Marie SUSINI *: une femme choisit entre deux solitudes.* ● *Pour le dixième anniversaire de la mort de* RAMUZ *la réédition d'un de ses romans les plus significatifs.* ● *Un Prix Goncourt méprise la littérature contemporaine.* ● *Deux encyclopédies de philosophie : une pour universitaires, la seconde pour l'honnête homme.* ● *La guerre israélo-égyptienne, vue comme un western.***

ON VOUS EN PARLERA

Solitude de la passion

UN PAS D'HOMME
par Marie Susini. Ed. du Seuil. 150 pages, 500 francs.

« ILS *sont là, debout l'un devant l'autre. Dépendant l'un de l'autre et s'abandonnant.* » Serge vient de dire à Manuela qu'il va partir et la laisser. Pourquoi ? « *La vie aurait tellement pu continuer comme avant, et à vrai dire, à bien réfléchir, de façon intelligente, il n'y avait aucune raison, absolument aucune raison pour se retrouver* seul, *chacun de son côté et* seul, *alors qu'il était si facile de vivre à deux.* » Simplement il arrive que « *l'un décide de quitter l'autre sans raison, de ne plus continuer la même route* ».

Peu importe en effet comment ils se sont rencontrés, comment ils ont vécu ce qui les a rapprochés ou séparés, pourquoi ils se quittent, car tout cela est fini et n'a plus de sens. Il n'y a plus que cette panique au cœur de Manuela. Ce vertige devant le gouffre ouvert de la solitude, de la mort.

Pour Manuela, la solitude c'est la mort, c'est la perte de l'unité avec le monde. Pour accéder à l'existence, il faut retrouver ce quelque chose « *si parfait, si harmonieux qu'il apprivoise on ne sait quoi dans l'esprit qui tient lieu de rencontre et de communication, remplace pour un moment le lien secret qu'on vient de perdre avec le monde* ». Ce quelque chose, c'est la passion, c'est le plus souvent l'amour où l'âme « *étale et ronde* » serait « *prise dans le flux et le reflux de quelqu'un d'autre que Dieu qui déciderait de sa mesure et de son temps* ».

Cet autre, cet ambassadeur dérisoire et tout-puissant du monde, à travers qui serait possible enfin cette réconciliation, c'est pour Manuela, une fois pour toutes, Serge. Or ce que lui offre Serge c'est le mensonge, c'est-à-dire une autre solitude.

Serge « *n'est rien, bien sûr, mais il est tout* ». Promu au rôle de Dieu, il n'est qu'un homme. Il n'est pas responsable de l'échec.

Pour Manuela, la recherche de l'unité devient peu à peu la poursuite acharnée et vaine d'une vérité, de la vérité de l'autre, insaisissable. Car elle ne renonce pas. Pour elle il n'y a de choix qu'entre la solitude désertique de la femme seule et la solitude toujours nouvelle de la passion. « *Même si Serge avait été un autre, il y aurait toujours un au-delà sans mesure impossible à combler.* »

Solitude, mensonge, destin, c'étaient déjà les thèmes des trois premiers livres de Marie Susini, consacrés à la Corse. Ici la Corse est abandonnée. Son cadre et ses personnages fixés

MARIE SUSINI
Un cri

dans des attitudes anciennes se prêtaient admirablement à des histoires simples, tragiques et éternelles. Le risque était ici plus grand de prendre pour prétexte un drame en quelque sorte bourgeois : celui de la rupture du couple. Mais en s'en tenant à la vision de la seule Manuela, en ne faisant voir Serge, silencieux, qu'à travers elle, Marie Susini a heureusement évité de tomber dans le drame, dans la scène de ménage et conserve à son histoire tout le tragique d'un cri.

Il ne s'agit pas de savoir qui a raison. Deux êtres souffrent différemment de leur exil et de leur impossibilité commune d'en sortir. A peine Marie Susini affaiblit-elle un peu la pureté de ce dessin en croyant manifestement à une « nature » de ses personnages: Manuela, exigeante, pure, presque inhumaine et Serge, au contraire, faible, irresponsable, trop humain. Il lui arrive aussi parfois d'ériger la conduite de Manuela en valeur. Mais la poursuite lucide et entêtée d'une entreprise nécessaire et malheureuse peut-elle se passer d'un sentiment d'orgueil ?

Dans ce petit livre haletant, l'auteur a trouvé, presque sans le vouloir, semble-t-il, une technique à la fois simple et subtile, unie et heurtée, parfaitement adaptée à la description, dans une âme de femme, du refus panique non pas seulement de cette rupture avec un homme, mais de la solitude. Et la réussite est à la hauteur des exigences de l'auteur.

ROMANS

L'homme et la nature

LE GARÇON SAVOYARD
par C.-F. Ramuz. Ed. Grasset. 214 pages, 600 francs.

ROMAN d'atmosphère, *Le Garçon savoyard* évoque très bien les lieux où il se passe. Sur les bords du lac Léman, à toute heure du jour, nous sommes présents et mêlés à la vie des personnages. D'une phrase, d'un mot, Ramuz sait montrer les montagnes proches, leurs diverses façons de se comporter sous le soleil. Tout près, on sent la présence charmante de Vevey et de Lausanne. Ici, le décor compte plus que les êtres humains et les gestes de ceux-ci ne sont jamais mieux dessinés que lorsqu'ils coïncident avec un mouvement de la nature. Ainsi, lorsque le soleil joue sur des pêcheurs ou quand une barque ne semble faire qu'un avec son matelot dans l'effort pour être mise à l'eau. Voilà le charme particulier de cette œuvre.

On pourrait reprocher le décousu de l'intrigue, l'aspect falot des caractères, le manque de vie des personnages, mais tout à coup, au détour d'un paragraphe, Ramuz devient cet artiste incomparable qui fait voir les choses qu'on n'avait pas aperçues. Ce sont ces touches parfois inattendues à force de s'être fait désirer qui donnent le ton général et haussent le

HENRI LEFEBVRE
"Pour connaître la pensée"
LÉNINE
360 pages in-8 : 680 F.
une mise au point indispensable et objective par le spécialiste reconnu des études historiques et sociales - un livre unique sur l'œuvre du plus grand révolutionnaire de tous les temps.
BORDAS, éditeur

J.J. SERVAN-SCHREIBER
LIEUTENANT EN ALGERIE
●
JULLIARD

SELON QUE VOUS PRÉFÉREZ IKOR OU MALRAUX

IL n'est pas trop difficile de devenir lauréat du Prix Goncourt, mais il est délicat de l'être. Roger Ikor qui fut choisi, il y a deux ans, par les « Dix » pour son roman *Les Eaux mêlées*, ce livre profondément honnête et radicalement démodé, se charge d'illustrer cette vérité élémentaire dans *Mise au net* (1), pamphlet contre la littérature contemporaine.

Le public (près de 200.000 exemplaires vendus) a chaleureusement accueilli le roman couronné par les Goncourt, tandis que la critique manifestait des réserves sur sa valeur littéraire. Cette contradiction a frappé Roger Ikor, d'autant plus qu'il est un démocrate convaincu, persuadé que la maxime « vox populi, vox Dei » recèle une réalité profonde.

Après tant d'autres, Roger Ikor constate donc un divorce entre le public et la critique, et il n'est pas douteux qu'à ses yeux la critique est dans son tort. Oh ! Ikor est un homme poli qui ne brandit pas de foudres, qui ne méprise pas les « experts », mais il lui est malaisé de cacher qu'il se méfie profondément de leur jugement. Aucune raison, dit-il, de suspecter leur bonne foi, mais que voulez-vous ? ces pauvres gens « *sont déformés professionnellement* ». Dans ses conseils à un jeune écrivain débutant, il explique que, si les critiques sont « grognons », alors il convient de se réjouir de plein cœur.

(Record)
ROGER IKOR
Obscurantistes et Byzantins

Ikor pense-t-il que cette plaidoirie *pro domo* soit convaincante ? C'est peu probable. Il donne l'impression d'un homme doux, guère méchant, assez vulnérable, et il ne fera croire à personne qu'il a été ravi lorsqu'en lisant son roman les critiques ont eu « le sourcil froncé ».

La voie royale

S'il ne s'agissait que d'une nouvelle étape de l'éternel conflit critiques-auteurs, ce petit essai serait sans importance. Mais Ikor élargit le débat : puisque, raisonne-t-il, les critiques aiment une certaine littérature qui, par surcroît, n'a pas toujours la faveur du public, cette littérature elle-même doit être contestable. Et, petit à petit, après d'infinies précautions oratoires, Roger Ikor arrive à son vrai sujet : la littérature contemporaine, celle que nous aimons, qu'il s'agisse de Proust ou de Joyce, de Malraux ou des surréalistes, constitue une déviation, qui nous détourne de cette prétendue voie royale tracée par Zola, Jules Romains, Georges Duhamel et Roger Martin du Gard.

A première vue, l'attaque étonne de la part d'un homme qui se classe à gauche. Ikor est socialiste et, d'habitude, ce genre de critiques vient de la droite : Henri Béraud (« *La nature a horreur du Gide* »), Henri Massis, Marcel Aymé dans son *Confort intellectuel*, et Jacques Laurent marquent quelques jalons de cette attitude conservatrice.

Il existe aussi, cependant, une certaine méfiance à l'égard de la littérature chez des critiques qui se réclament politiquement de la gauche. Jeux vains, amusements d'esthètes, horreur de l'art pour l'art, absence d'engagement, sont des reproches que l'on rencontre souvent. Pour ceux-là, l'art n'est qu'une « superstructure », ce qui conduit à réduire son rôle à une critique de la société et au refus de toute littérature qui ne se réclame pas du réalisme ou du naturalisme.

C'est dans cette tradition diffuse d'une certaine gauche que s'inscrit la pensée de Roger Ikor. En y réfléchissant, on lui découvre un précurseur : Julien Benda, dont il a emprunté le rationalisme intransigeant. Pour Ikor, toute la littérature récente est « obscurantiste » (Benda dit « byzantine »). Tout ce qui ne contribue pas directement au progrès social, tout ce qui reste limité à un cercle restreint d'« experts » lui paraît par définition suspect. Il est étonnant qu'Ikor ne se rende pas compte des conséquences dangereuses de ce raisonnement. Prenons l'exemple des écrivains catholiques. Il arrive à rejeter en bloc Claudel, Bernanos, Mauriac, et à justifier Gilbert Cesbron, parce que son succès commercial a été immédiat. Il est vrai qu'il approuve aussi Cesbron de ne pas avoir créé des « monstres » qui, selon Ikor, déshonorent toute la littérature moderne.

Guermantes ou la Chine

Le cas de Roger Ikor prouve que l'on peut se classer politiquement du côté du progrès, et rester au point de vue littérature un réactionnaire chevronné. Il en veut à toute la littérature moderne pour sa « frénésie » et lui reproche de négliger les attitudes moyennes de la majorité de l'humanité. L'exception lui indiffère, c'est la généralité qui l'intéresse. Cette conception devient parfois grotesque, ainsi lorsqu'il préfère les livres d'un jeune romancier catholique à ceux de Mauriac, parce que la famille petite-bourgeoise décrite par lui est « *plus généralement répandue* » que la grande bourgeoisie des romans mauriaciens. Avec de semblables critères littéraires, Proust serait un romancier négligeable, car le « monde » est numériquement très réduit, alors que tout écrivain qui choisirait un paysan chinois pour héros serait assuré de nous donner un chef-d'œuvre.

La littérature moderne, celle des situations extrêmes, l'agace prodigieusement. On ne rencontre pas, bien sûr, à chaque coin de rue, des Gisors et des Roquentins. Mais, finalement, qui a repoussé plus loin les frontières de la connaissance de l'homme : Malraux, Joyce, Faulkner, ou cette vague littérature des hommes de bonne volonté prônée par Ikor ? Si l'on suivait sa théorie, il faudrait émonder la littérature mondiale, de *L'Iliade* aux *Possédés*, en passant par *L'Orestie*, *Le roi Lear* et *Phèdre*, à moins qu'Ikor ne consente à accorder le label « classique » aux monstres auxquels il s'est habitué.

Au fond, Ikor n'aime pas la littérature. Ce qui le passionne est la sociologie, et même la sociologie statistique là où il rencontre des phénomènes « *plus largement répandus* ». Ikor fait partie de ces pseudo-marxistes qui considèrent Balzac comme un grand romancier, non pas pour son talent littéraire et sa faculté de créer des « monstres » mais pour l'aspect sociologique de *La Comédie humaine* qui leur fournit une bonne documentation sur la France de la première moitié du XIX[e] siècle.

Ikor croit au progrès dans tous les domaines, à l'exception du domaine littéraire et artistique. Ce qu'il attaque est la révolution accomplie par la N.R.F. il y a cinquante ans. Il fait souvent penser à M. Henri Clouard qui est pourtant plus conséquent que lui, car il est conservateur non seulement en littérature, mais aussi en politique.

Nous connaissons aujourd'hui les mérites et les limites de la révolution littéraire apportée par la N. R. F. Malgré ces limites, une chose est sûre : la littérature qu'elle a ridiculisée et anéantie ne ressuscitera plus jamais.

François ERVAL.

(1) Roger IKOR. *Mise au net* (Albin Michel). 250 pages, 480 francs.

livre à un niveau qu'on désespérait de lui voir atteindre. Mais alors, Ramuz a des trouvailles comme celle-ci : « Un oiseau s'est mis à crier un peu au-dessus de lui dans les arbres : c'est le temps où ils ne chantent plus. Un oiseau crie, un autre lui répond avec les mêmes cris et on entend le bruit qu'ils font avec leurs ailes. Un oiseau siffle un bout de chanson sur trois notes, puis cesse de siffler, et, de tous côtés, un grand bavardage commence, comme quand beaucoup de vieilles femmes sont ensemble, dans les arbres qu'on commence à voir. »

Le Garçon savoyard est un des romans où la manière de son auteur est la plus significative. C'est l'œuvre d'un écrivain profondément original qui, ne possédant que des moyens restreints, use en virtuose de dons mineurs.

ENCYCLOPÉDIE

ENCYCLOPÉDIE FRANÇAISE
Fondée par de Monzie, dirigée par Gaston Berger, tome XIX, Philosophie, Religion. Ed. Larousse.

LES P[illegible] CÉLÈBRES
sous la direction de M. Merleau-Ponty. Ed. Lucien Mazenod.

DEUX gros ouvrages sur la philosophie, si peu de temps après que M. Revel a publié ses sarcasmes, serait-ce une réponse ?

En tout cas, devant ces volumes imposants où, d'un même élan encyclopédique, toute la cohorte des philosophes de métier s'attaque aux [illegible]situdes de sa [illegible], une question vient à l'esprit : à qui s'adressent de tels livres ?

L'honnête homme, s'il existe, a-t-il encore le temps, voire le goût, de suivre le conseil [illegible] « *qu'il est bien plus beau de savoir quelque chose de tout que de savoir tout d'une chose* » ? Parle-t-on encore de philosophie dans le métro ou les salons ? En bref, les philosophes intéressent-ils encore d'autres gens qu'eux-mêmes ?

C'est ce que suppose l'Encyclopédie française en consacrant la moitié de son tome XIX à la philosophie. Seul, en effet, le profane peut encore s'intéresser à ces [illegible] que les spécialistes connaissent déjà par cœur. Mais le néophyte, en toute innocence, verra [illegible] les principales tendances de la philosophie contemporaine [illegible], dès l'introduction (J. Lacroix) sous la lumière du spiritualisme, et ne s'étonnera pas, dès lors, que la philosophie de l'esprit ait droit à vingt-huit pages, quand le matérialisme dialectique, il est vrai brillamment résumé par H. Lefebvre, tient en quatre.

Cette disproportion donne le ton de l'ouvrage, contre lequel il faut mettre en garde. On ne voit pas non plus pourquoi il surprendrait les habitués: cette « encyclopédie » se limite au présent, et en principe à la France, elle ne peut guère être que cet assemblage ennuyeux de « prières d'insérer » rédigées par les universitaires pour présenter leurs propres thèses.

BELADA VIALAR
éditeur
del DUCA PARIS
L'histoire passionnée et tragique d'un éditeur célèbre

JEAN DAVRAY
LE BRUIT DE LA VIE
ROMAN
PLON
795 Fr.
Un beau roman hardi et passionné
Henri Troyat

Une aventure vécue, plus passionnante qu'un roman

J. M. BAUER
Aussi loin que mes pas me portent
Après une longue captivité, au fond de l'enfer dantesque d'une mine sibérienne, à la pointe extrême de l'Asie, un prisonnier s'enfuit seul, à pied, à travers l'immensité glacée. Aucun romancier n'aurait pu inventer toutes les péripéties de la bouleversante odyssée qui mène le fugitif du détroit de Behring à la Perse et finit par le rendre à sa famille... qui ne reconnaît plus son visage...
Lent comme l'Odyssée, tragique comme la Passion, haletant comme un film de terreur
ARTS
Il arrive de temps en temps et ce n'est pas fréquent que le lecteur professionnel se trouve en face d'un ouvrage dont l'intérêt est tel qu'il oublie immédiatement qu'il devra en en parler plus tard. Il n'est plus alors qu'un lecteur avide. Il dévore le livre page par page. Il est pris... Telle est l'impression produite par le Silvio Pellico du XX[e] siècle, le narrateur de "Aussi loin que mes pas me portent", J. M. Bauer.
DIMANCHE MATIN
1 fort vol. 885 fr.
CALMANN-LÉVY

Et si très peu de textes sonnent neuf et ouvrent des horizons, c'est que, parmi les professeurs de philosophie qui ont collaboré au livre, très peu ont quelque chose à dire. Pour être juste, il ne reste que les pages passionnantes de R. Ruyer, de G. Bachelard, de P. Ricœur et de M. Guéroult, qui puissent donner envie d'en savoir plus long sur leurs signataires.

En prenant le parti de donner envie de lire les grands philosophes, les auteurs des cinquante portraits publiés aux Editions d'Art Lucien Mazenod, sous la direction de M. Merleau-Ponty, ont montré plus d'humilité, mais, dans les limites du commentaire, ont du moins fait preuve d'un très grand talent. L'ouvrage est agréable à lire, orné de portraits qui éclairent parfois les philosophies et s'ouvre sur un frontispice de Giacometti.

M. Merleau-Ponty, guide scrupuleux, nous mène ainsi par étapes de Bouddha à Sartre. Les moins grands, et les francs-tireurs, ont droit à des notes brèves et claires. Mais pourquoi n'avoir pas cité Valéry ? L'amateur suivra-t-il ? Il le devrait, car ces réactions devant les philosophes célèbres forment indirectement un panorama très complet de la philosophie contemporaine.

HISTOIRE

La guerre de cent heures

GUERRE ÉCLAIR AU SINAI

par Robert Henriques. Stock. 248 pages. 540 francs.

Guerre éclair au Sinaï est une allègre réplique au *Blitzkrieg* de Liddel Hart. C'est à titre d'expert américain dans la seconde guerre mondiale que Robert Henriques s'est mis d'accord avec le gouvernement d'Israël pour écrire ces cent heures qui ébranlèrent le Moyen-Orient. Mais le titre de son roman : « Sans armes ni armure », l'y prédestinait davantage.

Quelques vérités bien établies : Israël frappa le premier pour prévenir l'étouffement que provoquait le blocus économique, la multiplication des raids arabes, la certitude que l'Egypte préparait sa destruction. La formation que l'on utilisa fut celle des brigades. Or, une manœuvre à grande échelle nécessite le groupement de plusieurs brigades sous les ordres des quartiers généraux des groupements d'opération. Ni ceux-ci, ni même l'état-major du commandement du Sud n'avaient été avertis à l'avance.

« *Il peut sembler impossible*, déclare l'auteur, *qu'une campagne menée avec une compétence si remarquable ait été montée sous l'impulsion du moment, mais les conversations que j'ai eues avec le commandement du Sud, ainsi que tout ce que j'ai découvert par la suite, m'ont convaincu que possible ou non c'était la vérité.* »

Pour l'établir, R. Henriques se donna alors beaucoup de mal : discussion des plans de campagne, examen des forces en présence, description des champs de bataille, récit des opérations, tous les détails qui composent un manuel de tactique classique sont là, sauf la défaite qui devrait en bonne logique le conclure ! Si le lecteur n'est pas convaincu, l'auteur ne l'est pas non plus, et les Israéliens ne le semblent pas davantage...

Les élèves de l'école de guerre seront déçus, mais les habitués des westerns, et ceux qui aiment mieux voir le général Dayan moins dans le rôle d'Hannibal que de Fanfan la Tulipe prendront un plaisir sans mélange au récit de cette guerre fraîche et joyeuse.

CHAQUE MOIS MONTEZ VOTRE BIBLIOTHÈQUE

Vous pouvez maintenant vous monter une véritable bibliothèque de grands ouvrages classiques ou contemporains, soigneusement présentés. Grâce au Cercle de la Bibliothèque Mondiale, chaque volume, d'une présentation raffinée, revient en moyenne à 125 francs.

Ecrivez à la Bibliothèque Mondiale, 8, rue de Berri, Paris (8e) (serv.EX-3). Contre trois timbres de 15 fr., vous recevrez un ouvrage de 250 pages de notre collection et une documentation détaillée des volumes parus et à paraître.

NOTES EXPRESS

De la Tour de Babel à la cité atomique d'Oakridge, en passant par la muraille de Chine, le château de Versailles, on se laisse volontiers conduire devant quelques merveilles du monde par un cicerone érudit et vivant, orné de plans et d'illustrations. Aux douze travaux d'Hercule, M. René Poirier oppose les quinze travaux de l'homme.

Edifices d'abord sacrés comme les Pyramides, édifices profanes qui affirment la domination des autocrates, édifices publics, enfin, nés depuis la révolution industrielle de l'effort collectif des hommes aux prises avec de nouveaux matériaux, le métal et maintenant le plastique, avec de nouvelles formes d'énergie, l'électricité et maintenant l'uranium.

L'Epopée des Grands Travaux, par René Poirier. Ed. Plon. 2 vol. illustrés et reliés. 302 pages et 274 pages. 2.400 francs.

Les Gaulois de Régine Pernoud ne sortent pas d'un manuel scolaire. Ce sont des gens comme vous et moi, dans la mesure, il est vrai, où nous sommes vivants, intelligents et entreprenants. Songez que les Gaulois ont été capables de prendre Rome et Delphes, de fabriquer le vase de Vix, et de faire tout ce que les Romains prétendaient être seuls à pouvoir faire. Or, nous avons dissimulé les Gaulois en nous, pendant des siècles, comme quelque chose de honteux. Tel a été l'effet de notre gréco-latinisme. Ne fut grand, jusqu'ici, que ce qui venait de Rome. Régine Pernoud n'a pas de peine à montrer l'originalité gauloise, que ce soit dans l'art ou dans la politique. Son livre résume les travaux qui, depuis quelques dizaines d'années, ouvrent le sous-sol national et y trouvent des motifs de gloire. Il peut inaugurer aussi une époque où il sera enfin de bon ton de se reconnaître Gaulois.

Les Gaulois, par Régine Pernoud. Ed. du Seuil. 350 fr.

A PREMIÈRE VUE

Parmi les livres reçus cette semaine, ceux-ci retiennent à première vue l'intérêt :

- ROMANS. — Roger Vailland : *La Loi* (Gallimard). Amours et brigands italiens.
- TRADUCTIONS. — Thomas Mann : *Déception et autres nouvelles* (Albin Michel). Ainsi que *Fiorenza*, la seule pièce de théâtre de Thomas Mann.
- POLITIQUE. — Raymond Aron : *La tragédie algérienne* (Plon). Pour l'éditorialiste du *Figaro*, il ne reste qu'une seule solution.
- HISTOIRE. — J. Mousnier : *Journal de la traite des noirs* (Ed. de Paris). Des documents.
- ARTS. — *Delphes* (Hachette). Un album magnifique publié par l'Ecole française d'Athènes.
- VOYAGES. — David Catarivas : *Israël* (Ed. du Seuil). Dans la collection « Petite Planète ».
- POUR LES VACANCES. — Pierre Benoit : *Montsalvat* (Albin Michel). Le quarantième roman de Pierre Benoit.

un jeune écrivain

révélé par

JEAN COCTEAU

" Ce livre a eu ce résultat sur moi que jamais je n'oserai plus me plaindre de rien. Il est atroce et admirable."

ÉMILE HENRIOT

" Ce livre, sans effet littéraire est un livre vrai."

FRANÇOIS MAURIAC

" Un seul livre, durant ces quelques jours, m'aura retenu... une histoire vécue de la férocité des hommes - une histoire vécue par un enfant :

TANGUY

de

MICHEL DEL CASTILLO

PRIX DES NEUF 1957

JULLIARD

D'Abdias à Joyce...

DICTIONNAIRE DES AUTEURS

DE TOUS LES TEMPS ET DE TOUS LES PAYS

Une somme de connaissances et de documents jamais reunis à ce jour sur *tous* les écrivains et compositeurs de musique de toutes les civilisations anciennes et modernes.

Tout ce qu'il faut savoir sur chaque auteur : sa vie, la liste de ses œuvres, le "climat" de leur création, les jugements portés sur lui (*10.000 citations*), etc... Une documentation iconographique unique : portraits, caricatures, autographes, objets et sites familiers, cartes des voyages et séjours composant un véritable atlas littéraire ; 2.500 illustrations, 80 hors-texte, 24 planches en couleur.

Outil indispensable au professeur et à l'étudiant, guide précieux pour le lecteur et l'auditeur de musique, le *Dictionnaire Biographique des Auteurs* est pour tous une source inépuisable de joies intellectuelles.

2 forts volumes 21 x 27 reliés pleine toile, jaquette rhodoid, emboîtage couleurs. Vient de paraître TOME 1 (A-J) 8.500 fr. Le TOME 2 (K à Z) paraîtra dans 6 mois.

Pour recevoir une documentation complète, envoyer le bon ci-dessous à S.E.D.E. 18, rue Séguier PARIS VIe

déjà paru dans la grande série des "LAFFONT-BOMPIANI"

DICTIONNAIRE DES ŒUVRES

DE TOUS LES TEMPS ET DE TOUS LES PAYS

"Il est incontestable que le "DICTIONNAIRE DES ŒUVRES" a sa place marquée dans toutes les bibliothèques - Davantage : chez ceux qui n'en ont point, car il est une immense bibliothèque à lui tout seul".

LE FIGARO LITTÉRAIRE

BON pour une documentation gracieuse sur le Dictionnaire des Auteurs à envoyer à la S.E.D.E., 18, r. Séguier, PARIS.

EX.

NOM

ADRESSE

Albert CAMUS — Réflexions sur — Arthur KŒSTLER

LA PEINE CAPITALE

1 VOL. 690 frs — étude par JEAN BLOCH MICHEL — CALMANN-LEVY

MARCHÉ

Le prix de la vie

Il paraît que la vie n'a pas augmenté. Cela signifie en d'autres termes : vous n'avez qu'à vous priver et à priver vos enfants de légumes et de fruits pour ne pas faire mentir les statistiques. Madame Express, qui garde ses carnets de comptes, a eu la curiosité de faire, le samedi 15 juin, au marché, strictement le même achat que le 15 juin 1956 au même marché. Voici son menu et le résultat de la comparaison :

Le menu :

Déjeuner : Hors-d'œuvre crudités, radis et carottes râpées. Bifteck haché. Haricots verts. Cerises.

Diner : Omelette à l'estragon. Salade. Fraises à la crème.

Les dépenses pour ces achats se décomposent comme suit :

	1957	1956
Radis et carottes.	120 fr.	105 fr.
Salade	60 fr.	40 fr.
Haricots verts (3 livres)	900 fr.	525 fr.
Fraises	195 fr.	150 fr.
Cerises	250 fr.	175 fr.
9 œufs à 22 fr...	198 fr.	198 fr.
Viande hachée ..	500 fr.	510 fr.
Crème	45 fr.	45 fr.
Total	2.268 fr.	1.748 fr.

Soit 520 fr. d'augmentation.

Et sur le prix de revient des deux repas, il faut ajouter également l'huile pour la salade, le beurre pour l'omelette et les légumes, le sucre pour les fraises et le café, le pain, le café, le vin...

MODE

Souple comme un gant

Le choix d'un maillot de bain est une opération personnelle. Modèle « pour les petites », « pour les grandes », n'a pas grand sens. Il faut l'essayer.

Pour vous guider dans vos recherches, voici le résultat des nôtres.

La mode

La mode des robes a contaminé les maillots de bain. Le corps, la taille ne sont plus enfermés dans un écrin rigide, mais dans un gant souple.

La première victime, dont on saluera la mort avec joie, c'est le maillot ultra-baleiné, qui n'a jamais trompé personne et qui est à l'origine de quelques tristes spectacles.

Tout le monde a le droit de se baigner. Il est si simple, lorsque le corps n'a plus jeunesse ou ligne, de porter une jupe de toile, si le décolleté est resté beau, une veste si ce sont les jambes qui ont résisté, un peignoir...

Et d'entrer dans l'eau discrètement.

Les favoris

Le grand favori : c'est le maillot de bain noir, très semblable au maillot de compétition, mais décolleté en rond et à mancherons (notre photo).

Nager avec des mancherons... Mais comme maillot « de parade », c'est bien joli (5.420 fr. aux Galeries). Et le noir, amincissant, a la discrétion d'effleurer les défauts plus qu'il ne les accuse.

Les nageuses apprécieront le maillot classique à décolleté profond dans le dos, également tissé par Jantzen et qui existe aussi dans un très beau rouge (4.500 fr.).

Nets et souples, ces deux modèles sont à l'opposé de ce que l'on appelle « le maillot de bain couture », fanfreluché, qui est résolument démodé.

Les points critiques

Pour celles que tourmente l'un des deux points critiques : les cuisses et la poitrine :

Balkis a sorti un maillot de bain short, en coton imprimé, qui escamote bien le désastreux « bourrelet » de haut de cuisses. Et à 2.500 fr., il n'est pas cher (aux Galeries).

Tropical a mis au point un excellent modèle en crêpon élastique très ferme, à l'intérieur duquel se trouvent des « bonnets » rigides amovibles et interchangeables pour la poitrine. De sorte qu'une femme qui n'a pas un mannequin régulier peut acheter par exemple un 42 de hanches avec un 44 de poitrine, ou le contraire.

Les bretelles sont amovibles.

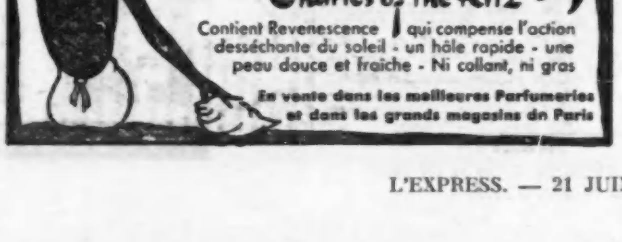
(En vente au C.C.C., au Bon Marché, à la Samaritaine, au B.H.V. et dans les maisons d'articles de sport, à un prix variant autour de 4.500 fr.)

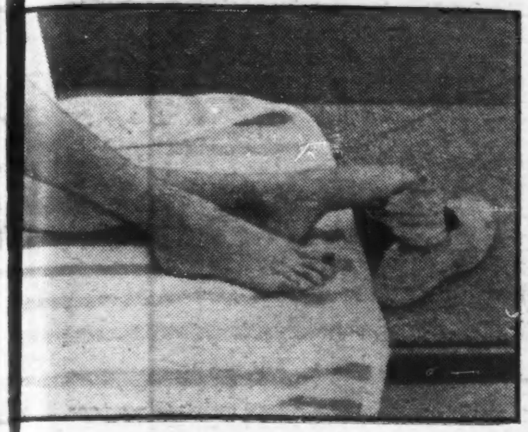
Pas cher : en coton imprimé aimable pour les cuisses

En jersey nylon noir, favori de la mode

Les renseignements contenus dans ces pages sont libres de toute publicité

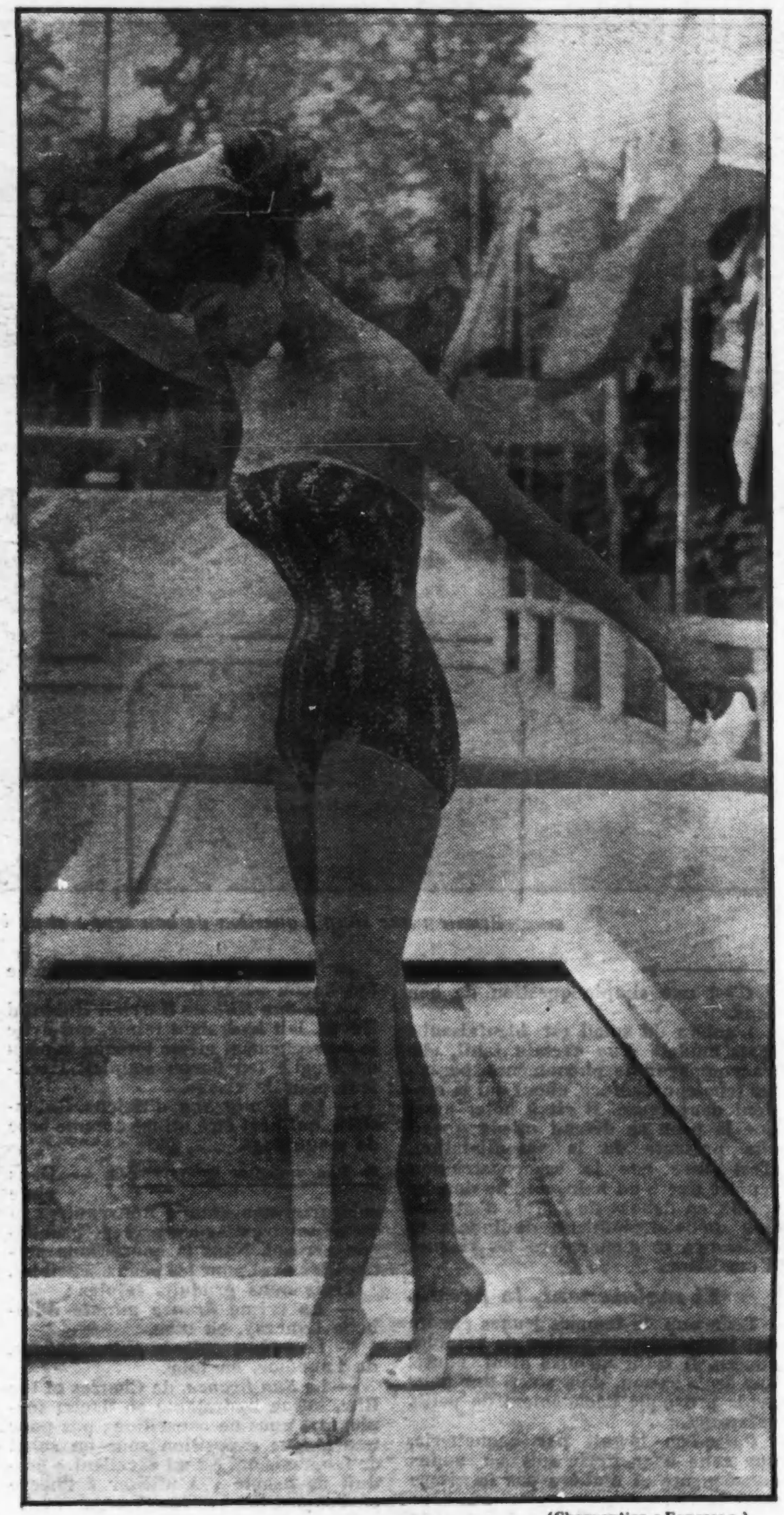
Pour l'ÉTÉ
TUNMER
MAILLOT de BAIN pour Dames, ottoman lastex, uni 6 coloris, avec jupe 3.900
VESTE ÉPONGE, 2 poches, col et revers rayés .. 5.000
CATALOGUE ILLUSTRÉ SUR DEMANDE
Ouvert les lundis après-midi
TUNMER VOUS EQUIPE
5, PL. SAINT AUGUSTIN PARIS





Le maillot de bain en deux-pièces a, dit-on, vécu. Attendons, pour en être convaincues, qu'il se porte sur les plages du Midi, avec une peau brune et non dans les studios des photographes — et les piscines parisiennes — avec une peau pâle.

Mais le fait est que, en juin, il ne s'en est point vendu.



(Charpentier-« Express ».)

En crêpon élastique, aimable pour la poitrine.

SOLEIL

La santé et la peau

QU'IL y en ait un peu ou beaucoup, dès que le soleil de juin se montre, une sorte de délire s'empare des femmes.

Sans doute seraient-elles moins empressées à brunir si elles étaient moins fatiguées, si le hâle n'avait pas pour mission de cacher la mauvaise mine, et aussi d'enrichir de son or la moindre des petites robes de coton.

Ne discutons donc pas. Constatons. Et essayons de limiter les dégâts en ce qui concerne d'abord la santé, ensuite la peau.

Le point de vue du médecin

Le docteur vous prévient :

Le soleil est pour l'organisme une source d'énergie et de bonne santé. Les citadins manquent d'ensoleillement, moins en raison du manque de soleil que faute d'avoir la possibilité de profiter du soleil. On ne peut donc que conseiller l'ensoleillement pendant les vacances. Il se trouve cependant que l'organisme vivant n'est pas capable d'absorber de l'énergie sans l'assimiler d'abord, sans donc dépenser de l'énergie. A partir d'un certain niveau, faute de pouvoir accumuler sans cesse, il est obligé de se défendre.

Ce qui est donc la question, c'est l'ensoleillement massif et brutal. On connaît les accidents aigus de l'insolation et du coup de soleil qui peuvent aller jusqu'à la mort brutale par sidération des centres nerveux.

La fausse crise de foie

Il n'est pas nécessaire d'aller jusque-là. Tout coup de soleil même discret est d'abord une brûlure de la peau. Or, on sait depuis longtemps que ce qui importe dans une brûlure, du point de vue du retentissement sur l'état général, ce n'est pas la profondeur mais l'étendue : l'ensoleillement brutal d'une grande surface cutanée entraîne donc automatiquement des désordres plus ou moins marqués attachés à une brûlure de grande étendue. Ces troubles, ce sont ceux du choc, faute de plasma sanguin, déshydratation, chute tensionnelle, etc., qui se traduisent par une sensation de fatigue, des vertiges, des frissons, de la température, des nausées, un grand désordre neuro-végétatif. C'est ce que l'on appelle trop souvent une crise de foie.

C'est que la peau ne joue pas le simple rôle d'empaquetage du corps humain. L'acupuncture, la réflexothérapie révèlent son importance considérable dans l'équilibre nerveux et neuro-végétatif.

Si on pense qu'à cette action de la peau (la plus importante en ce qui concerne les rayons ultra-violets) s'ajoute l'action générale de la chaleur (due, elle, aux infra-rouges) on comprend que jamais un ensoleillement brutal n'est sans danger même pour un individu en excellente santé, encore moins pour tous ceux dont l'équilibre neuro-végétatif est fragile, dont la résistance générale est diminuée. Or c'est exactement le cas de la plupart des citadins qui arrivent au soleil après un long voyage, après une année de travail. Pour ceux-là l'ensoleillement doit être très prudent et ne commencer vraiment qu'après quelques jours de repos et de récupération.

Question de bon sens

Pour tous ceux qui présentent une maladie organique ou fonctionnelle grave, une insuffisance cardiaque, hépatique, rénale, des troubles respiratoires, la question ne se pose même pas. Il serait dangereux de leur imposer cette fatigue supplémentaire.

→

LE ROI SOLEIL

Il est Dieu, Souverain, Eternel, il a été et il est toujours révéré comme tel...

Il prodigue chaleur, lumière, vie, Montherlant disait un jour que, sur tous les thermomètres, face aux 25 degrés, on devrait écrire « BONHEUR », tant il est vrai que l'humanité tout entière est avide de ses bienfaits.

L'Antiquité avait ses Prêtresses du Soleil... Le monde moderne et surtout la jeunesse n'aiment pas l'emphase, à juste titre. Ce qui est certain, c'est que tous et toutes, à tous les âges et quelle que soit la classe sociale, cherchent passionnément plein air et soleil, tirent force et courage du repos que donnent, aux corps nus ou presque, les bienfaisants rayons.

Seulement voilà... le soleil n'est pas toujours au rendez-vous, il brille ou il se cache, est-ce une raison pour renoncer au bénéfice du bronzage ? Faut-il, parce que Phébus boude, revenir à la vie citadine et au travail avec une déplorable pâleur d'endive ?

Certainement pas car le vent, le sel de la mer, le rocher, l'altitude exercent à eux seuls une action puissante sur la circulation, la vie des cellules épidermiques. Cette action il faut la soutenir et l'aider. C'est pourquoi, avec ou sans soleil, à la mer comme à la campagne, et même sur votre balcon si la dureté de la vie vous garde prisonnière, vous pouvez et vous devez faire votre cure de bronzage.

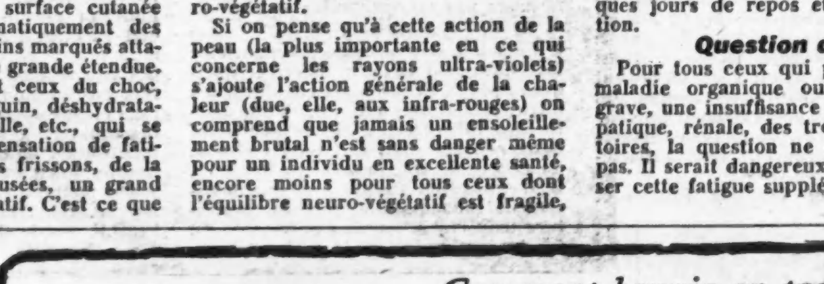
Elizabeth Arden vous propose une trilogie de préparations adéquates : la crème Solaire Aérosol, la Lotion Bronze Solaire et la Gelée Solaire.

La première est une grande nouveauté, une mousse très légère immédiatement absorbée qui lénifie et nourrit le corps et le visage, évitant ainsi le désastreux dessèchement, en même temps qu'elle active le hâle. La Lotion, elle, est liquide comme son nom l'indique, elle se pulvérise d'un seul geste, elle est très active et vous donnera la couleur rêvée d'un toast bien grillé (et de plus jamais brûlé...)

La Gelée est de consistance intermédiaire, sa présentation en tube est pratique partout, et surtout en voyage. Elle a un mérite de plus : servir de fond de teint, ses deux nuances miel (Honey) et café devancent l'action du soleil, et avec sur vos lèvres une touche de rouge (Golden Poppy) la question du maquillage est résolue.

Le soir venu, si votre corps est déjà doré, tant mieux, sinon n'oubliez pas qu'avec une application du liquide 200 Fin vous pourrez faire la nique à la fois au soleil et à vos amies.

Bonnes Vacances... Bon Soleil ou Bon Vent !



Comment brunir en traitant votre peau
avec **SUN MILK hydratant**

Ce lait solaire teinté, qui tamise l'action parfois trop brutale des rayons ultra-violets, assouplit votre épiderme tout en le nourrissant et en l'aidant à conserver son taux normal d'humidité naturelle : c'est pourquoi il laisse votre peau douce et mate.

Autres spécialités solaires :

SUN CREAM - crème blanche ou teintée, spécialement recommandée pour le visage.

SUN OIL - huile teintée pour celles qui restent longtemps au soleil.

SUN TAN LOTION - lotion non grasse séchant instantanément. Résiste aux bains de mer prolongés et renouvelés.

HARRIET HUBBARD Ayer

HA-143-570

UNE PAGE AU FÉMININ

« Pimprenelle », une des robes d'été de la collection AURORE (couture pour jeunes filles de 15 à 20 ans), 195, Faubourg-Saint-Honoré

Quilichini
SABOTS ET SANDALES ETE
Talon compensé
A partir de .... 1.750 fr.
68, RUE LA BOETIE (St-Philippe-du-Roule)

POUR VOUS MADAME, LES MEILLEURS MODELES DES GRANDES MARQUES en soutien-gorge lingerie gaines bas sont sélectionnés chez CANCAN 76, CHAMPS-ELYSEES Lido - Paris

Marie-Martine
COUTURE-SPORT
8, rue de Sèvres - VI[e]
BAB. 18-44

Votre mari sera jaloux !

Il est si fier cet homme de ses photos ! Il clame partout qu'il a une âme de reporter, ce qui est probablement vrai, mais vous ? Qu'est-ce qui vous empêche de lui prouver que vous aussi, vous avez l'âme d'un reporter ? Rien n'est plus facile aujourd'hui pour vous qui avez du goût, le sens d'une situation à saisir... Kodak fera le reste.
Servez-vous de l'appareil Brownie Flash simple, moderne, bon marché, 2.450 Frs qui permet toutes les prises de vues de jour, d'intérieur ou de nuit grâce au Kodak Flash 1.333 Fr. Pour le plein été vous emploierez les films Kodak Verichrome-Pan. Pour les jours moins ensoleillés le film Kodak Tri X.
Et votre revendeur Kodak est toujours à votre disposition pour vous aider de ses conseils. Il vous assurera gratuitement ses services après vente.

Kodak

le parfum le plus précieux du monde
huit-huit
STERLÉ

(Lutz-Rizzoli)

Brunir : une simple question de bon sens... et de bons produits.

C'est une simple question de bon sens.

L'action du soleil est bienfaisante, mais au-delà d'un certain seuil, elle s'accompagne de phénomènes parasites (chaleur, brûlure, choc) qui la rendent dangereuse. Il est à noter aussi que la peau se défend mieux quand elle présente de la vasodilatation. C'est-à-dire que la vasoconstriction répétée due à un bain, ou une douche froide, en dehors de l'effort d'adaptation qu'ils demandent, diminuera la résistance et augmentera les risques d'insolation.

Et maintenant, la peau...

Beaucoup de femmes jeunes encore ont les pommettes striées de veinules rouges. Il suffit qu'elles aient abusé, une seule saison, d'un soleil dur pour avoir provoqué l'éclatement de petits vaisseaux.

Puisqu'on brunit par coquetterie, que cette coquetterie soit au moins conséquente et n'altère pas le visage pour la vie.

Trois formules

Les huiles sont complètement éliminées, beaucoup sous l'influence des dermatologues, qui en ont dénoncé les dangers.

Trois sortes de produits protecteurs sont, cette année, à votre disposition :

● LES LIQUIDES, que l'on pulvérise et dans lesquels il n'entre aucun corps gras. Agréables à manipuler (ils se présentent dans des bidons de fer ou de plastique), évitant complètement la sensation de graisse toujours désagréable, ils connaissent un succès foudroyant nou seulement auprès des femmes mais auprès des hommes qui ont généralement horreur des produits gras. Nous avons essayé, dans cette catégorie, avec satisfaction :

— *Le Spray Tan* de Rigaud et *l'Aéro Skol.*

L'un et l'autre sont parfaits pour le corps, et préservent, même les peaux très fragiles, des coups de soleil.

Nous les déconseillons :

● pour les visages à peau sèche et généralement pour les visages féminins.

En revanche, les visage d'hommes s'en portent généralement fort bien.

L'emploi quotidien — et parfois bi ou triquotidien — de ces liquides sur le corps demande également, pour les peaux sèches, l'application d'une crème douce sur le décolleté, sur le rond des épaules, partout où la peau a tendance à peler.

● LES LAITS ET MOUSSES, que l'on pulvérise également, mais qui, plus doux, ont un effet moins desséchant. Sans être gras, ils sont cependant tels qu'on les « sent » davantage.

Dans cette catégorie nous avons essayé avec satisfaction :

— *Le Skol-Fluff*, mousse blanche (en flacon aérosol).

— Le *Sun Milk* de Harriett Hubbard Hayer, lait hydratant teinté, qui évite le dessèchement même lorsque la peau est fragile (en flacon souple). Excellent pour le visage.

— Le *Beauty Sun* d'Helena Rubinstein, qui peut être utilisé comme base de maquillage.

● LES CRÈMES ET LOTIONS. — Dans cette catégorie, une grande nouveauté : la crème solaire d'Arden présentée en flacon aérosol. Nous la conseillons particulièrement pour les peaux sensibles.

Trois bons produits teintés :

— La crème *Bronze minute* d'Isabelle Lancray, en tube.

— La crème colorée *Filtre solaire*, de Lancôme, en tube.

— Le *Sun Bronze*, de Charles of the Ritz, lotion hydratante en flacon souple, que nous ne conseillons pas pour une longue exposition sous un soleil de feu, mais qui est un excellent « produit de beauté » à utiliser à l'heure où l'exposition systématique a cessé.

Il protège et hydrate, tout en teintant légèrement la peau, ce qui donne très vite l'illusion d'avoir bruni. On peut également, le soir, se poudrer dessus.

Il faut savoir que :

● On trouve dans les grands magasins des écrans composés de trois feuilles de papier doré. Ils accélèrent très sensiblement le brunissage... mais ne sont pas recommandés aux peaux et aux yeux fragiles (1.000 fr.).

● Le soleil de montagne est meurtrier les jours où il se cache derrière quelques nuages. Ceux-ci laissent filtrer les ultra-violets mais retiennent une partie des infra-rouges. Moins averti du danger parce qu'il fait moins chaud, on risque de très mauvaises brûlures.

● L'exposition au soleil est rigoureusement incompatible avec la nourriture trop riche, les vins et les alcools. C'est la migraine et le malaise assurés. Que les gourmands satisfassent leur gourmandise à dîner.

● Les médicaments du type aspirine, quinine et surtout les sulfamides ont la propriété de rendre l'épiderme particulièrement sensible.

● Parfums, eaux de Cologne, eaux de toilette peuvent provoquer, au soleil, des taches brunâtres indélébiles.

● Entre midi et deux heures, il est au moins sage de porter un chapeau. Sinon, de se mouiller les cheveux.

● Quels que soient les produits employés pour brunir, il faut procéder le soir à un « décapage » à l'aide d'un lait doux et à un graissage à l'aide d'une bonne crème si l'on veut, entre autre désagréments, éviter de peler. Il est également nécessaire de se graisser les pieds.

● Les séances de brunissage sous lampe spéciale facilitent sérieusement le « démarrage » du hâle. (Elizabeth Arden : 6 séances pour 4.500 fr.), mais doivent être très strictement minutées et surveillées.

MAISON

L'électricité

LES règlements de l'E.D.F. (Electricité de France) et des compagnies d'assurances sont très stricts en ce qui concerne les installations électriques. Les électriciens les connaissent et s'y tiennent. C'est pourquoi certaines installations, tout en fonctionnant encore bien, doivent être revues de fond en comble. Avant de faire installer un nouveau circuit, ou de remettre en état un circuit existant, il faut penser à :

● Faire vérifier la puissance du compteur en fonction des appareils d'éclairage et des appareils électro-ménagers (présents et à venir) susceptibles de fonctionner en même temps (en cas de besoin, faire une demande en temps voulu pour un compteur de puissance accrue. Dans la mesure du possible, l'E.D.F. essaie de donner satisfaction à ses abonnés).

Jean Été
BIJOUTIER - ORFÈVRE - HORLOGER
DE PÈRE EN FILS DEPUIS 1852
Cadeaux sélectionnés
Cadeaux de bon ton
Cadeaux de qualité
Cadeaux précieux
spécialiste de la bague
de 3.000 frs à 2.000.000 de frs
85, av. du Général Leclerc, Paris

UNE PAGE AU FÉMININ

● Déterminer l'emplacement exact des prises de courant afin qu'elles puissent être alimentées par câbles isolés invisibles placés sous saignées dans les murs.

● Déterminer également les prises de courant qui doivent fonctionner en partant d'un commutateur placé près de la porte d'entrée de chaque pièce.

● Faire placer les fusibles à hauteur de vue avec indication sur chacun d'eux de la pièce à laquelle il correspond. Faire dissimuler l'ensemble du tableau sous un coffrage, mais supprimer à tout jamais les installations mal commodes, haut perchées, exigeant une escalade dangereuse dans l'obscurité pour remettre un plomb « fondu ».

Nous avons vu à la Foire de Paris un minuscule disjoncteur à déclenchement libre, qui remplace les fusibles et supprime les risques de plomb fondu et de court-circuit. Une fois la réparation faite, le courant se rétablit par simple pression sur un bouton. (*Diruptor, Electric-productions*, 3, rue de Montessuy.)

★

Menuiserie

De la construction des placards, portes ou cloisons, à l'agencement intérieur des meubles existants, en passant par le coffrage étagère-rayonnages de toutes sortes, les travaux de menuiserie sont aussi variables que leurs prix. Ceux-ci sont impossibles à déterminer, mais, comme pour la plomberie, il est prudent de faire établir des devis comparatifs. La France, patrie d'ébénistes, possède d'excellents ouvriers du bois.

Placards à vêtements

La garde-robe familiale comprenant 4 groupes de vêtements, voici quelques hauteurs de suspension qui permettront de récupérer, au-dessus des points de suspension, la place permettant le logement de tiroirs ou de casiers pour les rangements à plat.

— 0 m. 85 du sol : vêtements des enfants jusqu'à 6 ou 7 ans ;

— 1 m. 25 du sol : vêtements des enfants entre 7 et 14 ans, ainsi que vestes, paletots, jupes et pantalons ;

— 1 m. 70 du sol : robes et manteaux de femmes ;

— 1 m. 90 du sol : robes et manteaux longs du soir, pardessus d'hommes.

Armoires à vaisselle

● Pour éviter la casse, multiplier les rayonnages. Ceux-ci doivent être étroits, de 25 à 30 cm. de profondeur, avec retour sur les côtés si l'élément de rangement est plus large.

● Pour la verrerie, opter pour le rangement par rangées perpendiculaires. Les verres ainsi classés seront placés sous les yeux par rang de taille.

● Pour les tasses, choisir la suspension sur tringle télescopique.

Ce qu'il faut savoir

La mode américaine du « do it yourself » (faites-le vous-même) a incité plusieurs fabricants à mettre au point des éléments de rangement superposables ou juxtaposables fabriqués en grande série et vendus en pièces détachées faciles à monter soi-même.

● Avantages : prix de revient de la grande série. Economie de mise en place par suppression de temps morts pour les ouvriers spécialisés venant à domicile.

Economie de transports (le mobilier en pièces détachées prenant beaucoup moins de place dans les camions).

Vu à la Foire de Paris les éléments rationnels de cuisines préfabriqués (*M.C. Lapeyre*, 137, rue de l'Abbé-Groult, Paris-XV^e).

Des supports métalliques tubulaires pour construction d'étagères bibliothèques. (*Séal*, 46, rue de Strasbourg à Vincennes.)

Des placards muraux de rangement à portes paravents entièrement repliables. (*Rangex, Rangements Gascoin*, 120, rue de Courcelles.)

Des éléments bahuts et armoires préfabriqués. (*Seigneur*, 43, rue de Rennes.)

Joints hermétiques, travaux à faire exécuter de préférence l'été en même temps que la menuiserie, avant la peinture (voir notre numéro 279 du 26 octobre).

RECETTES

Voici trois boissons rafraîchissantes et inédites pour journées chaudes :

La sangria espagnole

— *Une bouteille de vin rouge convenable* (*inutile qu'il soit de qualité*).
— *Une bouteille d'eau Perrier.*
— *Un verre à bordeaux de cognac.*
— *Trois cuillerées à soupe de sucre en poudre.*
— *Un citron.*
— *Une orange.*
— *Une dizaine de glaçons.*

● Trois ou quatre heures avant consommation (plus si nécessaire), faire macérer dans le vin rouge : l'écorce d'une orange, 1 tranche de citron, 1 tranche d'orange et le sucre ● 10 minutes avant de servir, ajouter les glaçons et l'eau Perrier ● Bien mélanger et laisser dans le récipient dans lequel le mélange a été fait ● Au moment de servir, verser le cognac, mélanger et mettre en carafe avec la tranche d'orange qui doit continuer à macérer ● Cette boisson délicieuse est consommée en grande quantité l'été en Espagne, pays des vignobles et des fortes chaleurs.

Le champagne-cup américain

— *Une bouteille de champagne.*
— *Un grand verre d'eau Perrier (ou de Seltz).*
— *Un verre à bordeaux de marasquin.*
— *Un verre à bordeaux de cognac.*
— *Quatre cuillères à bouche de sucre en poudre.*
— *Un citron.*

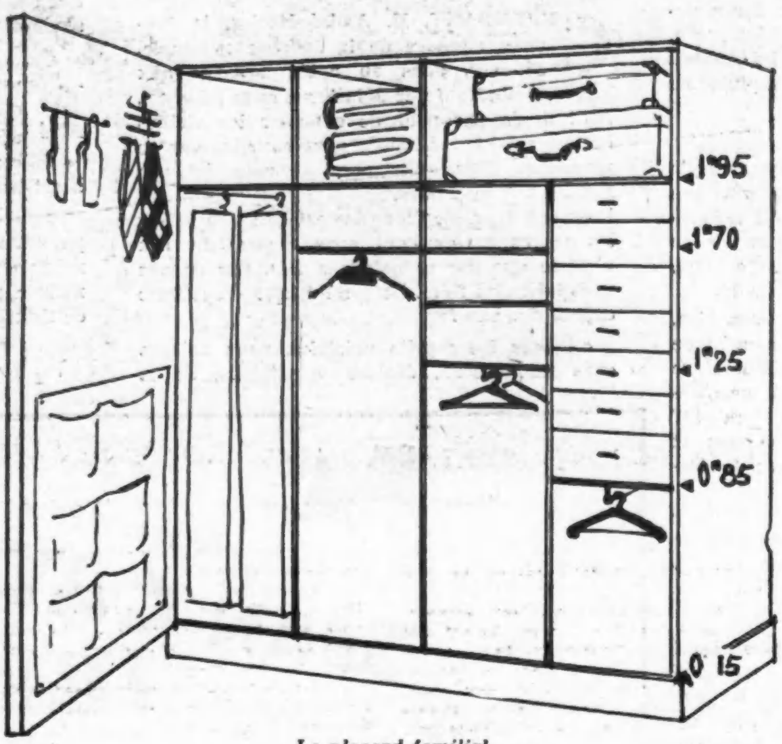
● Mêler dans un grand récipient pouvant être fermé le champagne, l'eau Perrier, le marasquin, le cognac et le sucre ● Ajouter le jus du citron (rectifier en sucre s'il y a lieu) ● Mettre au frais (réfrigérateur si possible) ● Au moment de servir, verser ce mélange dans des grands verres avec un ou deux glaçons.

Le bischop

— *Une bouteille de chablis.*
— *Un grand verre de kirsch.*
— *Deux oranges.*
— *Un citron.*
— *Deux cuillères à bouche de sucre en poudre.*

● Faire macérer 24 heures les deux oranges et le citron coupés en rondelles dans le kirsch ● Verser au bout de ce temps une bouteille de chablis sur cette macération ● Ajouter le sucre en poudre ● Goûter, rectifier en sucre s'il y a lieu, et mettre à glacer.

● Attention : *Délicieux et d'apparence anodine, le « bischop » se boit comme du petit lait... mais le bourgogne blanc est traître. En tout cas, vous êtes sûre que vos invités auront de l'entrain.*



Le placard familial

NOUVEAUTÉS

Après la Foire

La Foire de Paris a fermé ses portes. La multiplicité des pavillons, halls ou stands rendant pratiquement impossible une recherche précise, Madame Express a cru plus utile de signaler les nouveautés intéressantes et l'adresse directe des fabricants ou dépositaires à Paris.

● Le plateau de bois orientable pour téléviseur. Posé sur n'importe quel meuble, l'appareil pivote en direction des téléspectateurs et revient à sa place, après l'émission. (9.700 fr. *Plateau Gai, Télé Lamark*, 95, rue Caulaincourt.)

● La table support-radio, qui supporte facilement 100 kilos quoique montée sur roulettes. Elle comporte une série de tablettes réparties de manière à recevoir à la fois téléviseur, électrophone et disques. En tubes et métal perforé laqué : 14.800 fr. (*Radio Celard*, 78, Champs-Elysées, Paris.)

● Le tissu plastique aéré d'origine suédoise, qui laisse passer l'air et la fumée mais reste imperméable à l'eau. Utilisé pour recouvrir les sièges. (*Sorepco*, 43, bd Malesherbes, Paris.)

● Le grillage souple en fil de verre tissé enrobé de résine « Textiglass », se coupe comme un tissu, ne pique pas les mains, est très facile à poser soi-même devant portes et fenêtres lorsqu'on veut se protéger des moustiques. (*Génin*, 44, rue Paul-Valéry.)

● L'aspiro-batteur-cireur perfectionné, d'importation anglaise, le Fillery aspire et bat les tapis, cire, polit, frotte les parquets, lave les carrelages et fait le shampooing des tapis : 39.600 fr. (accessoires de lavage en plus). (*Comptoir Central de France*, 8, rue Diderot.)

● L'élément de cuisine Hotte-placard. Sa façade pivote sur un compas et dégage le conduit d'aération. Après usage, il suffit de la rabattre pour que cette hotte s'intègre aux autres éléments de rangement. (*Cuisines Saint-Laurent*, 149, avenue Wagram.)

● Le plan de travail mobile et articulé pour la cuisine. Une fois tiré, le plateau s'agrandit jusqu'à devenir table ; repoussé, le tiers de ce plateau remonte automatiquement, formant un dosseret. (*Sopal*, 35, avenue Philippe-Auguste.)

● La barrière de sécurité pour jeunes enfants. En croisillons extensibles avec pivots et verrous. Elle s'adapte avec quelques vis sur toutes les portes ou fenêtres : 2.700 fr. (*Bébé Confort, Prénatal*, 8, rue Saint-Lazare, et dépositaires.)

● Le piano modèle réduit pour petit appartement, à cadre métallique, 5 octaves, dimensions 99/47/99. Caprice-Junior : 135.000 fr. (*Klein*, 141, rue La Fayette.)

● ...La poupée qui marche toute seule dans un rayon de 200 mètres, grâce à un chariot « dissimulé sous sa robe », téléguidée par ondes courtes par simple pression sur un bouton du poste émetteur marchant sur transistors (sera en vente chez les grands marchands). (*Société Bella*, 21, rue Béranger, Paris.)

MAIGRIR...
en mangeant ce qui vous plait !
avec le régime lacté Suédois, grâce à CARRUGAN
Régime sain
En Suède, le pays de la vie saine, est née l'idée d'un régime amaigrissant, libérant l'organisme de son poids superflu, d'une façon naturelle. Ce régime consiste dans l'addition de CARRUGAN au lait, aliment complet.
Régime facile
2 ou 3 verres de lait au CARRUGAN remplacent un jour sur deux les repas habituels. Si vous n'aimez pas le lait, vous vous habituerez bientôt au goût du lait au CARRUGAN, que vous pouvez d'ailleurs aromatiser à votre gré. Le Régime Lacté Suédois est facilement suivi, car le lait au CARRUGAN satisfait l'appétit.
Avec des résultats !
L'effet de la cure CARRUGAN se fait sentir rapidement. La perte de poids peut atteindre 3 K° la première semaine. Vos amis, votre miroir et plus encore votre balance vous confirmeront le résultat de la cure CARRUGAN.
Restez jeunes
L'obésité peut vous fatiguer et vous vieillir avant l'âge. La cure CARRUGAN tend à vous épargner les conséquences de l'obésité. Plus sveltes et plus jeunes, vous découvrirez une nouvelle joie de vivre.
A bon compte
En épargnant le prix d'un repas sur 2, CARRUGAN se paie lui-même. La boîte pour 1 semaine : 600 Fr. - la double boîte : 990 Fr. Demandez à votre pharmacien la documentation CARRUGAN et essayez une cure sous contrôle médical.

Marq. dép.
Vente en pharmacie
CARRUGAN
Vente en gros pr la France : Éts GOY
23, r. Beautreillis Paris IVe
Lic. Babro Cy NV Nijmegen

1 seule protection
2 saisons
CALFEUTREX
Stores Vénitiens à lames orientables de toutes couleurs
Devis gratuit sans engagement
Adresse : 19, rue Margueritte, Paris 17e
Tél. WAGram 41-48 - 86-30
Joints hermétiques pour vos portes et fenêtres

LE NOUVEAU RÈGNE

par François MAURIAC *de l'Académie française*

JE jurerais que le nouvel hôte de Matignon n'est pas étonné de s'y voir. Et pourquoi s'étonnerait-il ?

Le nouveau venu est bien de la famille : il appartient bien à l'espèce qui casse tout. Dans cet ordre d'idée, Suez ne vaut peut-être pas Dien-Bien-Phu. Mais ils sont beaucoup à se partager Dien-Bien-Phu et sa gloire, tandis que Suez passe, à raison ou à tort, pour avoir été la grande pensée de M. Bourgès-Maunoury et de son équipe. Et s'il a fait ce qu'un ami lui soufflait de la coulisse, c'était tout de même lui qui occupait la scène. C'est lui qui, pour l'Histoire, aura tout mis en place. Il était fin prêt. L'affaire allait se régler en quarante-huit heures. Ce grand homme avait tout prévu, sauf que ce ne serait pas lui, mais les Anglais qui, le moment venu, tireraient — ou plutôt ne tireraient pas — les ficelles.

DU moins c'est ainsi que, de ma modeste place, je vois la chose ; et il se peut que je la voie de travers. Ce serait intéressant, après tout, que l'auteur de ce beau coup nous le raconte lui-même. « Alors, raconte ! », comme chante Gilbert Bécaud.

Je manque un peu de tact, je le sens bien, Suez n'est peut-être pas un très bon sujet de conversation par le temps qui court. Que M. le président du Conseil me pardonne : je ne cherche qu'à le rassurer. De quoi s'inquiéterait-il ? Quoi qu'il fasse, il ne surprendra personne, et quoi qu'il advienne, le pays continuera de dormir : ni les craquements ni même les effondrements ne le réveillent plus. D'ailleurs, en mettant tout au pire, le président du Conseil ne fera jamais mieux que Suez, qui ne l'a pas empêché d'être où il est.

COMMENT s'y trouve-t-il ? Tous aspirent à la première place, mais tous n'y parviennent pas. Si la compétence ne sert de rien, il doit bien y avoir tout de même quelque chose, un je ne sais quoi qui fait qu'à cet intervalle de notre vertigineuse descente, alors que ce ne serait pas trop de tout le génie d'un grand homme d'Etat pour tenter de l'interrompre avant le suprême choc, ce soit précisément l'homme de Suez qui se trouve au volant. On a beau dire, ce n'est pas du domaine des choses croyables.

JE demande pardon à mon jeune confrère Robbe-Grillet : c'est dommage qu'il ne soit pas un romancier de la vieille école, capable de nous montrer, reflétés dans une « comédie humaine », ces petits hommes démesurément grossis, comme Balzac l'a fait pour ceux de la Restauration et de la Monarchie de juillet ! Il devrait convenir que les vieilles techniques peuvent servir encore, quand le génie les utilise pour fixer l'histoire vraie dans la fiction.

M. Bourgès-Maunoury et son équipe, ce sont des personnages en quête d'un auteur qui n'existe plus. « L'Histoire des Treize », ce titre balzacien pourrait resservir aujourd'hui : la province, de génération en génération, fournit toujours à Paris les mêmes jeunes ambitieux.

Tels que les voilà, je les regarde à la place qu'ils occupent enfin, sans en être intimidés ni gênés. Du moins je le suppose. Mais que savons-nous des nuits et des insomnies de ce premier ministre ? A quoi se ramènent les délices d'un pouvoir si précaire que celui qui en est revêtu est déjà un homme traqué et condamné avant d'avoir eu le temps de faire un geste ?

J'écoute ce qu'il propose et n'en crois pas mes oreilles : le président du Conseil songe à mettre en place de nouveaux organismes administratifs dans une Algérie en pleine insurrection : ainsi ce petit garçon qui s'appelait Maurice Bourgès-Maunoury espérait prendre les oiseaux en leur mettant un grain de sel sur la queue. Il ne suffit pas de n'être pas éloquent pour faire figure d'homme sérieux, et de ne pas savoir parler pour savoir penser.

CEPENDANT, M. André Morice, le nouveau ministre de la Défense nationale, dénonce, dans un noble message aux combattants, le défaitisme et la trahison. Ah ! il n'a pas peur de chausser les vieilles bottes, celui-là ! L'armée peut compter sur ce monsieur. Mais qu'est-ce donc pour lui que l'armée ? A quoi pensez-vous quand vous dites : l'armée ? L'armée française est ce qu'en voient les autres nations qui nous regardent ; elle n'existe que par ce qu'elle a fait, par ce que vous lui faites faire. Et que lui faites-vous faire depuis dix ans ?

« Contre les esprits nuisibles, nous agirons sans faiblesse ! », déclare le ministre de la Défense nationale. Nuisibles ! Comment ces hommes osent-ils, à propos d'autres hommes, écrire ce mot, le prononcer ?

Vous avez inculpé des Français dont tout le crime est d'avoir dit la vérité ; et comme les faits leur donnent raison, jour après jour, depuis des années, et sur tous les points, et qu'il ne se trouve presque plus personne, pas même M. Lacoste, qui n'en convienne, je vous vois déjà acculés au ridicule d'inculper M. Raymond Aron, qui met de l'ordre dans les pensées des autres (je veux dire : que d'autres ont exprimées avant lui) et qui déduit logiquement, dans une clarté glacée, ce que des esprits plus légers avaient vu du premier coup d'œil.

LE malheur du nouveau président du Conseil, c'est qu'il lui est interdit de se décharger, selon l'usage, sur ses prédécesseurs, puisqu'il a collaboré pour le pire à cet héritage qu'il a reçu d'eux.

Qu'il est beau, ce mot de Montesquieu cité par M. Raymond Aron : « Etre vrai partout, même sur sa patrie. Tout citoyen est obligé de mourir pour sa patrie ; personne n'est obligé de mentir pour elle. »

F. M.

(Copyright « L'Express ».)

le nouveau roman de
JEAN CAYROL
La gaffe
500 Fr. SEUIL

Les Anciens d'Algérie

L'Association des Anciens d'Algérie, créée au mois de mai, fait connaître que son secrétariat permanent est installé 29, rue de Marignan - Paris (tél. Bal. 69-20), et qu'elle a mis en place des services juridiques et sociaux pour aider les camarades démobilisés et défendre leurs droits.

Elle demande à tous les rappelés et appelés, démobilisés, soucieux de constituer une force de progrès et de sauvegarde des valeurs morales, de se joindre à elle. En faisant appel à leur expérience, elle entend contribuer à l'édification d'une communauté nouvelle, librement consentie, entre la France et l'Afrique du Nord.

L'EXPRESS

DIRECTION, REDACTION :
91, Champs-Elysées, Paris-8e
Tél. ELY. 88-61

Administration, publicité, vente :
ABONNEMENTS :
37, Champs-Elysées, Paris-8e
Tél. BAL. 19-68

PRIX DE VENTE AU NUMERO :
France et Afrique du Nord : 100 francs.
Suisse : 1 fr. 90.
Belgique : 18 francs.
Italie : 250 lires.

ABONNEMENTS (1 AN)
France, Union française : 3.000 francs
Etranger : 3.500 francs

PAR AVION
3.800 fr. - Algérie, Tunisie, Maroc.
5.100 fr. - A.-E. F., A.-O. F.
5.800 fr. - Egypte, Iran, Irak, Israël, Liban, Syrie, Libye.
4.400 fr. - Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, U. R. S. S., Yougoslavie.
7.200 fr. - Guyane française, Guadeloupe, Indochine, Madagascar, Martinique, Océanie, Afrique du Sud.
8.500 fr. - Canada, Etats-Unis.
9.500 fr. - Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Guatemala, Inde, Indonésie, Japon, Pérou, Porto-Rico, Venezuela.
Etudiants, Rappelés, Maintenus : 3 mois, 750 francs

Règlement par chèque bancaire ou C.C.P. 73 78-19 Paris.

Administrateur J.-F. Coblence

c'est l'appétit !
Monsieur PSCHITT
a sa recette pour
faire manger les petits
(et les grands) qui boudent
sur leur assiette : couper la suite
des plats de grands verres d'eau PERRIER :
les bulles joyeuses raniment l'appétit défaillant. Tout est bon tellement on a faim !
Perrier
minérale
gazeuse naturelle
CRÉATION SOURCE PERRIER